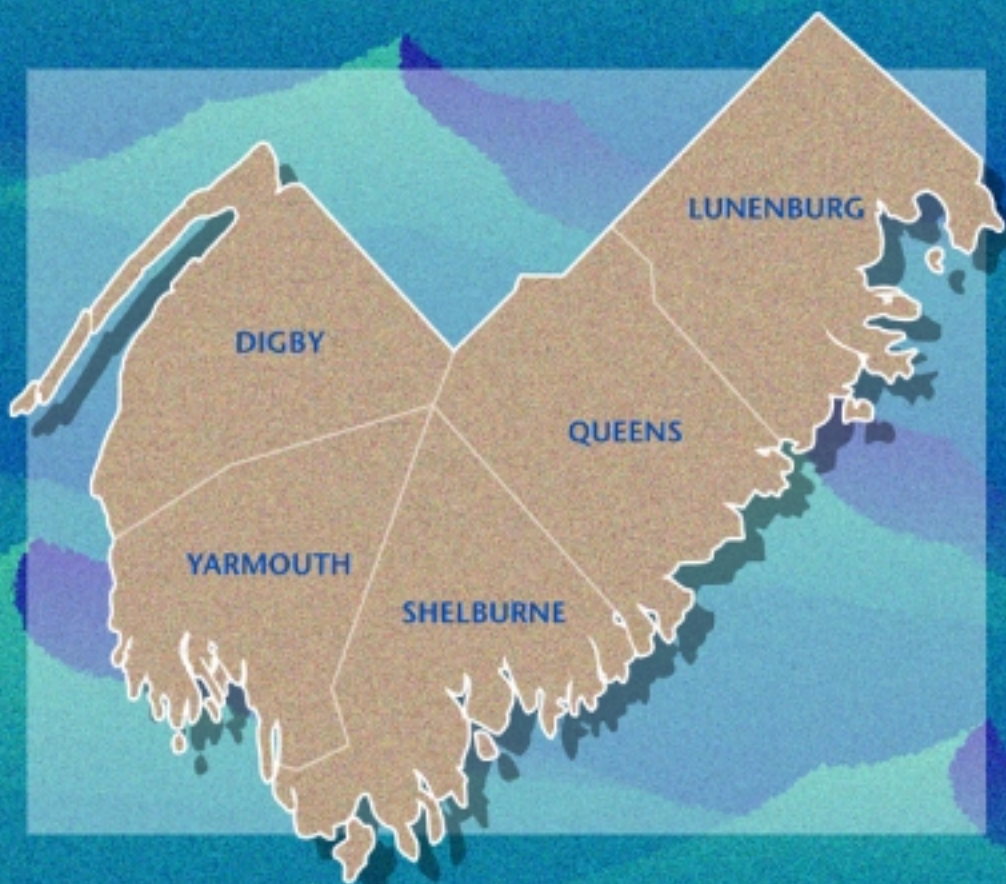




L'ÉTAT DES RÉGIONS

# La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse





**La région économique  
du sud-ouest  
de la Nouvelle-Écosse**



Collection **MARITIMES**

L'ÉTAT DES RÉGIONS

# La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse

sous la direction de  
Maurice Beaudin



INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL  
THE CANADIAN INSTITUTE FOR RESEARCH ON REGIONAL DEVELOPMENT

Tous les ouvrages parus dans la collection « Maritimes »  
sont aussi disponibles sur le Web à l'adresse suivante :  
[www.umoncton.ca/ICRDR/collec.htm](http://www.umoncton.ca/ICRDR/collec.htm)

Graphisme : Raymond Thériault  
assisté de Marc Landry et Josette Thériault

© Institut canadien de recherche sur le développement régional/  
The Canadian Institute for Research on Regional Development

**ISBN 0-88659-064-7**

Dépôt légal : 4<sup>e</sup> trimestre 2000  
Bibliothèque nationale du Canada  
Imprimé au Canada

## Liste des collaborateurs

**Colette Allain**, assistante à la coordination

**Samuel Arseneault**, professeur, Département d'histoire-géographie,  
Université de Moncton (Aperçu de la région)

**Maurice Beaudin**, directeur adjoint, ICRDR, et coordonnateur du  
projet (Introduction, Démographie, Économie et Conclusion)

**Sue Calhoun**, Calhoun recherche et développement (Vue d'ensem-  
ble du développement économique, Le secteur public)

**Donald J. Savoie**, titulaire de la Chaire Clément-Cormier en déve-  
loppement économique, Université de Moncton (Préface)

**Eugen Weiss**, consultant (Le secteur privé)





## Table des matières

Préface .....	11
<b>Introduction</b> .....	13
<b>Aperçu de la région</b> .....	15
<b>Profil et évolution démographiques</b> .....	21
<b>Économie : structure, vitalité, dépendance</b> .....	31
Une économie avant tout maritime .....	32
Marché du travail .....	44
Revenus et dépendance économique .....	53
<b>Vue d'ensemble du développement économique</b> .....	61
Arrière-plan .....	61
Perspectives et priorités des sous-régions économiques .....	63
<i>Comté de Digby</i> .....	63
<i>Comtés de Yarmouth et de Shelburne</i> .....	66
<i>Comtés de Queens et de Lunenburg</i> .....	69
<b>Le secteur privé</b> .....	73
Nouveaux employeurs, nouvelles méthodes .....	75
Pêcheries : la survie d'un plus petit géant .....	76
Construction navale : mettre en chantier de nouveaux marchés .....	81
Agriculture : en quête de nouveaux produits .....	83
Foresterie et produits du bois .....	84
Tourisme : miser davantage sur l'authenticité .....	86
Transports .....	89
Résumé .....	90
<b>Le secteur public</b> .....	93
<b>Conclusion</b> .....	103
Annexe : Personnes consultées .....	109



## Préface

Il y a six ans, le conseil d'administration de l'Institut demandait à son équipe de mettre au point un programme annuel de recherche consacrée aux provinces Maritimes. Jusqu'alors, les chercheurs avaient été laissés relativement libres de déterminer et d'explorer leur propre domaine de recherche, le conseil estimant que cette latitude ne pouvait que susciter des travaux de meilleure qualité. L'Institut n'a pas renoncé à cette politique, mais il attend désormais de ses chercheurs qu'ils participent à un ouvrage collectif qui chaque année, traite de l'économie des trois provinces Maritimes.

De cette entreprise commune est née une suite de documents qui forment la collection « Maritimes : L'état des régions » et dont chacun propose un examen relativement détaillé de la situation économique de ces régions infraprovinciales et des défis qu'elles doivent relever. Chaque étude porte sur l'une des 11 régions économiques des Maritimes, telles que définies par Statistique Canada. Cinquième de la collection, la présente analyse circonscrit la région du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse.

Des études de cette nature ne traduiraient pas les vrais problèmes si elles ne s'appuyaient sur la participation des acteurs de l'économie en question. À cet égard, nous avons obtenu une excellente collaboration dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Nombreux ont été ceux et celles qui, patiemment, ont répondu à nos questions et nous ont fourni des renseignements de première importance. Nous leur en sommes reconnaissants.

Pour réaliser cette étude, l'Institut a pu compter sur une équipe de recherche compétente, dévouée et dynamique, que je remercie pour son professionnalisme et pour son esprit d'équipe essentiel à une telle entreprise. M. Maurice Beaudin a assuré la coordination de ce groupe, qui comprenait Colette Allain, Samuel Arseneault, Sue Calhoun et Eugen Weiss.

L'ouvrage s'adresse aux observateurs avertis, au secteur privé, aux investisseurs de l'extérieur, aux responsables gouvernementaux chargés d'élaborer des politiques relatives aux provinces Maritimes, à ceux qu'intéresse l'économie du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, aux étudiants en économie, en géographie et en politiques publiques, aux

médias et à la population en général. Cet ouvrage est un service public et il nous importe beaucoup, cela étant, de connaître les réactions de ses lecteurs. Faites-nous part de vos commentaires en écrivant à :

Donald J. Savoie  
Institut canadien de recherche  
sur le développement régional  
Université de Moncton  
Moncton, N.-B.  
E1A 3E9



## Introduction

Ce cinquième volume de la collection « Maritimes : L'état des régions » est consacré à la région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Englobant cinq comtés et couvrant 23 % de la superficie provinciale, le « *South Shore* », comme on l'appelle communément, compte environ 125 000 personnes, soit 13,8 % de la population néo-écossaise. Il s'agit d'une région typiquement rurale – la seule région économique des Maritimes qui ne dénombre aucune agglomération de recensement – dont l'extrémité constitue le prolongement naturel de l'axe sud-ouest de la métropole, Halifax. Étant donné cette proximité de la métropole et la présence de quelques petits centres régionaux, le terme semi-rural est sans doute plus approprié pour décrire cette région tournée essentiellement vers le littoral.

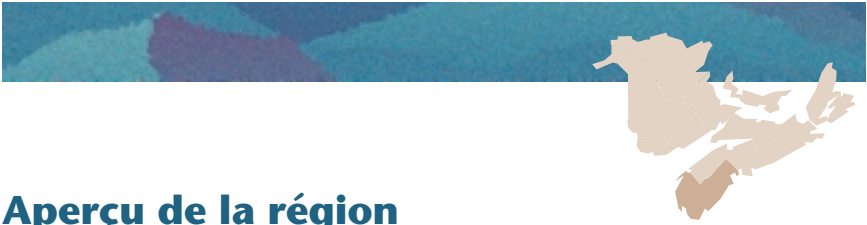
Au même titre que les autres volumes de la collection, cet ouvrage présente de manière comparative les profils démographique, socioéconomique, organisationnel et entrepreneurial de la région à l'étude, en fonction du secteur industriel, de la sous-région examinée et de la période. L'exercice vise à fournir un portrait de la situation récente en matière de développement économique, à exposer autant les potentiels que les faiblesses structurelles de la région et de ses sous-régions, et à présenter les changements de nature structurelle auxquels fait face la région. Bref, il s'agit plus d'un bilan des réalisations passées, des potentialités et des défis actuels que d'une véritable stratégie de développement socioéconomique. Cela n'exclut pas pour autant une réflexion sur les perspectives d'avenir de la région.

Notre analyse s'appuie essentiellement sur deux bases d'information. D'une part, concernant la démographie et l'économie, nous avons eu recours aux données des recensements et autres données officielles des gouvernements provincial et fédéral, tels la banque de données CANSIM, les dossiers fiscaux de Revenu Canada, *l'Enquête sur la population active*, les *Comptes économiques provinciaux*, *l'Enquête sur les industries manufacturières* ainsi que le répertoire provincial des entreprises. Ces informations diverses nous ont permis d'établir un profil relativement détaillé de la démographie (structure par âge,

évolution rurale-urbaine, migrations), du marché du travail (taux de participation à l'économie, taux de chômage, durée de travail, types d'emploi, rémunération), ainsi que de la structure économique (répartition de l'emploi par industrie et par profession, contribution des différentes branches industrielles et des services à l'économie, évolution de l'emploi selon le secteur industriel). Les profils sont élaborés surtout pour l'ensemble de la région, mais ils comportent des analyses spécifiques au niveau des comtés et des sous-régions. Celles-ci sont déjà circonscrites au niveau provincial et correspondent aux territoires desservis par les nouvelles agences provinciales de développement économique, établies à partir de 1995.

D'autre part, notre analyse fait suite à de nombreuses entrevues et visites sur le terrain effectuées au cours de l'année 1999. Ces contacts avec les acteurs du milieu nous ont permis de porter un jugement plus objectif sur la problématique et sur les perspectives de développement de chacune des sous-régions. Il s'agit d'un excellent moyen de s'imprégner du climat, de la réalité et des perceptions des résidants à l'égard du développement de leur région. Enfin, les auteurs ont pu bénéficier de rapports et d'études variés sur la région produits par des organismes fédéraux, provinciaux et régionaux.

L'étude s'intéresse en premier lieu aux caractéristiques géographiques et du peuplement de la région. Nous traçons ensuite son profil démographique, en accordant une attention particulière aux flux migratoires et à la dynamique rurale-urbaine en matière de population. Vient ensuite une importante section qui couvre, entre autres, le profil socioéconomique de la région, sa structure industrielle, l'évolution du marché du travail ainsi que le niveau et la provenance des revenus. Le cadre organisationnel en matière de développement économique et de prestation des services gouvernementaux constitue un autre axe de recherche abordé dans cette étude. Nous nous penchons plus spécifiquement sur le mandat, le rôle et la participation des divers acteurs dans le développement économique. La section suivante porte sur le secteur privé et examine la nature et le type des entreprises locales, le dynamisme entrepreneurial et l'aide gouvernementale au secteur privé. Elle inclut aussi une liste des principales entreprises, notamment celles qui exportent et celles de la nouvelle génération. Une évaluation sectorielle de l'activité économique complète l'examen du secteur privé. Finalement, nous analysons la présence du secteur public dans l'économie régionale, lequel a subi une transformation notable dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse au cours des années 1990.



## Aperçu de la région

La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse comprend les comtés de Digby, de Yarmouth, de Shelburne, de Queens et de Lunenburg. Elle comptait 124 790 habitants en 1996 et s'étend sur plus de 12 000 kilomètres carrés. Située entre 64 et 66° de longitude Ouest, et 43 et 45° de latitude Nord, elle est bornée au nord-ouest par la baie de Fundy, à l'ouest par le golfe du Maine et au sud par l'océan Atlantique (voir carte 1). C'est la région la plus méridionale des Maritimes. Elle reçoit deux fois moins de neige que la Péninsule acadienne, au Nouveau-Brunswick. L'écart de températures moyennes entre janvier et juillet n'est que de 12°C, comparativement à 30°C pour le nord des Maritimes. De par sa position maritime et géographique, la région fut très tôt liée au commerce international de la morue dans un réseau d'échanges entre les Maritimes, les Antilles et la Nouvelle-Angleterre. Mis à part les anciennes routes amérindiennes sur les rivières et les lacs ainsi que les portages entre la baie de Fundy et la côte de l'Atlantique, c'est le cabotage côtier qui fut pendant très longtemps le principal moyen de communication.

La première voie de communication terrestre fut le chemin de fer, qui a été construit à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Déjà, avant les années 1880, le Western County Railway reliait Yarmouth et Digby d'une part et Annapolis Royal d'autre part, et le lien entre Lunenburg ou Bridgewater, au sud, et Middleton et la vallée de l'Annapolis, au nord, était assuré par le Nova Scotia Central Railway. Ce n'est qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle, avec la construction du tronçon sud, que l'on a pu se rendre directement de Yarmouth à Bridgewater et à Halifax. Aujourd'hui, il n'y a plus de chemin de fer dans la région. À l'instar des anciennes routes amérindiennes donnant accès à l'intérieur des terres, les routes 8 et 10 longent les rivières Mersey, Medway et La Hève, et les lacs Kejimikujik et Rossignol pour relier le littoral des comtés de Queens et de Lunenburg et la vallée de l'Annapolis.

Malgré les retards dans l'implantation des voies de communication terrestres, l'accès à la région est aujourd'hui relativement facile. La baie Sainte-Marie est maintenant à moins de trois heures de Halifax par la route 101. Yarmouth, qui compte un aéroport et un service de traversier vers Portland, Maine, demeure la porte d'entrée de l'ouest

de la région. La densité de population élevée du comté de Lunenburg s'explique par le fait que cette région constitue en quelque sorte un prolongement de la métropole des Maritimes, Halifax.

La région du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse offre un portrait assez varié sur le plan géographique. Pour décrire le territoire, nous l'avons divisé en plusieurs zones que l'on pourrait considérer comme homogènes (voir carte 2). Les zones *Mer, baies et marées* ainsi que *Îles et havres* forment le périmètre maritime de la région. Leurs caractéristiques ressemblent de près à celles de certains paysages des régions économiques du sud-est du Nouveau-Brunswick ou du nord et de l'est de la Nouvelle-Écosse. Vers l'intérieur s'étalent trois zones. La première, appelée *Vallons et collines*, occupe de façon continue une bande de 5 à 10 kilomètres de large au nord et à l'ouest de la région. À l'est, elle s'élargit pour atteindre de 20 à 30 kilomètres entre les communautés de Liverpool, de Bridgewater et de Mahone Bay. La deuxième zone, dont l'altitude s'élève légèrement au centre, est le *Grenier de ressources*, où l'on exploitait jadis des minéraux tels l'or et l'étain. Aujourd'hui, à part deux ou trois petits barrages hydroélectriques, c'est surtout la matière ligneuse qu'on y exploite. La troisième zone est celle des *Châteaux d'eau*<sup>1</sup>, qui est la plus petite mais qui domine la région en altitude. Elle renferme plusieurs plans d'eau et alimente une dizaine de petits bassins hydrographiques qui aboutissent soit dans la baie Sainte-Marie, soit dans le golfe du Maine ou directement dans l'océan Atlantique.

L'ouest de la région, qui se situe dans la zone *Mer, baies et marées*, offre une frange littorale variée. Dans le comté de Digby, l'élément principal est la baie Sainte-Marie, dont la rive sud est occupée par un chapelet de communautés acadiennes telles que Pointe-de-l'Église, Meteghan et Saulnierville, et où l'on pratique la pêche à longueur d'année et de façon généralement lucrative. Au nord de la baie s'allonge sur quelque 50 kilomètres le « *Digby Neck* », constitué d'îles et de presqu'îles en basalte, que se partagent Westport, Freeport, East Ferry, Sandy Cove, tous reliés par la route 217. Le centre régional de Digby tourne le dos à la zone et s'ouvre directement sur la baie de Fundy par la voie du « *Digby Gut* ». Le sud de cette zone, qui donne sur le golfe du Maine et comprend le comté de Yarmouth, est dominé par le centre régional du même nom. Entre Beaver River et Pembroke Shore, la côte est rectiligne, exposée aux tempêtes et dépourvue de

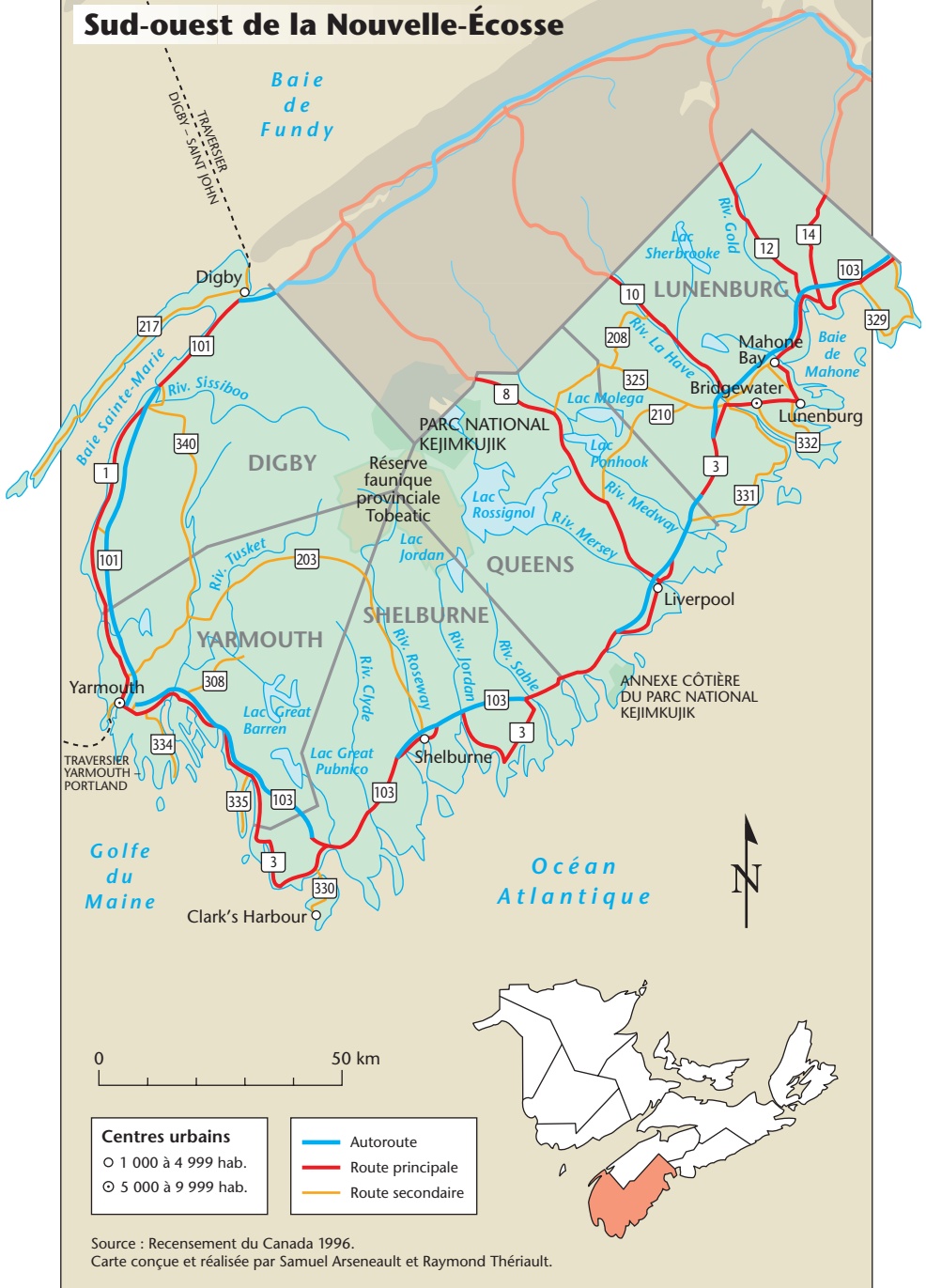
---

1. Un château d'eau désigne une zone élevée où prennent leur source les rivières qui drainent une région. Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse partage son château d'eau avec la vallée de l'Annapolis.



# Carte 1

## Sud-ouest de la Nouvelle-Écosse



**Centres urbains**  
 ○ 1 000 à 4 999 hab.  
 ⊙ 5 000 à 9 999 hab.

— Autoroute  
 — Route principale  
 — Route secondaire

Source : Recensement du Canada 1996.  
 Carte conçue et réalisée par Samuel Arseneault et Raymond Thériault.

bons ports de pêche. Au sud de Yarmouth, la côte est beaucoup plus échancrée et comporte plusieurs îles qui offrent des abris naturels aux flottes de pêche. C'est là que l'on trouve les ports de Yarmouth, de Lower Wedgeport, d'Argyle et de tous les Pubnicos situés autour du havre du même nom.

La zone Îles et havres s'étend de l'île du cap de Sable à la péninsule de la baie St. Margaret. Son littoral est extrêmement découpé et protégé de l'océan par un archipel d'îles plus ou moins grandes, constituées de dépôts glaciaires qu'on appelle des « drumlins ». De forme allongée en dos de baleine, ces drumlins se rencontrent aussi à l'intérieur des terres et sur le littoral. Ils ont souvent été choisis comme sites pour l'établissement de villes et de villages dont les plus connus sont Shelburne, Liverpool et Lunenburg. Ici, les havres naturels et la proximité des bancs de pêche ont attiré depuis toujours une industrie de transformation florissante. D'abord axée sur la morue, l'industrie de transformation exploite maintenant une grande variété d'espèces pélagiques, de crustacés et de mollusques. Depuis quelques années, on développe l'aquaculture dans les havres et à l'abri derrière les îles du golfe du Maine et de l'océan Atlantique. Le patrimoine historique donne aussi lieu à une activité économique appréciable, qu'il s'agisse de l'héritage français dans la région de La Hève, de l'héritage de la Nouvelle-Angleterre à Shelburne ou de la valeur historique du havre et du village de Lunenburg. Mentionnons également le développement touristique et la construction domiciliaire près des centres de villégiature de Chester et de Mahone Bay, qui devraient favoriser la croissance démographique de cette zone.

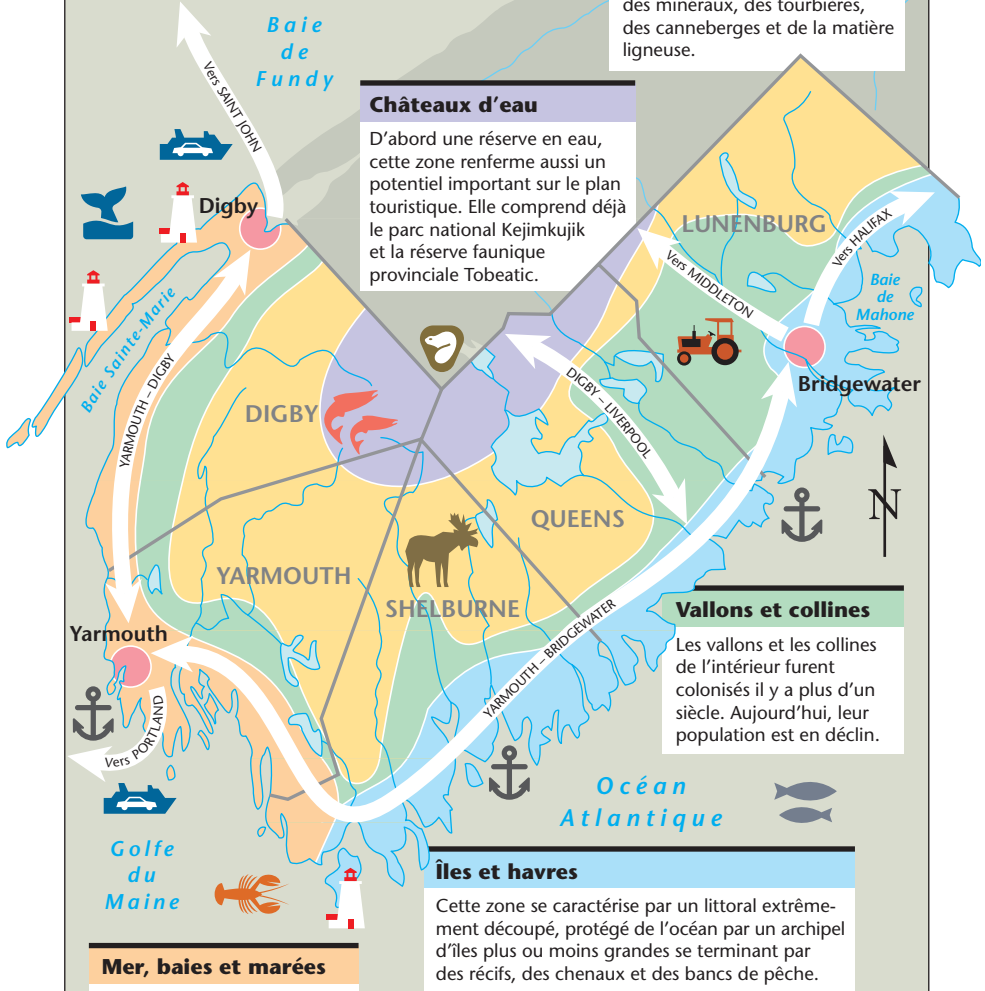
Les Vallons et collines de l'intérieur ont d'abord été utilisés par les habitants du littoral pour la chasse, la cueillette et la coupe du bois. La forêt de feuillus y a aussi été exploitée pour le bois de chauffage ou le bois destiné à la construction des habitations et des goélettes de pêche. Il y a plus d'un siècle, un front pionnier, qui est resté étroit à l'ouest, a réussi à pénétrer jusqu'à 30 kilomètres dans les terres moins humides du sud-est de la zone. Ce mouvement de colonisation est demeuré marginal et n'a jamais pu absorber les surplus de la population du littoral, qui partait surtout vers la Nouvelle-Angleterre. Aujourd'hui, toute la zone est en déclin démographique.

Le Grenier des ressources correspond à la superficie dont l'altitude se situe entre 60 à 160 mètres. Dans cette zone, le relief décrit une pente douce tant vers l'océan Atlantique que vers le golfe du Maine ou la baie Sainte-Marie. C'est le domaine de quelques entreprises (Bowater Mersey, Irving) qui exploitent surtout les ressources

## Carte 2

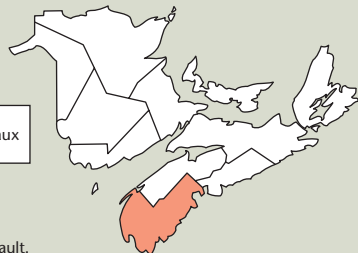
### Zones géographiques

Sud-ouest de la Nouvelle-Écosse



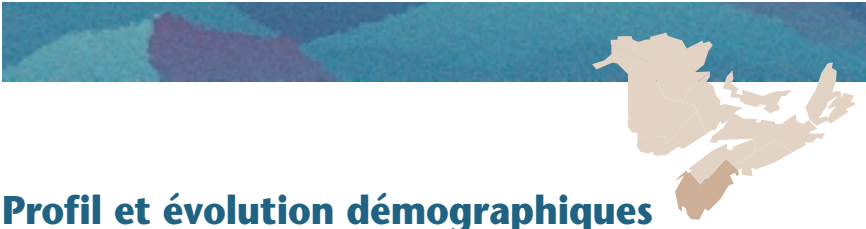
0 50 km

Carte conçue et réalisée par Samuel Arseneault et Raymond Thériault.



ligneuses. C'est aussi un territoire de chasse et de pêche sportives autant pour les habitants de la région que pour les amateurs de l'extérieur. Les pressions sur l'environnement, causées par le braconnage, le déboisement excessif, la coupe de forêts anciennes, la sédimentation et le problème des pluies acides dans les lacs du massif granitique, sont devenues des préoccupations réelles pour la population, sans compter que certains types d'érables font l'objet d'une coupe illégale. Par ailleurs, l'exploitation du territoire doit désormais tenir compte des Autochtones, qui revendiquent l'accès à ces ressources.

Comme on peut également le constater sur la carte précédente, la région économique du Sud-Ouest s'articule autour de trois centres administratifs régionaux : Digby, Yarmouth et Bridgewater. Ces centres sont tous baignés par la mer et situés soit dans la zone Mer, baies et marées, soit dans Îles et havres. La situation géographique et démographique du centre régional de Yarmouth devrait lui procurer une place de choix dans le devenir du tissu urbain de la région, mais son emplacement excentrique à l'extrême ouest nuit à son développement. Digby, qui constitue la porte d'entrée nord de la région, semble partager ses services avec la région voisine de la vallée de l'Annapolis, tandis que la localité de Bridgewater est plutôt orientée vers son hinterland et marquée par la proximité relative de la grande région de Halifax. Aucun des centres régionaux ne semble se développer au point de devenir éventuellement un pôle de développement pour l'ensemble de cette région économique.



## Profil et évolution démographiques

Comptant près de 125 000 habitants, la région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse occupe le huitième rang parmi les 11 régions économiques des provinces Maritimes. Elle englobe cinq comtés ou divisions de recensement dont la superficie totale dépasse plus de deux fois celle de l'Île-du-Prince-Édouard. La région est peu densément peuplée; on n'y dénombre que 10 habitants par kilomètre carré, comparativement à 13,7 en moyenne pour les Maritimes. La plupart (78 %) de la population réside dans des localités de moins de 1 000 habitants. Seuls Yarmouth (7 568 habitants en 1996) et Bridgewater (7 350 habitants) peuvent être considérés comme des centres urbains. Quelques petits centres intermédiaires, tels Liverpool (3 048), Lunenburg (2 600), Shelburne (2 132) et Digby (2 200), complètent l'armature urbaine, bien qu'on ne puisse guère parler de réseau urbain étant donné la petite taille de ces localités et surtout leur éloignement les unes des autres (voir carte 3). En fait, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est la région économique la moins urbanisée des Maritimes, la seule d'ailleurs qui n'inclut aucune agglomération de recensement<sup>2</sup>.

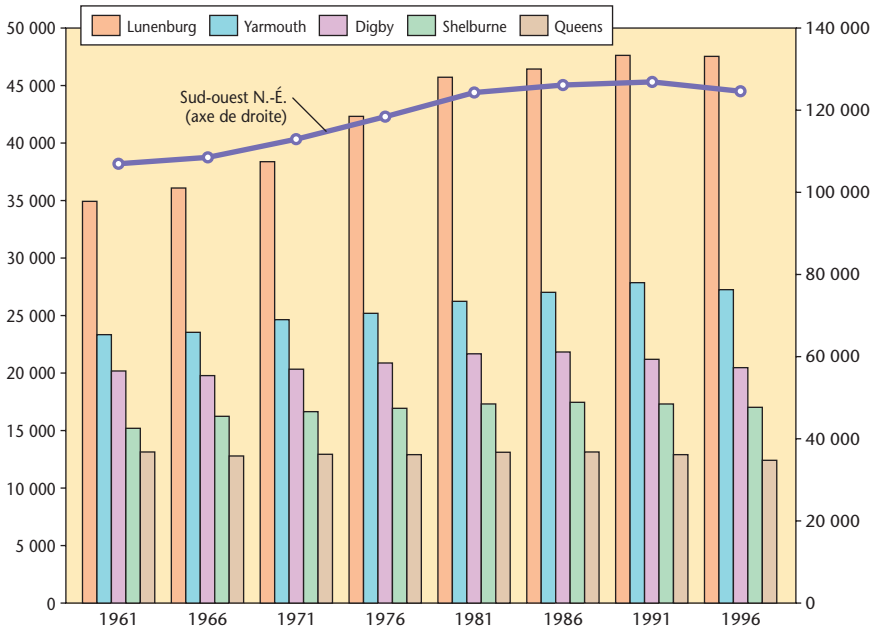
La région à l'étude a enregistré une croissance démographique modeste mais soutenue entre 1966 et 1981, période au cours de laquelle sa population a augmenté de plus de 1 000 personnes par année en moyenne. La population s'est quelque peu stabilisée par la suite (croissance moyenne de 500 personnes par année entre 1981 et 1986, puis de 200 par année entre 1986 et 1991). Toutefois, depuis le début des années 1990, la région a vu sa population diminuer de 2 250 personnes, résultat d'une émigration qui s'accroît.

La vitalité démographique diffère beaucoup d'une sous-région à l'autre. Seuls les comtés de Lunenburg et, dans une moindre mesure, de Yarmouth font relativement bonne figure à ce chapitre. Toutes les sous-régions ont néanmoins vu leur population diminuer entre 1991

---

2. Une agglomération de recensement (AR) se définit comme un ensemble urbanisé d'au moins 10 000 habitants et constitué d'un noyau urbain, d'une ceinture ou banlieue urbaine, ainsi que d'une banlieue rurale dont plus du tiers de la population active est économiquement et socialement intégrée au noyau urbain (navettage quotidien). D'après Statistique Canada, cat. 92-320.

**Figure 1**  
**Évolution démographique par comté,**  
**sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1961-1996**



Source : Statistique Canada, recensements du Canada.

et 1996. La région a ainsi vu son poids démographique au sein de la province diminuer de 14,7 % en 1981 à 13,7 % en 1996. Les tendances pour chacun des comtés sont clairement exprimées dans la figure 1.

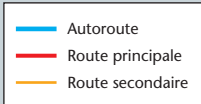
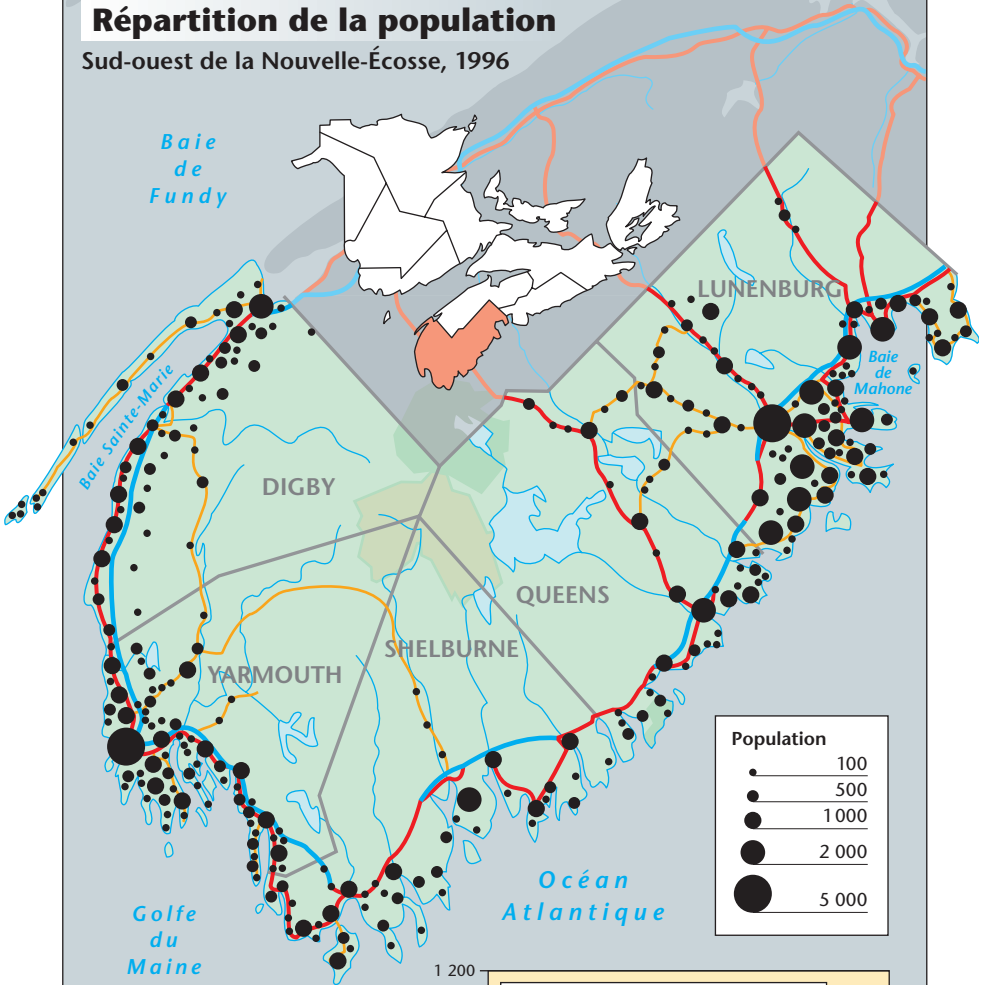
Comme plusieurs autres régions économiques à caractère rural, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse a été profondément touché par la restructuration en cours dans les industries axées sur les ressources, ainsi que par la rationalisation dans les services publics. Ces facteurs ont eu des répercussions directes sur le marché du travail, de sorte que le nombre de personnes occupées a chuté de 4 700 dans l'ensemble de l'économie régionale entre 1990 et 1996, faisant glisser le taux d'emploi de cinq points de pourcentage<sup>3</sup>. Inversement, le nombre de personnes en chômage a connu une hausse à partir de 1990 pour atteindre le plateau des 7 000 en 1996. Ces tendances négatives ont contribué à attiser un mouvement migratoire jusque-là peu

3. De 52,0 à 47,0 % d'après Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

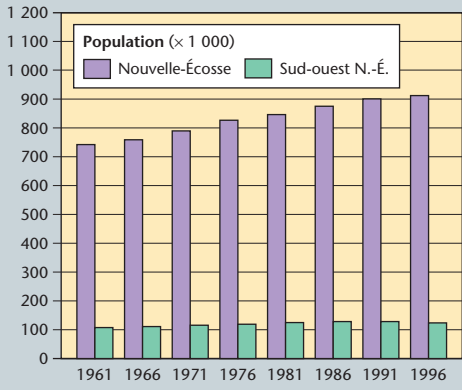
### Carte 3

## Répartition de la population

Sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1996



0 50 km



Source : Recensement du Canada 1996.  
Carte conçue et réalisée par  
Samuel Arseneault et Raymond Thériault.

dommageable pour l'économie régionale. La contraction de l'emploi a contraint nombre de jeunes adultes à quitter la région au profit de Halifax ou encore des centres urbains de l'Ontario et de l'Ouest. Ainsi, en excluant du calcul le comté de Lunenburg – il s'agit d'un cas particulier en raison de sa proximité de Halifax –, la région a accusé un déficit migratoire net de 1 469 personnes au cours de la période 1991-1992 à 1995-1996. Ce déficit demeure toutefois modeste puisqu'il représente moins de 1 % de la population régionale totale. Le tableau qui suit présente la situation pour chacune des sous-régions.

**Tableau 1**  
**Solde migratoire par comté, sud-ouest de la Nouvelle-Écosse,**  
**1991-1992 à 1995-1996**

	Migration			Solde migratoire <sup>1</sup>	
	Intra-provinciale	Inter-provinciale	Inter-nationale	Nombre	(%)
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>-404</b>	<b>-663</b>	<b>391</b>	<b>-756</b>	<b>-0,06</b>
Lunenburg	511	1	204	716	+1,50
Queens	-154	1	15	-138	-1,09
Digby	-263	-138	65	-336	-1,62
Yarmouth	-181	-319	91	-409	-1,48
Shelburne	-397	-206	16	-587	-3,42

1. Par rapport à la population moyenne pour la période 1991-1996.

Source : Statistique Canada, Division des petites unités administratives; données obtenues à partir des dossiers fiscaux; compilation de Maurice Beaudin.

Le comté de Shelburne semble le plus éprouvé à cet égard, le déficit migratoire y totalisant 3,42 % des effectifs. Dans les comtés de Digby (1,62 % des effectifs), de Yarmouth (1,48 %) et de Queens (1,09 %), le phénomène est moins prononcé. Quant au comté de Lunenburg, il a bénéficié à la fois de sa proximité de la métropole et de la présence de plusieurs industries et services gouvernementaux, ce qui explique qu'il présente un solde positif de 716 personnes pour la période. Cela dit, les déficits migratoires ne sauraient expliquer à eux seuls le déclin démographique puisqu'ils représentent moins de 1 % des effectifs régionaux. Le vieillissement de la population et le faible taux de natalité y contribuent également.

Curieusement, les centres urbains sont davantage touchés par la diminution de la population que les zones rurales. En effet, celles-ci enregistrent globalement une perte de 1 442 personnes (1,5 % des



effectifs) entre 1991 et 1996, comparativement à 863 personnes (3 % des effectifs) pour les centres urbains (voir tableau 2). Les zones non constituées de Clare (-3,7 %), de Digby (-3,3 %), d'Argyle (-2,9 %) et de Queens (-5 % en moyenne pour les subdivisions A et B) connaissent le plus grand déclin démographique. Pour ce qui est des centres urbains, seule la ville de Bridgewater bénéficie d'une croissance (1,4 %) entre 1991 et 1996. Pour les autres, les pertes respectives vont comme suit : Lockeport (-13,3 %), Clark's Harbour (-8,9 %), Mahone Bay (-7,2 %), Lunenburg (-6,5 %), Shelburne (-5,0 %) et Digby (-4,8 %).

Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse comprend une importante minorité francophone. On y recense plus de 13 800 personnes de langue maternelle française (11 % des effectifs régionaux), issues essentiellement de la minorité acadienne. Bien que présents dans tous les comtés, les francophones forment deux concentrations importantes. La région d'Argyle, dans le comté de Yarmouth, totalise 4 825 francophones, qui représentent 54 % de la population; celle de Clare, dans le comté de Digby, dénombre 6 475 francophones, soit environ 70 % des effectifs régionaux. La région compte au moins 1 150 Autochtones, répartis dans deux réserves : Bear River (population 260), dans le comté de Digby, et Acadia (population 890), dans celui de Yarmouth. On y trouve également une minorité noire de 1 585 personnes, habitant surtout dans les comtés de Digby (635) et de Yarmouth (515).

Un examen de la structure par âge met en évidence un processus accéléré de vieillissement de la population dans la région à l'étude. Les jeunes (moins de 20 ans) et les jeunes adultes (20-29 ans) y sont proportionnellement beaucoup moins nombreux que dans le reste de la Nouvelle-Écosse (voir figure 2). Ce phénomène est répandu dans toutes les régions rurales des Maritimes et s'explique par un faible taux d'accroissement naturel (peu de naissances en raison d'une proportion réduite de jeunes adultes), ainsi que par l'émigration, les deux facteurs ayant un effet cumulatif. Ainsi, au cours de la période 1991-1996, la population âgée de 20 à 29 ans aux Maritimes a diminué de 10 000 personnes, tandis que celle âgée de 50 ans et plus a augmenté de 3 900 personnes, ce qui a contribué à un vieillissement général de la population<sup>4</sup>. Dans la région à l'étude, les moins de 30 ans constituent 37,4 % de la population totale, comparativement à

4. Voir à ce sujet la *Report Card* (juillet 1998) du Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CEPA), qui soutient également que quatre émigrants sur cinq dans la région atlantique sont des jeunes dans la vingtaine.

Tableau 2

**Évolution démographique des zones rurales et urbaines,  
sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1981-1996**

	Population totale				Croissance absolue				Croissance relative (%)				
	1981	1986	1991	1996	1981-1986	1986-1991	1991-1996	1981-1986	1986-1991	1991-1996	1981-1986	1986-1991	1991-1996
Maritimes	1 666 351	1 711 250	1 755 598	1 781 970	44 899	44 348	26 372	2,7	2,6	1,5			
N.-É.	847 442	875 162	901 933	909 280	27 720	26 771	7 347	3,3	3,1	0,8			
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>124 179</b>	<b>126 049</b>	<b>127 041</b>	<b>124 790</b>	<b>1 870</b>	<b>992</b>	<b>-2 251</b>	<b>1,5</b>	<b>0,8</b>	<b>-1,8</b>			
Lunenburg	45 746	46 483	47 634	47 560	737	1 151	-74	1,6	2,5	-0,2			
Yarmouth	26 290	27 073	27 891	27 310	783	818	-581	3,0	3,0	-2,1			
Digby	21 689	21 852	21 250	20 500	163	-602	-750	0,8	-2,8	-3,5			
Shelburne	17 328	17 516	17 343	17 000	188	-173	-343	1,1	-1,0	-2,0			
Queens	13 126	13 125	12 923	12 420	-1	-202	-503	0,0	-1,5	-3,9			
<b>Total – rural</b>	<b>95 549</b>	<b>97 512</b>	<b>98 422</b>	<b>96 980</b>	<b>1 963</b>	<b>910</b>	<b>-1 442</b>	<b>2,1</b>	<b>0,9</b>	<b>-1,5</b>			
Lunenburg (DM)	24 592	25 196	25 720	25 949	604	524	229	2,5	2,1	0,9			
Chester (DM)	10 230	10 579	10 762	10 602	349	183	-160	3,4	1,7	-1,5			
Yarmouth (DM)	9 842	10 380	10 827	10 722	538	447	-105	5,5	4,3	-1,0			
Clare (DM)	9 598	9 740	9 654	9 298	142	-86	-356	1,5	-0,9	-3,7			
Digby (DM)	9 496	9 543	9 230	8 926	47	-313	-304	0,5	-3,3	-3,3			
Argyle (DM)	8 949	9 055	9 215	8 947	106	160	-268	1,2	1,8	-2,9			
Barrington (DM)	7 680	7 824	7 774	7 883	144	-50	109	1,9	-0,6	1,4			

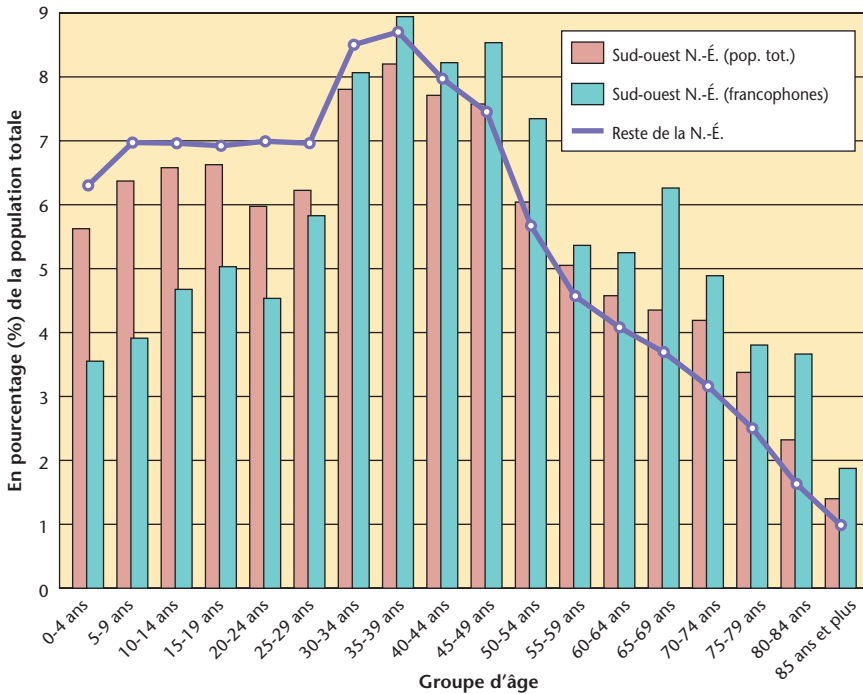
Queens (Subd. B)	6 522	6 520	6 528	6 263	-2	8	-265	0,0	0,1	-4,1
Shelburne (DM)	5 359	5 365	5 450	5 315	6	85	-135	0,1	1,6	-2,5
Queens (Subd. A)	3 281	3 310	3 262	3 075	29	-48	-187	0,9	-1,5	-5,7
<b>Total – villes</b>	<b>28 536</b>	<b>28 446</b>	<b>28 449</b>	<b>27 586</b>	<b>-90</b>	<b>3</b>	<b>-863</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-3,0</b>
Yarmouth (V)	7 475	7 617	7 781	7 568	142	164	-213	1,9	2,2	-2,7
Bridgewater (V)	6 672	6 617	7 248	7 351	-55	631	103	-0,8	9,5	1,4
Liverpool (V)	3 302	3 295	3 113	3 048	-7	-182	-65	-0,2	-5,5	-2,1
Lunenburg (V)	3 014	2 972	2 781	2 599	-42	-191	-182	-1,4	-6,4	-6,5
Digby (V)	2 558	2 525	2 311	2 199	-33	-214	-112	-1,3	-8,5	-4,8
Shelburne (V)	2 303	2 312	2 245	2 132	9	-67	-113	0,4	-2,9	-5,0
Mahone Bay (V)	1 226	1 093	1 096	1 017	-133	3	-79	-10,8	0,3	-7,2
Clark's Harbour (V)	1 059	1 098	1 076	980	39	-22	-96	3,7	-2,0	-8,9
Lockeport (V)	927	917	798	692	-10	-119	-106	-1,1	-13,0	-13,3

DM : district municipal

V : ville

Source : Statistique Canada, recensements du Canada; compilation de Maurice Beaudin.

**Figure 2**  
**Répartition de la population par groupe d'âge,**  
**sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1996**



Source : Statistique Canada, recensement de 1996; compilation de Maurice Beaudin.

41,2 % dans le reste de la province. En fait, les diverses cohortes de moins de 40 ans y sont sous-représentées. Si la région présentait la même structure démographique que le reste de la province, elle compterait 5 250 personnes additionnelles âgées de moins de 40 ans. Ce chiffre est considérable puisqu'il représente 8 % des effectifs régionaux de ces groupes d'âge.

L'écart entre la population régionale et celle du reste de la province tend à diminuer pour les groupes intermédiaires (40-49 ans), mais la situation est inversée pour les catégories d'âge supérieures. La population régionale âgée de 50 ans et plus est surreprésentée, car elle équivaut à 31 % des effectifs, comparativement à 26 % dans le reste de la province. Cette situation se traduit par un surplus structurel de l'ordre de 5 370 personnes dans ces groupes d'âge au niveau régional, ce qui correspond à près de 14 % de leurs effectifs totaux.

La minorité francophone semble contribuer dans une bonne mesure à ces différences structurelles sur le plan démographique. À l'échelle régionale, les jeunes francophones de moins de 25 ans ne comptent que pour 21,7 % des effectifs de langue maternelle française, comparativement à 32,4 % chez les anglophones. Ainsi, il lui manque 1 570 jeunes pour que la structure de la population du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse soit comparable à celle de la majorité anglophone. Ce déficit structurel est inquiétant pour le renouvellement du groupe francophone et son émancipation socioéconomique.





## Économie : structure, vitalité, dépendance

Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est fortement tributaire de son secteur d'exportation, lequel est alimenté en grande partie par les ressources halieutiques et forestières et, de plus en plus, par une gamme variée de produits fabriqués localement (pneus, produits industriels et de haute technologie, produits textiles). L'économie régionale a été relativement secouée par la récession du début des années 1990 et a également souffert de la lutte au déficit menée par les gouvernements fédéral et provincial. L'industrie manufacturière a perdu plus de 1 300 emplois nets entre 1991 et 1996; la rationalisation dans les services gouvernementaux s'est traduite par la perte de plus de 1 700 autres. Par ailleurs, les montants versés aux résidents chômeurs sous forme d'assurance-emploi ont chuté de près de 42 millions de dollars (24 %) entre 1992-1993 et 1997-1998. Ces facteurs ont considérablement ralenti l'économie régionale, ce qui a encouragé l'émigration de jeunes travailleurs.

Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse n'est cependant pas aussi éprouvé à cet égard que plusieurs autres régions de nature comparable. En effet, le marché du travail y a repris une certaine vigueur au cours des dernières années : 5 000 emplois nets (10,6 %) se sont ajoutés entre 1996 et 1999<sup>5</sup>. La reprise de la demande de produits de base et autres produits manufacturés a stimulé les exportations (une augmentation de 962 millions de dollars ou 15 % pour l'ensemble de la province entre 1994 et 1997), de même l'expansion graduelle du secteur touristique a contribué à revigorer l'économie régionale à partir du milieu des années 1990. Le nombre de chômeurs a diminué en conséquence, faisant chuter de deux points le taux de chômage.

---

5. Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, données selon les régions économiques, janvier 2000.

## ■ Une économie avant tout maritime

Avec ses milliers de kilomètres de côtes donnant à la fois sur l’océan et sur la baie de Fundy, ses nombreux havres et ses liens historiques avec le Maine et le sud du Nouveau-Brunswick, la région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse a depuis toujours une forte vocation maritime. Ses eaux territoriales abritent de nombreuses espèces de poisson et de fruits de mer dont plusieurs possèdent une grande valeur commerciale. En fait, lorsqu’il est question du secteur primaire dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, on fait inévitablement allusion au secteur halieutique. Le caractère maritime du Sud-Ouest tient aussi aux services de traversier qui assurent une liaison avec d’une part les États-Unis (235 000 passagers entre Yarmouth et le Maine en 1997) et d’autre part le Nouveau-Brunswick (243 000 passagers entre Digby et Saint John). Enfin, la région du « *South Shore* » se veut une destination touristique axée sur la mer. Les liens par traversier avec le Maine et le Nouveau-Brunswick sont d’une importance cruciale pour l’industrie touristique, même si la région demeure pour l’instant une zone de passage<sup>6</sup>.

Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est avant tout une grande région de pêche. On y a débarqué 178 000 tonnes de poisson et fruits de mer en 1995, pour une valeur à quai de 303 millions de dollars. Ces débarquements représentent 60 % de la valeur des captures provinciales. En sa qualité de première province exportatrice de produits marins au Canada (827 millions de dollars en 1997), la Nouvelle-Écosse est ainsi grandement redevable à la région du Sud-Ouest. La moitié des pêcheurs néo-écossais y habitent. Sur les quelque 7 050 emplois du secteur primaire recensés dans la région, 4 735 (67 %) se situent dans les pêches. Bien qu’une grande partie des captures régionales soit expédiée à l’état frais – notamment pour le homard, qui domine de loin au chapitre de la valeur au débarquement –, la région dénombre plusieurs importantes entreprises de traitement et de transformation de produits marins. Les entreprises High Liner Foods (autrefois National Sea Products), Comeau’s Sea Foods, D.B. Kenney Fisheries, Clearwater Fine Foods (usines à Shelburne et à Clark’s Harbour), Yarmouth Sea Products, Pierce Fisheries, Sable Fish Packers, I. Deveau Fisheries et Skipper Fisheries, entre autres,

6. Dans la région à l’étude, qui fait partie du circuit touristique du *South Shore*, les retombées économiques de l’industrie touristique ne sont pas proportionnelles au pourcentage de la population provinciale qui y habite. Sur un milliard de dollars de recettes touristiques provinciales en 1997, la région n’en a reçu que 76 millions (7,03 %) bien qu’elle totalise près de 14 % de la population néo-écossaise. Le secteur est du comté de Digby fait toutefois partie d’une autre région touristique, celle de la vallée de l’Annapolis.



sont des chefs de file dans la préparation, la transformation et la commercialisation du poisson et des fruits de mer. Le secteur des pêches alimente par ailleurs plusieurs établissements manufacturiers connexes, notamment dans la réparation, l'entretien et la construction de bateaux de pêche et de plaisance.

La forte proportion des revenus que génère le secteur des pêches (incluant la transformation du poisson) est une autre indication de son rôle crucial pour la région : 20,7 % des revenus d'emploi lui sont attribuables, comparativement à moins de 4,0 % dans les Maritimes. La grande variété d'espèces, dont plusieurs sont très lucratives, ainsi que la possibilité de pêcher en toute saison constituent certainement des atouts importants pour ce secteur, dans lequel la région s'avère l'une des plus productives de la côte est canadienne. Selon les données de Statistique Canada sur les industries manufacturières, la valeur ajoutée par heure de travail dans le secteur de la transformation du poisson en Nouvelle-Écosse se situait à 23,40 \$ en 1996; la moyenne s'établissait à 21,67 \$ à Terre-Neuve, à 15,44 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard et 16,55 \$ au Nouveau-Brunswick<sup>7</sup>. Cette productivité relativement élevée, jumelée au fait que les saisons de pêche y sont plus longues, explique la plus grande valeur des revenus tirés de la pêche et de la transformation du poisson dans cette région des Maritimes. En moyenne, le revenu combiné des pêcheurs et des travailleurs d'usine y atteignait 24 016 \$ en 1996. Ailleurs en Nouvelle-Écosse, le revenu moyen du même groupe de travailleurs s'élevait à 20 694 \$, tandis qu'il s'établissait à 19 809 \$ à l'échelle des Maritimes. Comme l'illustre le tableau 3, le revenu moyen tiré de ces activités dépasse le revenu d'emploi moyen pour l'ensemble de l'économie dans toutes les sous-régions du Sud-Ouest, à l'exception du comté de Digby. Ces données confirment la prépondérance de ce secteur d'activité et les bénéfices qui en découlent pour l'économie régionale.

La préparation et la transformation du poisson sont des activités omniprésentes dans la plupart des secteurs côtiers du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. La région comprend les deux tiers (66,1 %) de tous les emplois provinciaux dans ce secteur, ce qui correspond en gros à sa proportion des débarquements. Cette prépondérance du secteur halieutique se reflète dans la forte proportion des emplois manufacturiers qui s'y rattachent : au moins 46 % des emplois manufacturiers dans la région appartiennent au secteur de la transformation du poisson.

---

7. D'après Statistique Canada, cat. 31-203, avril 1998.

**Tableau 3**  
**Données comparatives sur le secteur des pêches en Nouvelle-Écosse, 1996**

Province/ région	Nombre de pêcheurs et de travailleurs du poisson	Pourcentage de la main-d'œuvre totale (%)	Revenu moyen tiré de la pêche et de la transf. du poisson (\$)	Revenu d'emploi moyen dans l'ensemble de l'économie (\$)	Pourcentage des revenus d'emploi totaux (%)
Î.-P.-É.	6 595	9,7	18 493	20 230	8,9
N.-B.	14 100	4,1	17 000	22 666	3,1
N.-É.	17 325	4,2	22 596	23 265	4,1
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>9 920</b>	<b>18,3</b>	<b>24 016</b>	<b>21 223</b>	<b>20,7</b>
Shelburne	2 960	38,9	25 039	20 861	46,7
Yarmouth	2 755	22,8	24 055	20 585	26,6
Digby	1 905	21,1	18 446	19 023	20,4
Queens	525	10,6	24 085	23 496	10,9
Lunenburg	1 775	8,6	28 206	22 151	10,9
Reste de la N.-É.	7 405	2,1	20 694	23 574	1,8

Source : Statistique Canada, recensement de 1996; compilation de Maurice Beaudin.

Outre la pêche, la région compte aussi certaines activités liées à l'exploitation forestière. Elle a enregistré une production de 1,2 million de mètres cubes de bois (rond) en 1997, soit 18 % de la production provinciale. Les comtés de Digby (440 000 m<sup>3</sup>), de Lunenburg (333 000 m<sup>3</sup>) et de Queens (205 000 m<sup>3</sup>) fournissent l'essentiel des coupes régionales, mais celui de Yarmouth (150 000 m<sup>3</sup>) n'est pas en reste. Une part importante du bois coupé dans la région contribue à alimenter l'industrie des pâtes et papiers, notamment les usines appartenant à la compagnie Bowater Mersey Paper à Liverpool et à Bridgewater. Le bois coupé localement sert également de matière première à quelques dizaines de scieries qui le transforment en bois de construction et pour d'autres usages. La région produit ainsi 129 millions de mille pieds mesure de planche (mpmp) de bois d'œuvre, soit 21 % de la production provinciale. Une quantité appréciable de bois à pâte est produite à l'usine J.D. Irving de Weymouth, pour ensuite être expédiée vers une autre usine Irving de Saint John, au Nouveau-Brunswick.

En raison du nombre limité de terres productives, de sa faible densité de population et de son isolement relatif par rapport aux grands centres urbains, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse n'a pu jusqu'ici développer son plein potentiel agricole. On y recense pourtant pas moins de 802 fermes, soit 18 % des fermes néo-écossaises. Mais la superficie moyenne de ces fermes est modeste (171 acres, comparativement à 237 acres au niveau provincial) et l'agriculture est pratiquée de manière extensive, laissant de grandes superficies sous-exploitées ou boisées et utilisées pour des activités d'appoint comme la coupe des arbres de Noël dans le comté de Lunenburg. Les fermes laitières y sont peu nombreuses et de petite taille. Au total, les fermes du Sud-Ouest ont rapporté un revenu moyen bien inférieur comparativement au reste de la province<sup>8</sup>. La région compte néanmoins certaines productions spécifiques, tels l'élevage du porc et l'élevage d'animaux à fourrure (vison et renard). On y observe par ailleurs d'intéressantes possibilités pour la culture et la production de petits fruits, notamment le bleuets et la canneberge. Dans l'ensemble, les activités agricoles du secteur primaire n'emploient que 1 220 personnes, qui se répartissent ainsi : 575 dans le comté de Lunenburg, 330 dans le comté de Digby et 200 dans celui de Yarmouth; les comtés de Shelburne et de Queens ne rapportent que 115 personnes dont le gagne-pain est lié à l'exploitation agricole ou aux services connexes.

---

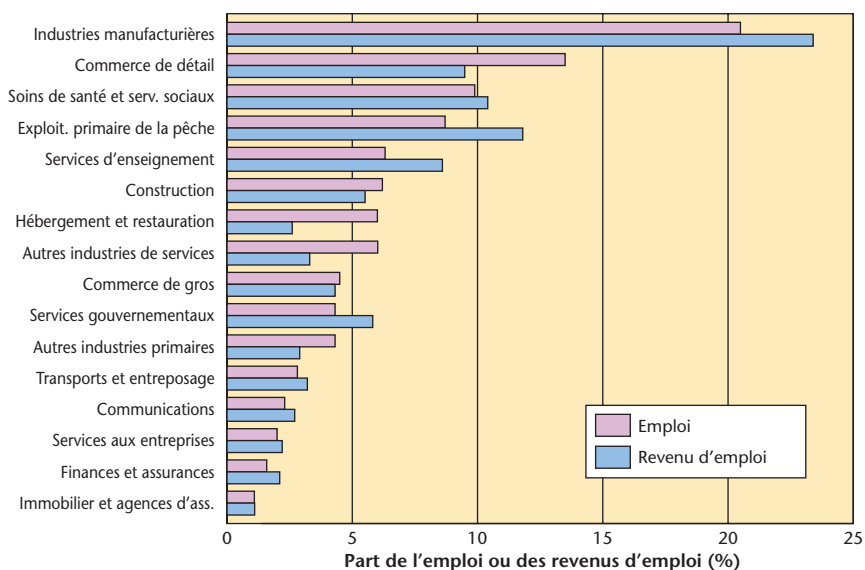
8. Statistique Canada, recensement sur l'agriculture, 1996.

Bien que fragmentaire, cette première lecture de l'économie du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse montre à quel point l'ensemble de la structure socioéconomique régionale est tournée vers l'océan et les ressources qu'il renferme. Cela dit, le profil de cette économie régionale est plus étoffé qu'il n'y paraît à première vue. La région ne produit pas que du poisson. De plus, l'éventail des industries de biens et de services y est singulièrement différent de celui des autres régions économiques de la Nouvelle-Écosse ou des Maritimes.

Parmi les 11 régions économiques des provinces Maritimes, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est celle qui dépend le plus des emplois du secteur primaire et des emplois manufacturiers. La manutention et la transformation du poisson occupent de fait 46 % des quelque 11 000 travailleurs manufacturiers de la région. Les usines de transformation du poisson sont relativement éparpillées sur tout le littoral de la baie de Fundy et de la plateforme néo-écossaise, mais leur concentration relative est beaucoup plus forte dans les comtés de Digby, de Yarmouth et de Shelburne, où elles occupent les deux tiers de la main-d'œuvre manufacturière. La situation est différente dans les comtés de l'Est, soit Queens et Lunenburg. Ce dernier comté fournit à lui seul la majorité (52 %) des emplois manufacturiers non liés à la transformation du poisson dans toute la région économique; cette proportion atteint 69 % si l'on inclut le comté voisin de Queens. Quelques établissements industriels de taille (Michelin, Bowater) assurent un haut niveau d'emplois manufacturiers dans cette sous-région. En définitive, l'industrie manufacturière régionale regroupe diverses activités de fabrication dont les produits accèdent aux marchés provinciaux, régionaux (Atlantique) et internationaux. Mentionnons les ateliers d'usinage, la construction et la réparation de bateaux de pêche et de plaisance, les pâtes et papiers, la fabrication de pneus, les produits spécialisés du bois, l'assemblage de panneaux préfabriqués pour la construction résidentielle, la fabrication de composants pour l'industrie aéronautique... Nous verrons plus en détail les particularités de chacun des secteurs, notamment leur profil entrepreneurial, dans une section ultérieure.

On obtient un portrait relativement détaillé de la structure de l'activité économique régionale en s'appuyant sur la classification type des industries (code CTI) établie par Statistique Canada. Les résultats paraissent dans la figure 3. En plus des secteurs primaire et manufacturier, dont l'importance a déjà été soulignée, deux autres secteurs contribuent fortement à l'économie, soit dans une mesure d'environ 10 % ou plus des emplois et des revenus du travail : le

**Figure 3**  
**Distribution de l'emploi et des revenus d'emploi par secteur, sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1996**



Source : Statistique Canada, recensement de 1996; compilation de Maurice Beaudin.

commerce de détail (13,5 % des travailleurs et 9,5 % des revenus), ainsi que les services de santé et les services sociaux (9,9 % des emplois et 10,4 % des revenus). Les autres secteurs qui assurent une part importante de l'emploi et des revenus dans la région sont les services d'enseignement, la construction, l'hébergement/restauration, le commerce de gros et les services gouvernementaux.

On obtient cependant une meilleure lecture du tissu économique régional en regroupant les principales industries en quelques grands agrégats d'activités économiques. En général, les études économiques retiennent les *industries productrices de biens*<sup>9</sup>, les *industries « dynamiques »*<sup>10</sup>, ainsi que le *secteur public*<sup>11</sup>. Le commerce de détail, l'hébergement/restauration et les autres services (divers) ne font pas

9. Les industries productrices de biens comprennent les industries primaires, manufacturières et la construction.

10. Les industries dynamiques comprennent les transports et l'entreposage, les communications, le secteur financier, l'immobilier et les assurances, le commerce de gros, ainsi que les services aux entreprises.

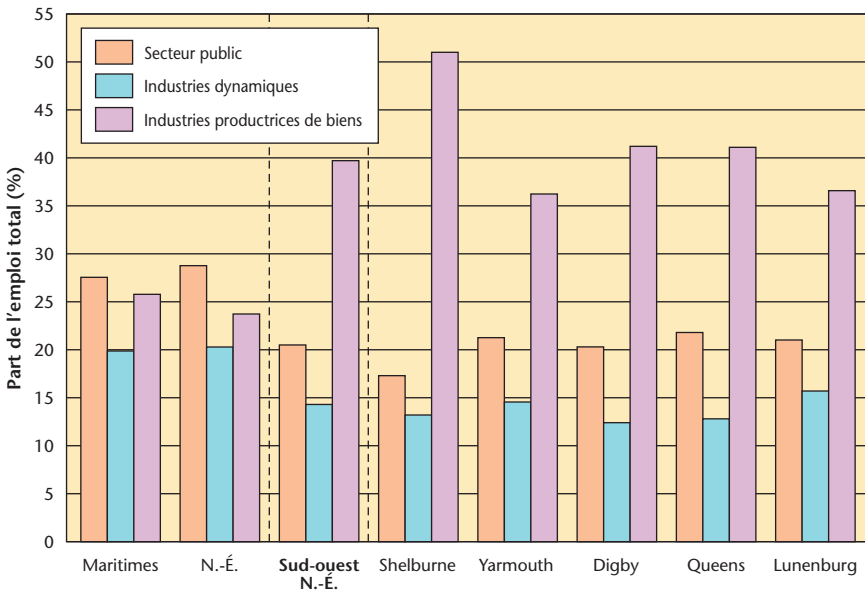
11. Le secteur public regroupe quant à lui trois secteurs distincts, à savoir les services d'enseignement, les soins de santé et les services sociaux, ainsi que les services gouvernementaux (administrations municipales, provinciale et fédérale), y compris la défense.

partie de ces regroupements. L'importance relative de chacun des trois grands segments de l'économie régionale est présentée dans la figure 4.

Les industries productrices de biens dominant de loin le paysage économique dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Elles y emploient en effet près de 40 % de la main-d'œuvre, comparativement à 24 % en Nouvelle-Écosse et 26 % dans les Maritimes. Comme nous l'avons souligné, ce sont les activités liées à la pêche et à la transformation du poisson qui sont les plus importantes dans ce domaine. D'autres industries manufacturières et de la fabrication, notamment la production de bois et de pâtes et papiers, la construction et la réparation de bateaux, ainsi que la fabrication de pneus, fournissent une part appréciable des activités productrices de biens.

Il est par ailleurs utile d'établir des comparaisons interrégionales au chapitre des services publics de même qu'à celui des services dynamiques, ces derniers étant généralement de propriété privée ou semi-privée (sociétés d'État). En dépit de la rationalisation en cours dans l'appareil gouvernemental, le secteur public constitue toujours le premier agrégat d'importance dans les Maritimes, tout comme en

**Figure 4**  
**Distribution de l'emploi par groupe d'activités,**  
**sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1996**



Source : Statistique Canada, recensement de 1996; compilation de Maurice Beaudin.

Nouvelle-Écosse d'ailleurs où il procure 28,7 % des emplois et 35,4 % des revenus du travail. Par contre, le secteur public vient au deuxième rang dans la région à l'étude, n'assurant que 20,5 % des emplois et 24,8 % des revenus du travail. C'est la plus modeste part de l'emploi et des revenus du travail attribuable à ce secteur parmi les 11 régions économiques des provinces Maritimes.

L'écart entre la région économique et l'ensemble de la Nouvelle-Écosse et les Maritimes en ce qui concerne les emplois du secteur public est perceptible tant dans le domaine de l'éducation que dans celui de la santé. Cette différence ne surprend guère étant donné la faible densité de population de la région et son éloignement du reste des Maritimes. De plus, la taille relative imposante de Halifax contribue à réduire la présence des emplois publics en région. Néanmoins, l'écart avec la moyenne provinciale demeure faible dans les services d'enseignement et de santé (voir tableau 4). D'ailleurs, le comté de Digby compte la même proportion d'emplois en éducation qu'à l'échelle provinciale, tandis que les comtés de Yarmouth et, dans une moindre mesure, de Digby se comparent à l'ensemble de la province pour ce qui est des emplois dans la santé.

Le Sud-Ouest enregistre un écart important avec les autres régions pour ce qui est des services gouvernementaux (administration publique et défense). Ce secteur occupe seulement 4,3 % de la main-d'œuvre régionale, comparativement à 10,0 % en Nouvelle-Écosse et à 9,3 % dans les Maritimes. C'est d'ailleurs la seule région économique des Maritimes où moins de 5 % de la main-d'œuvre se trouve dans les services gouvernementaux; cette proportion est même inférieure à 4 % dans les comtés de Digby et de Yarmouth.

De telles différences structurelles sont préjudiciables à l'économie de la région, dans la mesure où les emplois au sein des gouvernements sont en général mieux rémunérés. Selon la région, le revenu moyen par employé de l'État est de 30 à 40 % plus élevé que pour l'ensemble des emplois. Les services publics en général, surtout l'administration gouvernementale, comportent une certaine hiérarchisation des salaires qui désavantage les régions rurales et semi-rurales puisque les agences centrales, publiques ou parapubliques, sont généralement situées dans les capitales provinciales ou dans les agglomérations urbaines de taille. Il ne s'agit aucunement de discrimination salariale à l'endroit des régions rurales et semi-rurales, car les échelles salariales dans le secteur public sont relativement uniformes d'une région à une autre. L'écart résulte plutôt de la plus faible présence en région de cadres et de postes de haute direction.

Tableau 4

## Part de l'emploi et des revenus du travail par secteur, comparaisons régionales, 1996

Secteur industriel	Part de l'emploi par secteur par rapport à la main-d'œuvre totale (%)								
	Maritimes	N.-É.	Sud-ouest N.-É.	Shelburne	Yarmouth	Digby	Queens	Lunenburg	
Ind. agricoles et serv. conn.	2,8	2,3	2,2	0,3	1,7	3,6	1,8	2,8	
Industrie de la pêche	2,3	2,3	8,7	21,4	12,4	8,6	5,8	2,7	
Exploitation forestière et services forestiers	1,6	1,2	1,9	1,5	0,8	2,3	2,6	2,3	
Industries manufacturières	11,7	10,8	20,5	24,4	15,2	20,8	25,2	21,0	
Construction	6,5	6,1	6,2	3,4	6,1	5,8	5,7	7,6	
Transports et entreposage	4,4	3,9	2,8	2,0	2,5	3,0	2,6	3,1	
Communic. et autres serv. publ.	3,3	3,1	2,3	1,7	1,9	1,5	3,2	2,8	
Commerce de gros	4,3	4,7	4,5	6,1	5,5	4,8	2,8	3,6	
Commerce de détail	12,9	13,4	13,5	10,1	14,1	14,3	11,4	14,5	
Intermédiaires financiers	2,6	2,8	1,6	1,4	1,4	1,4	1,6	1,9	
Services immob. et assur.	1,4	1,6	1,1	1,0	1,2	0,9	1,1	1,2	
Services aux entreprises	4,0	4,3	2,0	1,0	1,9	0,8	1,3	3,1	
Services gouvernementaux	9,3	10,0	4,3	4,6	3,6	3,6	5,1	4,8	
Services d'enseignement	7,4	7,6	6,3	5,5	5,8	7,6	6,2	6,3	
Soins de santé et serv. soc.	10,8	11,0	9,9	7,2	11,7	9,1	10,5	9,9	
Hébergement et restauration	6,7	6,6	6,0	4,4	7,1	7,3	6,2	5,4	
Autres industries de services	7,1	7,3	6,0	3,9	6,9	4,4	6,7	6,8	
Industries prod. de biens	25,8	23,7	39,7	51,0	36,2	41,2	41,1	36,6	



	19,9	20,3	14,3	13,2	14,5	12,4	12,8	15,7
	27,5	28,7	20,5	17,3	21,2	20,3	21,8	21,0
	Part des revenus d'emploi par secteur (%)							
Ind. agricoles et serv. conn.	1,6	1,3	1,3	0,1	0,7	3,4	0,6	1,5
Industrie de la pêche	2,6	2,5	11,8	31,7	17,4	10,8	6,9	3,5
Exploitation forestière et services forestiers	1,3	0,9	1,3	1,5	0,7	1,7	1,2	1,5
Industries manufacturières	13,3	12,4	23,4	22,0	14,1	17,8	37,0	27,7
Construction	5,8	5,4	5,5	2,6	5,6	6,0	4,9	6,4
Transports et entreposage	5,1	4,4	3,2	2,1	3,0	4,2	2,7	3,4
Communic. et autres serv. publ.	4,7	4,4	2,7	1,6	2,4	1,8	3,9	3,4
Commerce de gros	4,7	5,1	4,3	5,5	6,4	4,0	2,0	3,5
Commerce de détail	8,5	8,8	9,5	6,4	10,1	10,2	11,9	9,5
Intermédiaires financiers	3,4	3,7	2,1	1,6	1,7	2,1	1,3	2,6
Services immob. et assur.	1,5	1,7	1,1	0,7	1,2	1,1	0,7	1,3
Services aux entreprises	4,7	5,0	2,2	0,6	2,6	1,5	1,5	3,1
Services gouvernementaux	13,0	14,3	5,8	5,8	4,8	5,0	4,9	6,8
Services d'enseignement	9,3	9,6	8,6	7,0	7,9	12,9	6,7	8,3
Soins de santé et serv. soc.	11,5	11,6	10,4	6,3	13,5	10,4	7,7	10,9
Hébergement et restauration	3,0	3,0	2,6	1,9	3,5	3,7	2,4	2,1
Autres industries de services	4,2	4,2	3,3	2,2	3,9	3,1	3,2	3,6
Industries prod. de biens	26,1	23,8	43,6	57,9	38,6	39,6	50,7	41,1
Industries dynamiques	24,1	24,4	15,7	12,2	17,2	14,7	12,0	17,3
Services publics	33,8	35,4	24,8	19,1	26,2	28,3	19,3	26,0

Source : Statistique Canada, recensement de 1996; compilation de Maurice Beaudin.

Les services dynamiques s'avèrent d'une importance stratégique pour toute région, qui va bien au-delà de leur contribution directe en matière d'emploi et de revenus. Ce type d'activités incorpore généralement une plus grande valeur ajoutée, et les entreprises de ce secteur visent des marchés plus vastes et très concurrentiels. Parce qu'ils offrent des produits utilisés dans pratiquement tous les secteurs de l'économie, les services dynamiques sont indispensables à la production et à la distribution de biens. C'est pourquoi l'innovation dans les services dynamiques suscite souvent un élan d'innovation et de changement dans d'autres secteurs, notamment dans l'industrie manufacturière<sup>12</sup>.

Cependant, tout comme les services gouvernementaux, les industries dynamiques ont tendance à se concentrer dans les grandes agglomérations. Ce type d'industries s'établit préférentiellement dans les centres d'une certaine taille, qui offrent plusieurs atouts stratégiques : disponibilité d'une main-d'œuvre hautement qualifiée; présence d'activités complémentaires (fonctions administratives, bancaires, de gestion, de recherche) qui facilite l'accès à l'information et les contacts personnels; présence de sièges sociaux des grandes entreprises... Par conséquent, il n'est guère étonnant d'observer une proportion moindre d'emplois « dynamiques » dans la région à l'étude. En effet, ils n'y représentent que 14,3 % de la main-d'œuvre et 15,7 % des revenus du travail, contre 20 % de la main-d'œuvre et 24 % des revenus d'emploi en Nouvelle-Écosse et dans les Maritimes.

En matière de services dynamiques, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est surtout déficitaire dans l'industrie des transports et de l'entreposage, ainsi que dans les communications et autres services publics. Ensemble, ces deux industries regroupent 7,7 % de la main-d'œuvre dans les Maritimes, mais seulement 5,1 % dans le Sud-Ouest. L'écart est encore plus marqué en matière de revenus : ces deux secteurs génèrent 9,8 % des revenus d'emploi dans les Maritimes, contre seulement 5,9 % dans la région économique. Les comtés de Shelburne, de Yarmouth et de Digby semblent les plus défavorisés à ce sujet. La région bénéficie néanmoins d'un nombre considérable de distributeurs en gros, qui emploient proportionnellement plus de personnes que dans les Maritimes. Le commerce de gros est particulièrement développé dans les comtés de Lunenburg et de Yarmouth. Le secteur financier et celui de l'immobilier et des assurances sont

---

12. Consulter, entre autres, G. Gellatly et V. Peters, *Comprendre le processus d'innovation : l'innovation dans les industries de services dynamiques*, Statistique Canada, Division de l'analyse micro-économique, n° 127, décembre 1999.

peu présents dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, ce qui est compréhensible étant donné que ce genre d'activités se concentre dans les zones urbaines. Pour ce qui est des services aux entreprises, le Sud-Ouest accuse un retard marqué sur les autres régions; ces services n'occupent que 2,0 % de la main-d'œuvre régionale, soit la plus faible proportion dans les Maritimes, où ce nombre se situe à 4,0 %. Les services aux entreprises sont particulièrement déficients dans Shelburne, Digby et Queens, où ils ne comptent que pour 1 % environ de la force ouvrière. Le comté de Lunenburg semble mieux doté à cet égard.

À la lumière de l'analyse qui précède, on peut dire que le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est nettement défavorisé par rapport au reste de la province et même aux autres régions économiques des provinces Maritimes en ce qui concerne le secteur public et les services dynamiques. En général, la région dénombre proportionnellement moins d'emplois dans ces secteurs, et la part des revenus générés par ces emplois est aussi bien inférieure. Ces écarts résultent, en définitive, des différences structurelles que présente cette économie régionale par rapport à celle de l'ensemble des Maritimes. C'est ce que nous entendons par « effet de structure ».

Nos analyses montrent par ailleurs des écarts structurels encore plus prononcés à l'intérieur même de la région, ce que révèle le tableau 5. Seul le comté de Queens, qui compte une population active de moins de 5 000 personnes, enregistre un surplus structurel par

**Tableau 5**  
**Effets de structure en matière d'emploi**  
**et de revenus du travail par comté,**  
**sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, par rapport aux Maritimes, 1996**

	Écart en matière d'emploi	Écart en matière de revenus du travail (× 1 000 000 \$)	Pourcentage des emplois ou des revenus d'emploi dans l'économie régionale (%)
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>-3 951</b>	<b>-83,8</b>	<b>-7,3</b>
Queens	153	3,6	3,1
Lunenburg	-573	-12,7	-2,8
Shelburne	-695	-14,5	-9,1
Yarmouth	-1 282	-26,4	-10,6
Digby	-1 780	-33,9	-19,7

Source : Estimations de Maurice Beaudin à partir des données du recensement de 1996.

rapport aux Maritimes. Ce surplus est bien sûr attribuable à l'industrie des pêches, mais également au secteur manufacturier grâce à la présence de deux importantes entreprises de fabrication (Bowater Mersey Paper et Michelin). Notons que le quart de la main-d'œuvre du comté de Queens travaille au sein de l'industrie manufacturière et que seulement 20 % des travailleurs manufacturiers sont employés dans la transformation du poisson.

Pour ce qui est des autres comtés, ils accusent un déficit structurel qui varie de 13 millions de dollars environ (573 emplois) dans le comté de Lunenburg à 33 millions de dollars (1 780 emplois) dans le comté de Digby. En termes relatifs, le déficit structurel par rapport aux Maritimes s'établit à environ 7 % de la main-d'œuvre et des revenus d'emploi régionaux. Ce déficit correspond à 3 % de l'économie de Queens et de Lunenburg, mais à 10 % environ dans le cas de Shelburne et de Yarmouth et à près de 20 % pour Digby. Il s'agit d'écart structurels considérables pour ces trois derniers comtés. L'absence d'entreprises manufacturières de taille à l'extérieur de la transformation du poisson contribue à ce déséquilibre structurel prononcé.

### ■ **Marché du travail**<sup>13</sup>

Après avoir enregistré une croissance réelle au cours de la période 1986-1991, le marché du travail dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse s'est contracté à partir des années 1990. Bien que la population de 15 ans et plus ait légèrement augmenté (0,4 %), l'emploi (main-d'œuvre occupée) a diminué de 2,8 %. Ainsi, le nombre de personnes en chômage s'est accru, faisant grimper de deux points le taux de chômage régional (de 13 à 15 %). Il faut dire que la plupart des régions des Maritimes ont été durement touchées par la récession économique du début des années 1990. Néanmoins, le niveau de l'emploi s'est maintenu dans l'ensemble des Maritimes. Les chiffres indiqués dans le tableau 6 reflètent plusieurs de ces tendances.

13. Pour l'analyse du marché du travail, nous avons recours à deux séries distinctes de données, toutes deux produites par Statistique Canada. Nous utilisons dans un premier temps les données des recensements, qui permettent des comparaisons dans le temps entre les comtés tout en offrant plusieurs caractéristiques liées à l'emploi. L'autre série utilisée, soit *l'Enquête sur la population active (EPA)*, a le mérite d'être menée sur une base mensuelle, ce qui permet de suivre de plus près les tendances du marché du travail. Ces deux séries peuvent ne pas coïncider pour une même année de référence. Les différences s'expliquent par la nature foncièrement différente de ces deux enquêtes. Le recensement s'applique à un échantillon de 20 % des ménages tous les cinq ans, tandis que l'EPA utilise un échantillon beaucoup plus restreint mais adopte des méthodes de suivi systématique. La série que nous avons privilégiée, notamment en ce qui concerne l'assurance-emploi, est celle de l'EPA.

Tableau 6

## Évolution (en pourcentages) du marché du travail par région, 1986-1991 et 1991-1996

	Var. (%) pour la période 1991-1996			Recensement de 1996		
	Pop. de 15 ans et plus	Emploi (pers. occup.)	Nombre de chômeurs	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Main-d'œuvre féminine (%)
Maritimes	4,2	2,1	2,9	61,2	14,2	45,7
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>0,4</b>	<b>-2,8</b>	<b>10,5</b>	<b>56,5</b>	<b>14,9</b>	<b>43,3</b>
Shelburne	0,0	-2,2	29,1	59,0	19,0	42,1
Yarmouth	0,0	-1,4	-2,1	57,8	13,0	43,7
Digby	-1,1	-6,5	-3,1	56,1	18,0	43,1
Queens	-1,7	-4,8	22,2	52,3	16,2	40,9
Lunenburg	2,1	-1,6	16,8	56,2	12,6	44,1
	Var. (%) pour la période 1986-1991			Recensement de 1991		
	Pop. de 15 ans et plus	Emploi (pers. occup.)	Nombre de chômeurs	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Main-d'œuvre féminine (%)
Maritimes	4,6	9,7	-0,8	63,6	13,8	41,9
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>2,5</b>	<b>8,1</b>	<b>-4,4</b>	<b>58,9</b>	<b>13,0</b>	<b>38,4</b>
Shelburne	1,2	4,3	0,4	61,3	14,2	37,7
Yarmouth	4,0	12,8	-10,4	59,7	12,9	40,5
Digby	-0,9	-1,7	13,4	59,4	17,4	40,9
Queens	0,6	4,9	-7,1	54,5	12,6	35,4
Lunenburg	4,2	12,4	-11,9	58,5	10,6	37,0

Source : Statistique Canada, recensements de 1986, de 1991 et de 1996; compilation de Maurice Beaudin.

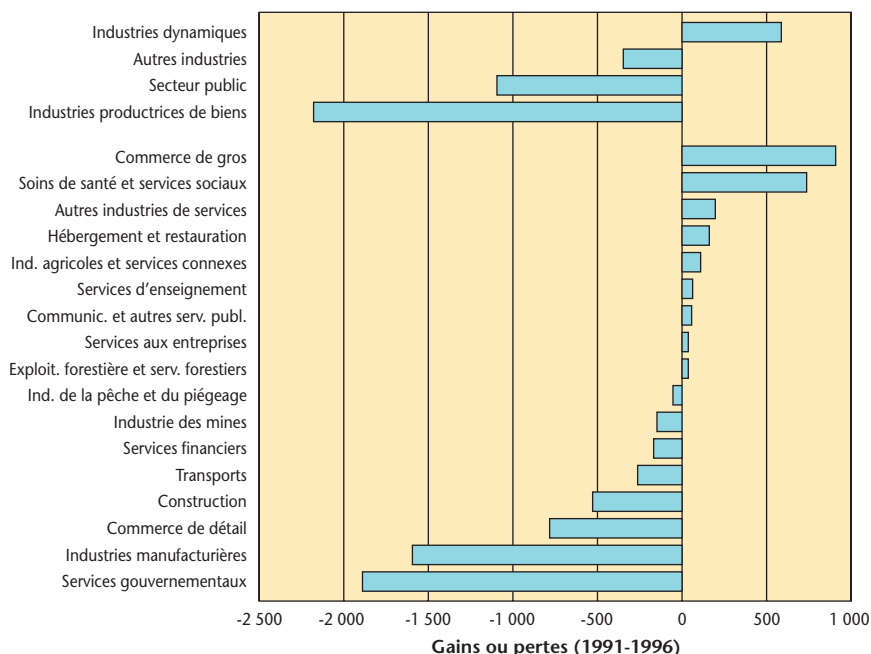
Ils montrent que, dans la nouvelle structure des emplois (remplacement des emplois traditionnels dans le secteur des ressources par des emplois dans les services), les femmes tirent davantage leur épingle du jeu. En effet, la proportion des femmes dans la main-d'œuvre régionale est passée de 38,4 % en 1986 à 43,3 % en 1996, se rapprochant de la moyenne des Maritimes.

Au niveau régional, seul le comté de Digby a enregistré une baisse du niveau d'emploi (personnes occupées) entre 1986 et 1991. Par contre, aucun comté n'a été épargné au cours de la période suivante (1991-1996). Le comté de Digby a alors été à nouveau le plus durement touché, subissant une baisse de 6,5 % de l'emploi, suivi de Queens (-4,8 %). C'est néanmoins le comté de Shelburne qui a connu la plus forte augmentation du nombre de chômeurs (29 %), ce qui a fait grimper son taux de chômage de 14 à 19 %. Le chômage a également pris beaucoup d'ampleur dans le comté de Queens (22 % de nouveaux chômeurs) et dans celui de Lunenburg (17 %). En résumé, on peut dire que la situation de l'emploi dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse s'est quelque peu détériorée au cours de la première moitié des années 1990, surtout sur le plan du chômage. Les comtés de Shelburne, de Queens et de Lunenburg ont été davantage éprouvés. Les problèmes dans l'industrie de la transformation du poisson découlant des moratoires et de la baisse des approvisionnements locaux ont sûrement contribué à cet affaiblissement du marché de l'emploi.

Au cours de la première moitié des années 1990, l'économie du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse a ainsi perdu plus de 3 000 emplois nets. La rationalisation dans les grandes entreprises manufacturières et de transformation s'est traduite par l'élimination de 1 600 emplois (12 % des effectifs manufacturiers). Ce sont toutefois les services gouvernementaux qui ont écopé le plus. Le recensement de 1996 a révélé que près de 2 000 emplois de ce secteur avaient disparu dans la région depuis 1991 (voir figure 5). Il s'agit d'une cure d'amaigrissement de l'ordre de 44 % des effectifs gouvernementaux, qui incluent la fonction publique provinciale et la fonction publique fédérale, notamment les emplois liés aux bases militaires.

La rationalisation des services gouvernementaux a également été fortement ressentie partout en Nouvelle-Écosse (baisse de 21 % des effectifs), de même que dans l'ensemble des Maritimes (-20 %). Toutefois, la région à l'étude a été de toute évidence particulièrement éprouvée. Sur le plan régional, ce sont les comtés de Shelburne et de Digby qui ont subi les pertes les plus importantes. L'élimination d'un

**Figure 5**  
**Bilan de l'emploi par secteur, sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1991-1996**



Source : Statistique Canada, recensements de 1991 et de 1996; compilation de Maurice Beaudin.

aussi grand nombre d'emplois dans les services gouvernementaux s'est fait durement sentir dans une période déjà difficile sur le plan économique.

Les pertes du côté des services gouvernementaux ont été compensées en partie par des emplois supplémentaires dans les soins de santé et les services sociaux, alors que les effectifs ont été à peu près maintenus dans l'enseignement. Par conséquent, dans l'ensemble, la région du Sud-Ouest a vu son secteur public amputé d'environ 1 100 emplois (8,8 % des effectifs du secteur) entre 1991 et 1996. Le secteur public s'est contracté de 24 % dans Shelburne et de 13,5 % dans Digby, une proportion nettement supérieure à celle qu'ont connue la Nouvelle-Écosse (5,5 %) et les Maritimes (4,2 %).

La région a essuyé des pertes dans plusieurs autres secteurs, notamment dans le commerce de détail (785 emplois en moins), dans la construction (530 emplois éliminés), dans les transports (-265 emplois), dans les services financiers (-170 emplois), ainsi que dans

le secteur minier (150 emplois perdus, liés essentiellement aux difficultés de la mine d'étain de la Rio Algom, dans la région de Yarmouth). En dépit du contexte de récession, environ 900 emplois ont été créés dans le secteur du commerce de gros, selon Statistique Canada. Beaucoup de ces emplois sont dus à l'émergence d'entreprises dans les domaines de l'achat-vente, de la commercialisation et de la distribution de produits marins<sup>14</sup>.

Ce bilan plutôt statique de l'emploi donne bien le pouls de l'économie régionale au cours d'un intervalle donné, soit de 1991 à 1996. Or, il ne rend pas compte de tout le mouvement qui a pu se produire sur le marché de l'emploi. En effet, de nouvelles entreprises ont pu naître à l'intérieur de cette période, certains ont pris de l'expansion alors que d'autres ont fermé leurs portes. Il en va de même pour les emplois. Nous savons, par exemple, que le taux de roulement des entreprises (pourcentage d'entreprises qui naissent ou qui ferment) s'établit en moyenne autour de 18 % dans les Maritimes, ce qui occasionne forcément un roulement important de l'emploi<sup>15</sup>.

Afin de mieux saisir la dynamique du marché du travail, nous avons recours à l'*Enquête sur la population active (EPA)*. Les données de l'EPA montrent que plus de 17 000 emplois (2,3 % des effectifs totaux) ont été perdus dans les Maritimes lors de la récession de 1990-1993. Dans le même intervalle, la région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse a subi un recul de 3 800 emplois (7,1 % de la main-d'œuvre régionale). Qui plus est, la récession s'est prolongée dans cette région, de sorte que 1 000 emplois supplémentaires ont été éliminés entre 1993 et 1995 (voir tableau 7). La reprise dans la région n'a débuté qu'en 1996, et il a fallu attendre l'année 1999 pour retrouver le niveau d'emploi d'avant la récession. Pour l'ensemble des Maritimes, l'emploi a dépassé son niveau d'avant la récession au cours de l'année 1995, et quelque 45 000 emplois nets se sont ajoutés par la suite.

---

14. Cette forte augmentation du nombre de travailleurs dans le commerce de gros nous paraît suspecte. À part le magasin à grande surface Atlantic Superstore à Yarmouth, la région n'a pas enregistré de nouvelles activités importantes dans le secteur de la distribution. Il est probable que certaines catégories de travailleurs indépendants (p. ex., les pêcheurs, les camionneurs) qui pratiquent l'achat-vente – on les appelle souvent les « *brokers* » – aient été classifiés dans les activités de commerce de gros.

15. Le taux de roulement serait particulièrement élevé dans le secteur des communications, les services commerciaux, les services gouvernementaux et le secteur de l'éducation, de même que dans l'hébergement/restauration et la construction. Voir *État de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat dans la région de l'Atlantique - 1998*, APECA, Moncton.



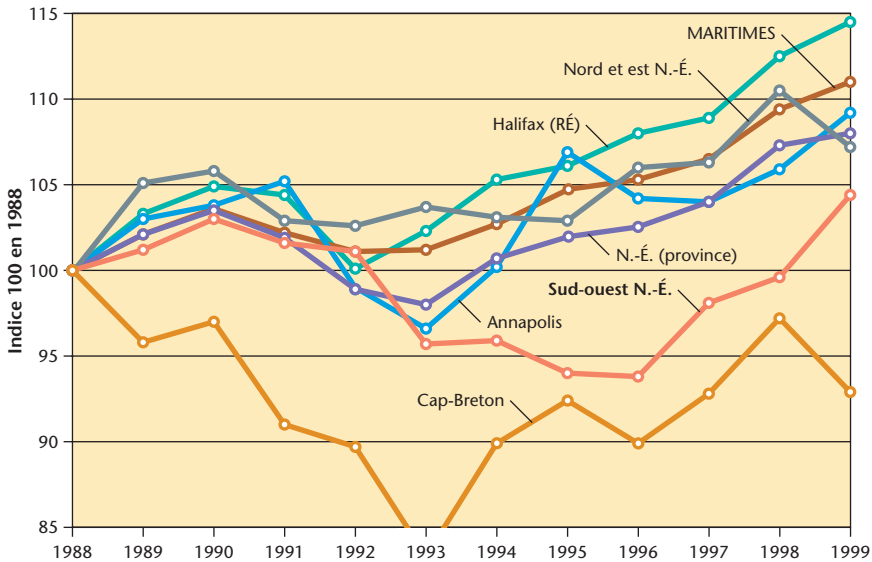
**Tableau 7**  
**Caractéristiques du marché du travail, sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1988-1999**

	Pop. de 15 ans et plus (× 1 000)	Population active (× 1 000)	Emploi (pers. occup.) (× 1 000)	Nombre de chômeurs (× 1 000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Main-d'œuvre féminine (%)
1988	101,8	56,6	51,9	4,8	55,6	8,4	51,0
1989	102,4	56,9	52,5	4,4	55,6	7,7	51,3
1990	102,7	58,8	53,4	5,3	57,2	9,0	52,0
1991	102,9	58,9	52,7	6,2	57,3	10,6	51,2
1992	103,0	58,9	52,5	6,4	57,1	10,9	50,9
1993	103,2	56,4	49,6	6,8	54,7	12,0	48,1
1994	103,3	57,0	49,7	7,3	55,2	12,8	48,1
1995	103,4	55,6	48,8	6,8	53,7	12,2	47,2
1996	103,5	55,7	48,7	7,0	53,8	12,5	47,0
1997	103,9	57,9	50,9	7,0	55,7	12,1	49,0
1998	103,9	58,8	51,7	7,1	56,5	12,2	49,7
1999	103,9	61,3	54,2	7,1	59,0	11,6	52,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (moyennes annuelles).

Figure 6

Évolution de l'emploi (personnes occupées) par région, 1988-1999  
(indice de 100 en 1988)



Source :Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM.

Nous présentons dans la figure 6 l'évolution de l'emploi dans les cinq régions économiques de la Nouvelle-Écosse, ainsi que pour l'ensemble des Maritimes. On constate que l'économie du Sud-Ouest a subi une défaillance relative au cours de la période 1990-1995, alors que 4 600 emplois y ont été éliminés.

Malgré les fluctuations qu'illustre cette figure, la proportion d'adultes sur le marché du travail (taux d'activité) n'a pas tellement varié tout au long de la période dans le Sud-Ouest, et elle s'est même rapprochée de la moyenne des Maritimes. Cette performance n'est toutefois que relative et résulte avant tout de la diminution du nombre de personnes âgées de 15 ans et plus.

L'adaptation des économies régionales aux fluctuations des marchés dépend de plus en plus de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée. Plusieurs études, dont celle produite par le North American Policy Group (Halifax), soutiennent que la qualité de la main-d'œuvre et des cadres est indispensable à l'augmentation de la capacité technologique, et donc de la compétitivité, de la région atlantique<sup>16</sup>.

16. North American Policy Group, *La région de l'Atlantique dans l'avenir*, présenté à l'APECA, septembre 1997, p. 59.

Il existe en effet un lien étroit entre le niveau d'éducation et les indices du marché du travail. Une main-d'œuvre plus instruite a généralement plus de possibilités d'emploi, travaille plus longtemps pendant l'année et génère, de fait, des revenus plus élevés. Par ailleurs, on observe que la réussite des entreprises repose beaucoup sur l'innovation, d'où l'importance d'une main-d'œuvre qualifiée qui puisse innover<sup>17</sup>. Les entreprises, quel que soit leur taille ou leur domaine d'activité, ont besoin de personnel capable de s'adapter aux constantes transformations du milieu de travail, notamment pour assimiler les tâches complexes et changeantes liées à l'économie de l'information.

C'est pourquoi les emplois traditionnels exigeant peu de compétences spécialisées sont vulnérables face aux technologies nouvelles; ce sont eux qu'on élimine en premier lors des périodes de récession. Ainsi, de 1991 à 1995, plus de 66 000 emplois ont été créés dans les provinces de l'Atlantique pour des travailleurs ayant effectué des études postsecondaires, alors que 34 000 personnes moins scolarisées (12<sup>e</sup> année ou moins) ont perdu leur emploi<sup>18</sup>. On sait aussi que la qualité de la main-d'œuvre est généralement fonction du type d'activité. Plus une entreprise ou un secteur industriel fait appel aux technologies et aux connaissances, plus ses exigences sont grandes en matière de scolarité ou d'expérience. En général, les entreprises manufacturières qui fabriquent des produits finis requérant un haut niveau de technicité doivent compter sur un personnel relativement qualifié, mais pas forcément sur des universitaires. Les domaines de l'éducation et de la santé, pour leur part, exigent une main-d'œuvre fortement scolarisée. Les industries dynamiques de même que les services financiers et les services aux entreprises ont également recours à un fort pourcentage d'employés ayant réalisé des études postsecondaires ou universitaires.

Selon les données du dernier recensement de Statistique Canada, plus du tiers (35,7 %) de la population active du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse n'aurait pas obtenu le diplôme d'études secondaires. Comme le fait voir le tableau 8, cette proportion est nettement supérieure à ce qui est observé à l'échelle de la province (26 %) ou des Maritimes (27 %). La proportion de travailleurs sous-scolarisés est beaucoup plus grande dans les industries productrices de biens,

---

17. Statistique Canada, *Innovation, formation et réussite*, document de recherche n° 137, Direction des études analytiques, Ottawa, 1998.

18. CEPA, *Report Card*, Halifax, juillet 1999.

**Tableau 8**  
**Niveau de scolarité de la population active par région,**  
**selon les grands groupes d'activités, 1996**

	Ensemble de l'économie		Industries productrices de biens		Services dynamiques		Services publics	
	- de 12 <sup>e</sup> année	Grade univ.	- de 12 <sup>e</sup> année	Grade univ.	- de 12 <sup>e</sup> année	Grade univ.	- de 12 <sup>e</sup> année	Grade univ.
Maritimes	27,1	17,6	40,4	6,8	22,1	18,0	13,4	34,6
N.-É.	26,1	19,4	39,1	7,8	22,1	20,4	13,2	35,3
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>35,7</b>	<b>11,7</b>	<b>48,1</b>	<b>4,7</b>	<b>27,8</b>	<b>12,5</b>	<b>16,9</b>	<b>30,5</b>
Shelburne	45,1	7,6	56,7	1,4	46,2	6,1	20,4	28,2
Yarmouth	36,3	11,2	51,2	4,2	29,6	12,4	19,2	29,3
Digby	38,0	11,9	50,6	5,7	28,6	11,8	15,7	30,6
Queens	35,2	10,7	40,7	5,3	28,6	10,0	23,8	23,8
Lunenburg	31,0	13,8	42,4	6,1	20,5	15,4	13,4	33,7

Source : Statistique Canada, recensement de 1996; compilation de Maurice Beaudin.

soit 48 % en ce qui concerne la région à l'étude. Ailleurs en Nouvelle-Écosse et dans les Maritimes, on observe également un faible niveau de scolarité dans ce groupe d'industries, mais les proportions sont moindres.

La main-d'œuvre est moins scolarisée dans les comtés de Shelburne et de Digby, où l'industrie des pêches et de la transformation du poisson domine le paysage économique. Dans ces industries, plus de la moitié des effectifs (entre 55 et 60 % en moyenne pour la région à l'étude) ne disposent pas du diplôme d'études secondaires. Par ailleurs, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse compte dans sa population active un peu moins de 12 % de travailleurs ayant un grade universitaire, comparativement à 17,6 % dans l'ensemble des Maritimes. Les écarts à ce sujet sont relativement importants à l'intérieur de la région économique. Ainsi, la proportion de personnes actives détenant un grade universitaire est pratiquement deux fois plus élevée dans Lunenburg que dans Shelburne.

## ■ Revenus et dépendance économique<sup>19</sup>

Au Canada, on a assisté à une relative stagnation des revenus depuis le début des années 1990. Les provinces Maritimes n'échappent pas à ce phénomène. Après avoir grimpé de 36 % entre 1986 et 1991, le revenu moyen des familles n'y a progressé que de 6 % entre 1991 et 1996. Les données tirées des recensements indiquent la même tendance pour la région à l'étude. La récession économique, avec les ajustements structurels qu'elle a engendrés, de même que la rationalisation des dépenses publiques ont considérablement réduit le pouvoir d'achat régional, et ce, avant même qu'entre en vigueur la réforme de l'assurance-chômage.

Dans les Maritimes, la réduction des dépenses fédérales s'est traduite par une baisse substantielle des transferts (en espèces) aux provinces. Alors qu'ils représentaient plus de 46 % des recettes provinciales totales au début des années 1980, les transferts fédéraux aux administrations provinciales des Maritimes oscillaient autour de 40 % au début des années 1990 et ont poursuivi à la baisse par la suite. Pour atténuer leurs déficits croissants, les gouvernements provinciaux ont été contraints de repenser la prestation des services à la population tout en rationalisant leurs effectifs et leurs infrastructures.

En Nouvelle-Écosse, au moins 4 000 emplois ont été éliminés dans l'administration publique provinciale de 1993 à 1999, réduisant la feuille de paye de 122 millions de dollars<sup>20</sup>. Le gouvernement fédéral, pour sa part, a réduit ses effectifs d'au moins 12 000 personnes (23 %) dans la province dans le même intervalle, dont 3 200 employés de la Défense nationale (personnel militaire). Ces réductions de personnel ont entraîné un manque à gagner d'environ 250 millions de dollars (13 %)<sup>21</sup>. De même, les dépenses fédérales courantes en achats de biens et services dans la région ont chuté considérablement, surtout en Nouvelle-Écosse, mais également ailleurs dans les Maritimes<sup>22</sup>.

19. En plus des données provenant des recensements, nous avons recours ici à celles de la Division des petites unités administratives de Statistique Canada. Publiées sur une base annuelle, ces données sont plus précises puisqu'elles sont tirées directement des dossiers fiscaux.

20. Comprend le personnel de la fonction publique provinciale, des soins de santé et des services sociaux (sauf les emplois qui sont comptabilisés dans les comptes publics provinciaux), le personnel des universités, collèges et écoles de métiers, ainsi que les employés des entreprises publiques provinciales.

21. Informations obtenues de Statistique Canada, CANSIM.

22. Voir à cet effet la *Report Card* (juin 1997) du CEPA, intitulée « The Declining Role of Government in the Economy of Atlantic Canada ».

Les transferts sous forme de prestations d'assurance-emploi ont également beaucoup diminué à la suite de la réforme amorcée en 1994. Au plan provincial, les revenus provenant de l'assurance-emploi ont chuté de près de 30 % de 1992-1993 à 1997-1998, soit 214 millions de dollars en cinq ans. La région du Sud-Ouest, pour sa part, a enregistré une baisse de 42 millions de dollars (24 %) à ce chapitre au cours de la même période.

À l'érosion des dépenses et des transferts fédéraux en région s'ajoute la baisse graduelle de l'aide fédérale au développement régional, qui s'est faite plus parcimonieuse à partir de 1994-1995, diminuant d'environ un tiers depuis. Tous ces changements ont eu des répercussions directes sur le niveau de revenu des habitants du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, notamment en matière de revenus d'emploi, ainsi que sur le niveau de dépendance socioéconomique.

Dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 61 % des revenus totaux de la population proviennent d'un emploi. De plus, les prestations d'assurance-emploi représentaient 5,7 % des revenus totaux en 1996. L'emploi procure ainsi environ les deux tiers des revenus totaux dans la région. Ce seuil varie d'une sous-région à l'autre, en fonction du niveau de rémunération de chaque activité économique. Il faut dire aussi que la saisonnalité de l'emploi dans certains secteurs limite grandement leur capacité à générer des revenus (voir figure 7). On constate que, dans l'ensemble, l'écart du revenu moyen par rapport à la province s'élargit en ce qui concerne les emplois publics et, encore plus, les emplois dynamiques.

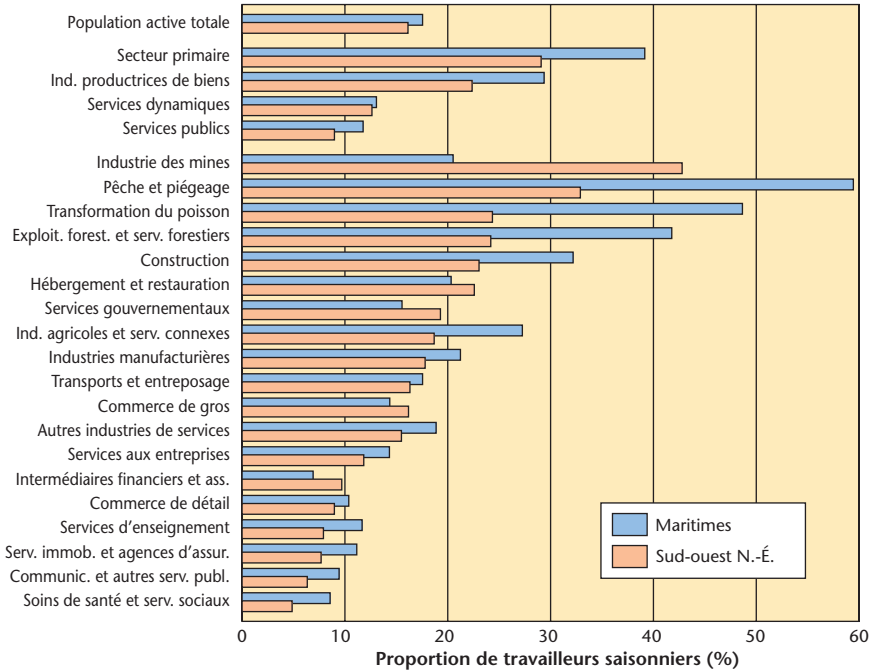
Les informations obtenues des dossiers fiscaux indiquent un revenu total moyen par habitant de l'ordre de 15 222 \$ dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse en 1996 (voir tableau 9). Ce niveau est légèrement inférieur à celui observé dans l'ensemble des Maritimes, mais il n'atteint que 80 % de la moyenne nationale. Ce revenu inclut toutes les formes de revenus, soit les revenus provenant d'un travail salarié ou autonome, les revenus de placements, les pensions et autres formes de transferts.

La région à l'étude tire encore plus de l'arrière sur le plan du revenu d'emploi, qui n'y atteint que 70,6 % de la moyenne nationale et demeure relativement en deçà de la moyenne des Maritimes<sup>23</sup>.

---

23. Il est à noter que cette valeur diffère de celle obtenue à partir des données du recensement, qui montrent un revenu d'emploi moyen en région équivalant à 76 % de la moyenne nationale.

**Figure 7**  
**Travailleurs saisonniers par secteur,**  
**sud-ouest de la Nouvelle-Écosse et Maritimes, 1996**  
**(ayant travaillé à temps plein pendant moins de 27 semaines)**



Source : Statistique Canada, recensement de 1996; compilation de Maurice Beaudin.

Seul le comté de Queens se démarque avec un revenu d'emploi moyen légèrement supérieur à celui enregistré dans les Maritimes. En définitive, les revenus du travail ne comptent que pour 61 % des revenus totaux dans la région, comparativement à 66,5 % à l'échelle des Maritimes et à 71,6 % au niveau canadien.

C'est donc dire que le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse dépend davantage des transferts de revenus. À ce chapitre, les provinces Maritimes ont cédé du terrain au cours de la période de 1991 à 1996. Le comté de Shelburne, en particulier, a reculé de 46 positions au classement canadien<sup>24</sup>; ceux de Yarmouth et de Lunenburg ont également connu un net recul (14 positions). Seul le comté de Queens a réussi à diminuer sa dépendance relative envers les transferts de revenus. Il faut noter qu'au moins quatre autres divisions de

24. Il s'agit du rang de la région parmi les 290 divisions de recensement au Canada.

**Tableau 9**  
**Indices des revenus par région, 1996**

	Revenu total moyen par habitant		Revenu d'emploi moyen (\$)			(indice Can. =100)
	(\$)	(indice Can. =100)	Hommes	Femmes	Total	
Canada	19 051	100,0	32 609	20 437	26 992	100,0
Maritimes	16 062	84,4	26 302	16 317	21 773	80,7
Nouvelle-Écosse	16 283	85,5	26 946	16 818	22 360	82,8
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>15 222</b>	<b>79,9</b>	<b>23 468</b>	<b>13 220</b>	<b>19 059</b>	<b>70,6</b>
Shelburne	14 623	76,8	22 096	11 387	17 598	65,2
Yarmouth	14 424	75,7	23 312	13 316	18 824	69,7
Digby	14 761	77,5	19 152	12 042	16 026	59,4
Queens	15 023	78,9	28 294	12 562	21 965	81,4
Lunenburg	16 143	84,7	24 863	14 505	20 457	75,8

Source : Statistique Canada, Division des données régionales et administratives; compilation de Maurice Beaudin.

recensement dans les Maritimes (Guysborough, N.-É.; Richmond, N.-É.; Victoria, N.-É.; et Kent, N.-B.) sont aux prises avec un niveau de dépendance encore plus élevé envers les transferts. Les revenus ne découlant pas du travail peuvent provenir de diverses sources, notamment des investissements (près de 5 % des revenus totaux dans la région à l'étude), des régimes privés de pension, des placements (REER) et, bien sûr, des transferts des gouvernements. Ces derniers se divisent en plusieurs catégories, dont les pensions (RPC), les allocations et dégrèvements d'impôts aux familles à faible revenu, ainsi que l'assurance-emploi.

Comment se répartissent les formes de revenus dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse? Les données du tableau 10 montrent un apport plus important des revenus de pensions et de l'assurance-emploi. Cette situation s'explique, d'une part, par un vieillissement plus accentué de la population et, d'autre part, par la rémunération plutôt élevée dans les emplois saisonniers liés aux ressources. Ces emplois conduisent à des prestations d'assurance-emploi plus importantes puisque celles-ci sont calculées en fonction du revenu gagné. Par ailleurs, les différences sont importantes à l'intérieur de la région. Le comté de Digby compte davantage sur les revenus de pensions que les autres comtés, tandis que ceux de Shelburne, de Digby et de Yarmouth sont particulièrement dépendants envers les revenus de l'assurance-emploi.



**Tableau 10**  
**Provenance des revenus par région, 1996**

	Transferts des gouvernements						Total (%)	
	Revenu d'emploi (%)	Tous les transferts (%)	Pensions (%)	Assurance-emploi (%)	Autres transferts (%)	Revenu de placements (%)		Autres revenus (%)
Canada	71,5	13,8	7,2	2,2	4,1	5,2	9,5	100,0
Maritimes	66,5	18,7	9,4	4,8	4,5	3,8	11,0	100,0
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>60,9</b>	<b>22,2</b>	<b>12,2</b>	<b>5,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,9</b>	<b>12,0</b>	<b>100,0</b>
Shelburne	59,3	23,8	11,1	8,9	3,8	4,0	12,9	100,0
Yarmouth	62,4	23,3	11,6	6,7	4,9	4,5	9,8	100,0
Digby	56,6	26,5	14,1	7,6	4,8	4,6	12,3	100,0
Queens	60,9	20,2	12,3	3,6	4,3	5,2	13,7	100,0
Lunenburg	62,3	19,9	12,0	3,9	4,0	5,4	12,4	100,0

Source : Statistique Canada, Division des données régionales et administratives; compilation de Maurice Beaudin.

On tire aussi des enseignements de l'évolution des écarts interrégionaux pour ce qui est de l'incidence du chômage et de la dépendance envers cette forme de revenus. À cet égard, la région à l'étude présente un profil similaire à celui observé à l'échelle des Maritimes. Là où l'on remarque des divergences, c'est concernant la dépendance économique envers l'assurance-emploi et l'incidence du chômage, ce que démontrent les données présentées dans le tableau 11.

**Tableau 11**  
**Dépendance économique envers l'assurance-emploi par région,**  
**1992 et 1996**

	Dépendance économique envers l'assurance-emploi <sup>1</sup> (%)		Incidence du chômage <sup>2</sup> (%)		Revenus de l'assurance-emploi (%)
	1992	1996	1992	1996	1996
Canada	5,0	3,0	24,1	18,0	15,5
Maritimes	10,1	7,2	37,0	30,6	25,5
N.-É.	8,2	5,8	32,6	27,0	21,3
<b>Sud-ouest N.-É.</b>	<b>12,7</b>	<b>9,4</b>	<b>43,3</b>	<b>36,6</b>	<b>25,7</b>
Shelburne	18,0	15,0	54,5	46,9	37,4
Yarmouth	14,9	10,8	45,5	39,2	28,9
Digby	20,1	13,4	52,4	44,3	28,8
Queens	9,1	5,9	37,0	30,6	17,8
Lunenburg	7,5	6,3	34,7	29,2	19,7

1. Revenus de l'assurance-emploi par rapport aux revenus d'emploi.

2. Part des déclarants (dossiers fiscaux) ayant obtenu un revenu d'emploi et qui ont effectivement touché des prestations de chômage au cours de l'année.

Source : Statistique Canada, Division des petites unités administratives; compilation de Maurice Beaudin.

On y voit que la dépendance économique envers l'assurance-emploi – il s'agit du ratio entre les revenus de l'assurance-emploi et les revenus d'emploi – est plus élevée dans le Sud-Ouest qu'en moyenne dans les Maritimes. On observe néanmoins une amélioration à cet égard entre 1992 et 1996, le ratio ayant diminué de 12,7 à 9,4 %. Ce ratio demeure élevé puisqu'il équivaut à plus de trois fois la moyenne nationale. À l'échelle des Maritimes, la région du Sud-Ouest se situe au quatrième rang (elle occupait le cinquième rang en 1992) pour ce qui est du niveau de dépendance à l'égard du chômage. L'amélioration notée entre 1992 et 1996 n'est toutefois que relative; elle découle surtout de la réforme de l'assurance-emploi, qui a réduit

le nombre de bénéficiaires et le montant des prestations versées dans la région, sans pour autant réduire l'écart avec le reste des Maritimes. La dépendance envers l'assurance-emploi se mesure également en fonction de l'incidence de cette forme de revenus, c'est-à-dire la proportion des personnes actives qui ont effectivement recours aux prestations de chômage. Cette donnée est présentée dans les deux dernières colonnes du tableau 11. On constate qu'il existe une forte incidence du chômage dans la région, en particulier dans les comtés de Shelburne, de Digby et de Yarmouth.





## Vue d'ensemble du développement économique

### ■ Arrière-plan

Durant les années 1960 et 1970, la Nouvelle-Écosse a fait l'objet, tout comme les autres provinces Maritimes, de nombreux programmes de développement économique mis au point sous les auspices du gouvernement fédéral. Vers la fin des années 1980, cependant, le sentiment s'imposait de plus en plus d'un échec des approches traditionnelles du développement économique. Les industries primaires, base historique de l'économie néo-écossaise, étaient en proie à des changements radicaux. La mondialisation imposait la réorientation vers une « nouvelle économie » fondée sur les technologies de l'information et autres industries du savoir. Nombre de communautés ont vécu des moments particulièrement difficiles, car leur base économique traditionnelle s'est effritée et la quête d'une base nouvelle s'est révélée extrêmement ardue<sup>25</sup>.

En 1989, le gouvernement néo-écossais invita la firme Voluntary Planning (VP), groupe-conseil indépendant basé à Halifax et composé de représentants de l'entreprise, des syndicats et des communautés, à participer à l'élaboration d'une nouvelle stratégie économique. En mars 1991, ce groupe fit paraître un document intitulé *Our Province, Our Future, Our Choice*, qui allait servir de base à des consultations organisées dans toute la province.

De ces consultations résulta un deuxième document, *Creating Our Own Future*, qui esquissait une stratégie économique pour la Nouvelle-Écosse. Face aux changements survenus dans l'économie, le groupe énonçait un certain nombre de « propositions » destinées à aider les Néo-Écossais à être plus compétitifs sur les marchés. L'une des mesures proposées, appelée le développement économique communautaire, était définie dans ce rapport comme « une démarche effectuée à partir de la base et qui s'est imposée depuis les dernières années afin de s'attaquer aux problèmes économiques des communautés de petite taille ou en déclin<sup>26</sup> ».

25. Chris Bryant, *Government and Community Economic Development in Nova Scotia*, 1997.

26. Voluntary Planning, *Creating Our Own Future: A Nova Scotia Economic Strategy*, novembre 1991.

En même temps qu'était avancé ce cadre stratégique, plusieurs communautés allaient de l'avant avec leurs propres mesures, dont certaines allaient être retenues comme modèles par le gouvernement dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie économique.

En 1993, le ministère du Développement économique et du Tourisme publia un avant-projet concernant le développement économique communautaire<sup>27</sup>. On y proposait la création d'une douzaine d'agences de développement régional appelées Regional Development Authorities (RDA), réparties sur le territoire de la province (ce nombre devait plus tard être porté à 14). À cette époque, le Ministère subventionnait plus d'une centaine d'organismes de développement économique, dont 30 commissions industrielles. Selon l'avant-projet, les sommes ainsi dépensées seraient désormais consacrées à la création d'un réseau de RDA qui auraient pour rôle de travailler, en partenariat avec ces organismes, au développement économique tout autant qu'au développement économique communautaire. Le cadre de l'aide financière de ces agences de développement régional fut mis en place en 1994 grâce aux fonds de l'Entente de coopération Canada—Nouvelle-Écosse sur la diversification économique; cette entente d'une durée de cinq ans a pris effet en avril 1995 et est née de la fusion de plusieurs autres accords antérieurs<sup>28</sup>.

Les RDA comptent désormais parmi les principales agences de développement économique dans les régions de la Nouvelle-Écosse. Financées par les trois paliers de gouvernement, elles sont des organismes quasi gouvernementaux dont le mandat est défini de manière à inclure le développement économique, le développement de l'entreprise et le développement économique communautaire fondés sur l'engagement de la population locale et sur la création de partenariats stratégiques. Elles disposent d'un personnel permanent dont les activités sont encadrées par des conseils d'administration bénévoles, composés de citoyens choisis dans la communauté ou nommés par les municipalités. Le sud-ouest de la province compte trois agences de ce type.

Le ministère du Développement économique et du Tourisme intervient aussi dans le développement économique en fournissant

---

27. Nouvelle-Écosse, ministère du Développement économique et du Tourisme, *A Discussion Paper on Community Economic Development: A Working Document Prepared by the Planning and Policy Division*, janvier 1993.

28. Fondement légal du fonctionnement des RDA, la loi sur le développement économique régional fut adoptée en 1996.

des prêts aux entreprises par le biais d'un réseau de 10 centres régionaux de services aux entreprises; dans la région du Sud-Ouest, on les trouve à Yarmouth et à Bridgewater. Afin d'éliminer toute confusion, la province est en voie de constituer un réseau de bureaux d'Access Nova Scotia qui abriteront sous un même toit les divers organismes de développement; ce réseau n'est pas encore complet.

Au niveau fédéral, l'APECA demeure le principal organisme responsable du développement économique régional. Il se concentre d'abord sur la création d'emplois en aidant au développement et à l'expansion des petites et moyennes entreprises. L'APECA appuie le fonctionnement d'un réseau de corporations locales de développement des entreprises (CLDE), qui fournit de l'aide technique et financière aux petites et moyennes entreprises. Développement des ressources humaines Canada maintient aussi une présence dans la région du Sud-Ouest.

Au cours des années 1990 – au moment où l'APECA et la province élaboraient un programme et un cadre opérationnel de développement économique communautaire, des groupes indépendants naissent un peu partout dans les communautés côtières, en réaction à la crise qui sévissait dans les pêcheries. Ainsi, le Coastal Community Network est un réseau qui fut créé en 1992 afin de relier les unes aux autres les communautés ayant en commun les mêmes problèmes : stagnation économique dans les zones rurales, émigration des jeunes et déclin industriel<sup>29</sup>. Au cours des premiers mois de 1998, ce réseau tint une suite de rencontres régionales qui culminèrent, au printemps, dans une importante conférence financée par les trois paliers de gouvernement. Dans la région du Sud-Ouest, la présence du Coastal Community Network a peut-être été plus intense dans le secteur de Digby, où un de ses leaders a collaboré étroitement avec la RDA locale.

## ■ Perspectives et priorités des sous-régions économiques

### *Comté de Digby*

Le comté de Digby est desservi par l'Agence de développement Vallée-Ouest (ADVO), qui est également responsable du comté d'Annapolis. Son bureau central est situé au Venture Centre, à la périphérie de la municipalité de Digby, dans un édifice de 10 000

---

29. Coastal Community Network, *Building Our Future: Respecting Our Past*, Final Report, mai 1998.

pieds carrés, administré par la ville. Cette agence possède aussi des succursales à Bridgetown (comté d'Annapolis) et à Clare.

Outre l'ADVO, le comté de Digby compte divers organismes de développement économique, dont un centre fédéral de développement de l'entreprise locale (Digby-Clare Business Development Centre, Growth Opportunity Limited), le Centre Jodrey de l'Université Sainte-Anne (qui se consacre à la formation de chefs d'entreprise dans la région du Sud-Ouest), le Native Council of Nova Scotia Employment Outreach Services, la Chambre de commerce de Digby et de sa région, la Chambre de commerce de Clare et la Digby Neck Community Development Association.

Historiquement, l'économie du comté a essentiellement reposé sur la pêche, notamment du pétoncle, du homard et du poisson de fond dans la baie de Fundy. La ville de Digby est un important centre touristique, en raison notamment de la liaison avec la ville de Saint John (N.-B.), assurée à l'année longue par un traversier. D'abord géré par Marine Atlantique, ce service a été privatisé et appartient désormais à Bay Ferries Ltd. Le comté est situé à l'entrée du parc national Kejimikujik, important attrait écotouristique et accessible par la route 8 en passant par Annapolis Royal.

L'Agence de développement Vallée-Ouest s'est consacrée, peut-être davantage que toute autre RDA du Sud-Ouest, au développement économique communautaire (par opposition au développement strictement *économique*). Elle s'attache, entre autres fonctions, à aider les futurs chefs d'entreprise à se retrouver dans le labyrinthe des programmes d'assistance gouvernementale (bien que son personnel ne consacre que 10 % de son temps à cette activité). Sa stratégie a largement porté sur la création de partenariats avec des groupes locaux, de manière à développer des projets communautaires et de nouvelles occasions d'affaires fondées sur la diversification économique et sur la viabilité de l'environnement.

Le développement du tourisme fait aussi partie de cette stratégie, mais l'ADVO a également cherché à susciter la création de nouvelles industries non saisonnières à partir de savoir-faire déjà acquis. C'est ainsi qu'une entreprise locale, Fundy Fiberglass Ltd., a tiré profit de son expertise dans la construction navale pour produire des panneaux de revêtement intérieur pour les ambulances ainsi que des réservoirs d'huile de chauffage. On s'est aussi préoccupé du développement des ressources humaines, notamment dans les communautés noires, micmaques et acadiennes du comté de Digby, historiquement désavantagées.



Le programme de développement communautaire comporte plus d'une centaine de mesures qui ont contribué à améliorer l'économie de la région<sup>30</sup>. De concert avec les organisations locales du secteur des pêches, l'ADVO a créé le Bay of Fundy Marine Resources Centre afin d'améliorer la gestion des stocks locaux, de développer de nouveaux marchés pour la production locale et de mener des recherches sur la gestion communautaire des pêcheries. Elle a aussi collaboré avec la Digby Neck Community Development Association à la conception d'une carte informatisée des attraits écotouristiques de cette zone et des îles environnantes. On y a aussi élaboré, avec East Coast Ecosystems et les propriétaires d'installations touristiques, un code d'éthique relatif à l'observation en mer des baleines dans la baie de Fundy. L'ADVO a créé une base de données concernant les espèces rares et menacées, ainsi qu'un site Web consacré à l'environnement naturel de la région. Elle s'intéresse aussi, avec le secteur privé, à la gestion forestière par le biais de la toute nouvelle coopérative d'investissement West Nova.

L'ADVO considère la technologie de l'information comme un important outil de développement. Au moment où ces lignes furent écrites, le Programme d'accès communautaire (PAC) d'Industrie Canada était implanté dans 17 localités de la région de l'ouest de la Vallée, et l'on prévoit doubler ce nombre (le programme fournit aux communautés des ordinateurs et l'accès à Internet). Sur le front culturel, l'agence s'est alliée à la communauté acadienne de Clare pour présenter, lors d'un festival, une suite de cinq concerts intitulés « Musique Saint-Bernard », dont certains ont été diffusés à la radio de Radio-Canada.

La fermeture de la Base des Forces canadiennes de Cornwallis, en 1993-1994, a été un événement majeur sur le territoire couvert par l'agence. Bien que située dans le comté d'Annapolis, la base était aussi un employeur important dans le comté de Digby et sa fermeture a entraîné la perte de près de 700 emplois. L'ADVO a été un partenaire dans la création de la Cornwallis Park Development Agency, organisme à but non lucratif financé par l'APECA et qui administre désormais l'ancienne base<sup>31</sup>. Au nombre des nouveaux locaux, on compte le Centre canadien international Lester B. Pearson

---

30. Agence de développement Vallée-Ouest, 1998-99 *Community Action Plan for Annapolis and Digby Counties*.

31. Le mandat de cette agence a pris fin en 1998. L'ancienne base est désormais gérée par une entreprise privée, Kespuwick Developments.

pour la formation en maintien de la paix (qui emploie environ 85 personnes et assure à des hauts gradés militaires une formation en matière de maintien de la paix), le Western Regional Health Board et le Bay of Fundy Marine Resources Centre. Les unités d'habitation de la base ont été reconverties en maisons pour retraités.

Les activités de l'ADVO ont retenu l'attention d'organismes internationaux. En février 1998, l'UNESCO a cité *Digby Neck* comme modèle de développement économique communautaire<sup>32</sup>. En mars de la même année, la même organisation a déclaré cette région lieu international de recherche sur les communautés aux prises avec une crise des pêcheries. Quelques semaines plus tard, l'ADVO a été mise en nomination pour l'obtention d'un prix prestigieux décerné par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains.

Le succès de l'ADVO est partiellement dû à l'existence d'un personnel relativement jeune et dynamique. De l'avis général, l'atmosphère de travail y est excellente et optimiste, malgré le fait que le comté de Digby doit encore relever de nombreux défis : un réseau routier déficient, un chômage élevé et un fort taux d'analphabétisme.

Les chefs d'entreprise de Clare, municipalité largement francophone, ont aussi accès au Centre Jodrey de l'Université Sainte-Anne, qui leur procure des conseils et de l'aide pour le développement de plans d'entreprise et l'accès aux ressources financières et autres. L'aide aux gens d'affaires francophones est aussi un des principaux objectifs du Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse, nouvellement formé comme homologue du Conseil économique du Nouveau-Brunswick, qui s'est assuré un appui financier de la province et cherche à obtenir l'appui d'Ottawa.

### *Comtés de Yarmouth et de Shelburne*

La South West Shore Development Authority (SWSDA) s'occupe des deux comtés de Yarmouth et de Shelburne. Historiquement, le comté de Yarmouth a bénéficié d'une économie mixte dominée par les pêcheries, l'industrie manufacturière, le tourisme et le secteur tertiaire (services et commerce de détail); l'économie du comté de Shelburne a toujours reposé sur les pêches et, à un moindre degré, sur la foresterie.

Des changements importants sont survenus dans les deux comtés au cours des années 1990 : déclin de certains secteurs des pêcheries

---

32. *Nova Scotia Quarterly*, 1998.

(p. ex., le poisson de fond et les œufs de hareng), fermeture d'entreprises privées telles l'usine de la Dominion Textile, la mine d'étain de Rio Algom (deux entreprises situées dans Yarmouth) et l'usine de transformation du poisson de la National Sea Products à Lockeport, ainsi que rationalisation gouvernementale dans les transports et autres services. Au cours de la dernière décennie, les bases militaires de Shelburne et de Barrington ont été fermées, le service de traversier entre Yarmouth et Bar Harbor (Maine) a été privatisé et ne fonctionne plus que sur une base saisonnière, et Transports Canada a privatisé l'aéroport de Yarmouth (désormais propriété de la Yarmouth Transport Commission, qui en assure la gestion) et transféré la responsabilité du port de Shelburne au ministère des Pêches et des Océans.

La SWSDA a ses bureaux au centre-ville de Yarmouth, dans l'Economic Development Centre, où elle partage les lieux avec la Yarmouth Development Corporation (qui a pour mission le développement et la revitalisation du centre-ville), la Chambre de commerce de Yarmouth, la commission industrielle du comté de Yarmouth et l'association touristique du comté. L'agence agit comme coordonnatrice et facilitatrice dans quatre domaines d'activités : développement des ressources humaines, infrastructures, amélioration du potentiel des communautés et développement des entreprises.

À quelques portes de là, dans l'édifice d'Access Nova Scotia, on trouve la Yarmouth Regional Business Corporation (une CLDE financée par le fédéral), ainsi que le ministère provincial du Développement économique et du Tourisme, l'APECA et le Nova Scotia Business Service Centre. La Yarmouth Regional Business Corporation fournit des conseils et des prêts aux petites entreprises, et gère le Programme d'aide au travail indépendant pour le compte de Développement des ressources humaines Canada.

Les organismes de développement économique du comté se sont particulièrement intéressés à la remise en valeur de l'ancienne usine de la Dominion Textile, dont la fermeture en 1991 avait entraîné la perte de 375 emplois. Les installations en ont été rénovées et abritent maintenant plusieurs petites manufactures ainsi que *Le Courier de la Nouvelle-Écosse*, seul journal de langue française de la province.

Ces organismes se sont aussi efforcés de préserver l'intégrité du système de transport. On rapporte que la privatisation du service de traversier entre Yarmouth et Bar Harbor (Maine) et la mise en service

du catamaran (traversier rapide qui a réduit à deux heures et demie la durée de la traversée) ont eu des conséquences heureuses pour le tourisme; on prévoit maintenant proposer aux touristes américains des excursions d'un jour dans la région de Yarmouth. Ces changements ont cependant entraîné des effets désastreux pour l'industrie de la pêche (le catamaran n'accepte pas les camions et reste à quai durant l'hiver), qui ne peut plus acheminer ses produits vers le lucratif marché de Boston que par la route ou en empruntant le traversier de Digby—Saint John<sup>33</sup>.

Comme nous l'avons noté précédemment, la pêche a traditionnellement été la base de l'économie de la région et elle demeure relativement forte, essentiellement grâce à la récolte de homard. Au cours des dernières années, on a développé l'aquaculture du saumon, des huîtres, des moules et la mousse irlandaise; plus récemment, une compagnie islandaise s'est associée à une entreprise de Clark's Harbour pour faire l'élevage du flétan, escomptant expédier plus tard le poisson vivant sur les marchés internationaux.

Son port profond et libre de glaces à l'année longue, constitue un des atouts de Shelburne. Le trafic de conteneurs y est actuellement bihebdomadaire et les organismes de développement, y compris la municipalité, s'efforcent d'en augmenter la fréquence. Depuis quelques années, on tente, sous l'égide du conseil municipal, de créer un service de traversier entre Shelburne et Gloucester (Massachusetts).

La ville de Lockeport se remet péniblement de la fermeture de l'usine de transformation de la National Sea Products, qui a eu lieu en 1989. Pire, en effet, que la perte de 350 emplois, cette fermeture a entraîné le transfert de l'allocation de 28 millions de livres de poisson de fond accordée à cette entreprise poissonnière lorsqu'elle reconstruisit son usine après un incendie survenu en 1981. L'allocation étant accordée à un navire, le quota a suivi le navire dont le port d'attache est le siège de la compagnie, à Lunenburg. Il s'en est suivi qu'aucune autre compagnie ne pouvait récolter et transformer localement ces stocks. La population de Lockeport estime que l'allocation était fonction d'une ressource qui devrait appartenir à la communauté et non à une entreprise privée.

Si la pêche et la transformation du poisson demeurent l'activité principale de Lockeport, on a cependant tenté de diversifier l'économie. On a construit, aux abords des quais, un incubateur industriel,

---

33. Un service de traversier existe aussi entre Yarmouth et Portland (Maine), géré par la Prince of Fundy Cruise Lines. La traversée dure environ 11 heures.

le Lockeport Multipurpose Incubator Facility, destiné à accueillir de nouvelles entreprises et dont le premier occupant fut une entreprise locale, la Lockeport Golden Smokehouse Ltd. La ville a aussi amélioré son infrastructure touristique en construisant des chalets attenants à la plage, ainsi que le nouveau Tourism and Beach Centre situé à proximité de la célèbre plage Crescent.

Dans toute la région, la SWSDA s'est engagée dans le développement des ressources humaines, aidant à établir des centres pour stimuler l'entrepreneursip chez les jeunes, de même que des programmes d'emploi destinés aux groupes défavorisés, tels les Noirs. L'agence a aussi mené des travaux de recherche – par exemple, une analyse, achevée en 1998, des perspectives d'exploitation du gaz naturel dans les deux comtés, ainsi qu'une étude conduite pour faire connaître les sites permettant une exploitation viable de la tourbe. En outre, elle a fait la promotion de la production à valeur ajoutée dans le domaine des pêcheries et a développé de nouveaux produits, tels les canneberges, les bleuets et la tourbe.

En ce qui concerne le développement de l'entreprise, la SWSDA s'est efforcée de mettre au point des stratégies susceptibles de profiter à l'ensemble de la région. Elle a favorisé la création d'un plan de marketing global destiné à faire des comtés de Yarmouth et de Shelburne une destination touristique. Ce plan repose sur un ensemble d'éléments : l'héritage des colons loyalistes afro-américains, un nouveau village historique acadien à Pubnico-Ouest, l'agrandissement du musée du comté de Yarmouth et la construction projetée d'un centre polyvalent (congrès et activités sportives) à Yarmouth.

Il va de soi que les organismes de développement ont d'abord consacré leurs énergies aux questions d'infrastructure, base de tout développement. La SWSDA s'est employée à conserver et à améliorer les services aériens et les services de traversier, à réclamer l'amélioration du réseau routier des deux comtés et s'affaire présentement à mettre au point des propositions concernant l'utilisation des installations portuaires de Yarmouth et de Shelburne.

### *Comtés de Queens et de Lunenburg*

La Lunenburg Queens Regional Development Agency est responsable des comtés de Queens et de Lunenburg. Son siège est situé à l'Economic Centre de Bridgewater, où se trouvent également South Shore Opportunities Inc. (organisme financé par le fédéral), le Centre Acadia pour la petite entreprise et l'entrepreneursip, l'APECA (un employé à temps partiel) et la Chambre de commerce de Bridgewater

et des environs. La RDA maintient aussi des bureaux à Chester et à Liverpool.

Au cours des dernières décennies, la présence d'employeurs importants a assuré une certaine stabilité dans les deux comtés. Comme le note le plan stratégique de la RDA : « Doté d'un port adéquat dans la ville même de Lunenburg et de sols de bonne qualité, le comté de Lunenburg a prospéré grâce aux pêches et à l'agriculture. Quant au comté de Queens, il tire sa force de la foresterie, les sols et le climat étant particulièrement propices à la sylviculture. Il s'ensuit que les usines de transformation se trouvent dans Lunenburg (p. ex., High Liner Foods) et les usines de papeterie dans Queens (p. ex., la Bowater Mersey Paper Company Ltd.)<sup>34</sup>. »

Le fabricant de pneus Michelin constitue le troisième facteur de stabilité économique. Employant plus de 1 200 personnes, il est implanté à Bridgewater depuis 1971. Ville en pleine effervescence, Bridgewater (pop. 7 350) est le centre de services et le centre financier de la côte sud. Elle compte un hôpital régional, un bureau du conseil scolaire régional, et la plupart des institutions bancaires qui ont leur bureau central régional. ECI Medical Technologies, fabricant de gants chirurgicaux non en latex destinés au personnel médical et aux patients souffrant d'allergies, y est aussi un employeur d'importance. La ville a récemment attiré Watts Communications Inc., entreprise gestionnaire de centres d'appels. Bridgewater dispose aussi d'attractions touristiques, tels le Musée DesBrisay et la filature Wile Carding (construite en 1860), ainsi qu'un ensemble d'hôtels et de restaurants capables d'absorber le surplus de touristes de Lunenburg.

La ville de Lunenburg, « patrie du *Bluenose* », a été traditionnellement un port de pêche, mais elle est devenue depuis quelques années une importante destination touristique. Débordant d'activité chaque année durant quatre mois, elle retrouve un rythme plus calme en hiver, alors que de nombreuses petites entreprises ferment leurs portes. Le Musée des pêches de l'Atlantique est situé à Lunenburg, ville que l'UNESCO a proclamé Site du patrimoine mondial en raison de ses attraits culturels et architecturaux. Fondée par des Allemands, la ville (et le comté dans son entier) a été présentée en Europe comme une destination touristique. Cette campagne a eu pour résultat une affluence d'investissements étrangers dans l'achat de terrains et le développement d'entreprises.

---

34. Lunenburg Queens Regional Development Agency, *Community Economic Development Strategy: Final Report*, avril 1996.

Le comté de Lunenburg, en particulier, tire parti de sa proximité de Halifax, qui se trouve à seulement 45 minutes de là, et de son accès à l'aéroport international de cette ville. Il en résulte une économie plus dynamique et plus diversifiée que celle de Queens et une émigration de moindre amplitude. En revanche, cette proximité amène les résidents de Lunenburg à faire leurs emplettes à Halifax; pour les responsables du développement économique, les « gros commerces » situés en périphérie de la métropole (Walmart, Costco et autres grandes surfaces) représentent une menace pour les détaillants locaux.

Le comté de Lunenburg a aussi souffert des fermetures de bases militaires. La fermeture de la station de Mill Cove, en 1996, a entraîné la perte de 250 emplois militaires et civils. Cette ancienne base est maintenant administrée par la Mill Cove Park Development Agency.

Le comté de Queens, dont la population n'équivaut qu'au quart de celle du comté de Lunenburg, est géographiquement plus isolé. À l'instar d'autres sous-régions du Sud-Ouest, il ne bénéficie d'aucun service ferroviaire, les routes y sont à deux voies et ne sont pas conçues pour le trafic lourd, et l'aéroport de Liverpool n'accueille aucun vol commercial. En revanche, Liverpool demeure un port de Transports Canada et a réussi à conserver son hôpital lors des récentes mesures de régionalisation des services hospitaliers.

L'économie du comté repose sur la forêt. Le tourisme, particulièrement l'écotourisme, en est à ses premiers balbutiements mais est promis à un brillant avenir, car le comté est proche du parc national Kejimikujik; en outre, le parc provincial Thomas Raddall est situé sur le territoire du comté. Queens contient aussi de vastes tourbières largement inexploitées. Tout récemment, la Joval International Incorporated – entreprise spécialisée dans le recyclage de vêtements usagés qu'elle importe des États-Unis pour les revendre dans une douzaine de pays – s'est établi dans la région et emploie une centaine de personnes.

On a beaucoup insisté sur une production à valeur ajoutée dans les industries des pêches et de la foresterie. La ville et le comté de Lunenburg dénombrent actuellement quelque 44 entreprises liées aux activités maritimes et sont devenus une sorte de centre commercial offrant tous les services pour les grands navires. La High Liner Foods a diversifié sa production pour inclure le poulet et les pâtes alimentaires, la Blue Wave Seafoods vend des croquettes de poisson

et du surimi sur les marchés du Moyen Orient et d'Europe, et une usine de bois dur s'est récemment installée à Chester.

On s'est moins soucié, dans cette région, de sauvegarder l'infrastructure des transports, car Bridgewater a moins souffert que d'autres secteurs du Sud-Ouest des réductions budgétaires gouvernementales. La proximité de la région de Halifax, y compris de son aéroport international, atténue les problèmes de transport. La RDA de Lunenburg-Queens a contribué aux efforts pour améliorer le système de télécommunications, en particulier l'expansion des services de téléphonie cellulaire jusque dans les zones intérieures des deux comtés. Les sites du Programme d'accès communautaire d'Industrie Canada se retrouvent peu à peu dans le plan stratégique de la région, mais on n'a pas encore résolu le problème du coût de l'accès aux lignes à grande vitesse.

Dans l'ensemble, le comté de Queens et, particulièrement, celui de Lunenburg ont eu la vie plus facile que d'autres sous-régions du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, en raison de la présence de trois employeurs importants : High Liner Foods, Bowater et Michelin. Au fil des années, ces entreprises ont créé des emplois et assuré la stabilité du marché du travail dans les deux comtés. Elles ont aussi entraîné le développement d'un important secteur secondaire.





## Le secteur privé

Si le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse couvre un vaste territoire, sa population se confine, pour l'essentiel, à une bande de 450 kilomètres de longueur qui, de la côte, pénètre quelques kilomètres à peine dans les terres. Les communautés sont réparties le long de cette bande de sorte que, mis à part la capitale provinciale (Halifax), aucun centre urbain n'exerce une influence dominante dans la région. Par conséquent, l'activité commerciale y est éparse plutôt que concentrée, comme elle le serait dans une région disposant d'un ou plusieurs grands centres urbains.

L'activité industrielle dans la région varie selon les comtés. Dans certains cas, les industries se cantonnent à un seul territoire; la fabrication de matériel de pointe, par exemple, est quasi exclusive au comté de Lunenburg, alors que l'élevage d'animaux à fourrure se concentre de plus en plus dans celui de Digby. Dans d'autres cas, certaines activités industrielles pratiquées dans l'ensemble du sud-ouest présentent un visage différent selon les comtés; ainsi, les grandes usines de traitement du poisson se trouvent dans Lunenburg et Digby, mais sont peu nombreuses dans Shelburne.

Certaines industries, cependant, collaborent afin de créer des centres d'activité semblables à ceux qu'on retrouverait normalement en milieu urbain. Ainsi, on trouve dans le comté de Lunenburg un groupe de manufacturiers de matériel de pointe, une coopération de plus en plus grande entre des chantiers navals intéressés à accroître les possibilités d'exporter des bateaux de plaisance, phénomène qui se produit aussi dans des secteurs comme l'aquaculture et l'élevage d'animaux à fourrure. Dans tous ces domaines, les entreprises collaborent avec leurs concurrents afin de développer de plus grands marchés et un potentiel industriel dont elles peuvent toutes profiter.

Cette tendance vaut aussi sur le plan touristique, bien qu'avec une moindre cohésion. L'activité touristique se concentre surtout dans la zone la plus près de Halifax et ne s'étend guère à l'ouest de Liverpool. La population y étant importante, la demande d'installations hôtelières, de loisirs et d'activités diverses se fait sentir à l'année longue. Le reste de la région, cependant, se trouve en deçà du

périmètre des balades que s'offrent les citadins la fin de semaine, de sorte que le tourisme y repose sur la présence de traversiers durant les seuls mois d'été. L'industrie touristique doit trouver moyen de développer des activités et des attraits qui en assureront la survie en saison morte.

Yarmouth et Bridgewater sont les centres du commerce de détail; à cet égard, Digby et Liverpool enregistrent des activités d'une certaine importance, ainsi que des agglomérations plus petites telles que Chester, Lockport, Shelburne, Barrington, Meteghan et Weymouth. Ces localités sont toutes pourvues de services juridiques, de services d'assurances et de comptabilité, la répartition des professionnels correspondant grosso modo à l'intensité du commerce de détail. Le secteur de l'immobilier est surtout actif dans le comté de Lunenburg, qui attire fortement les Américains, les Européens (surtout les Allemands) et les citoyens du centre du Canada à la recherche d'un lieu de retraite.

Cinq journaux locaux sont publiés en langue anglaise (la plupart sont publiés et imprimés par le groupe Fundy Publishing, qui emploie 120 personnes). Les francophones disposent du *Courrier de la Nouvelle-Écosse*, dont les bureaux sont situés à Yarmouth et qui emploie sept personnes. La région compte trois stations radiophoniques privées de langue anglaise et une station communautaire française qui dessert la région de Clare.

Une poignée de fournisseurs du service Internet offrent à leurs clients des services de conception. La présence de la région sur Internet tient au travail de bénévoles et de débutants qui travaillent dans le cadre du Programme d'accès communautaire. Quelques firmes plus spécialisées en matière de conception et de logiciels ont été créées par des citoyens qui se sont récemment établis dans la région, souvent pour des raisons familiales, et qui y ont constaté parmi les services professionnels le besoin de favoriser chez les jeunes l'acquisition de compétences précieuses.

Le caractère saisonnier et la diminution du nombre d'emplois dans les secteurs traditionnels ont forcé plusieurs jeunes à émigrer, ce qui souvent crée des problèmes pour les industries qui cherchent à lancer de nouvelles initiatives et qui désirent recruter les compétences nécessaires. Au cours de nos entrevues, les gens d'affaires ont souvent déploré la rareté de la jeune main-d'oeuvre qualifiée requise par leur entreprise – dans des domaines tels que le contrôle de la qualité, l'élevage et la charpenterie de navire. Selon ces chefs d'en-

treprise, les jeunes et les établissements de formation se préoccupent d'abord de compétence en informatique, ce qui ne correspond pas forcément aux besoins de la plupart des employeurs locaux.

### ■ Nouveaux employeurs, nouvelles méthodes

La société Michelin, qui possède trois usines dans la province, dont celle de Bridgewater, qui emploie 1 200 personnes, est incontestablement le plus important employeur privé de la région du Sud-Ouest. La masse salariale de ses employés contribue fortement à la santé économique des communautés environnantes et a fait du secteur de détail de Bridgewater le plus varié de la région (Yarmouth excepté).

D'autres industries récemment implantées ont aussi contribué à l'économie régionale et facilité la transition des travailleurs victimes de la crise des pêches (bien que les départs aient été moins nombreux que prévu, selon les porte-parole de cette industrie). On relève, parmi ces nouveaux arrivants dans la région : Reinforced Plastic Systems Inc., de Mahone Bay, fabricant de réservoirs et de tuyauterie en fibre de verre et en plastique (200 employés); Composites Atlantic, de Lunenburg, une filiale à croissance rapide de l'Aérospatiale française qui fabrique des composants de pointe pour l'industrie aéronautique (100 employés); ECI Medical Technologies Inc., de Bridgewater, fondé il y a quatre ans pour manufacturer des gants chirurgicaux non en latex (antiallergiques) et dont les ventes mondiales croissent de manière exponentielle (plus de 100 employés); G.N. Plastics Company Ltd., de Chester, fabricant de machinerie et de moules pour l'industrie des emballages plastiques (110 employés).

On compte aussi quelques autres entreprises qui ont été créées récemment dans des domaines non traditionnels et qui améliorent leur rythme de croissance, comme Joval International, qui prévoit assurer une centaine d'emplois à sa manufacture de recyclage de vêtements de Liverpool. En outre, certaines entreprises locales ont grandi au point de devoir se mettre en quête de marchés à l'étranger. Il en va ainsi de Tri-Star Industries, de Yarmouth, exportateur d'ambulances et d'équipement de communications d'urgence (45 employés); de Ven-Rez Products Ltd., de Shelburne, producteur de meubles pour l'école et le bureau (60 employés); de Hawboldt Industries, de Chester, qui s'est récemment agrandi et manufacture des engins de pont et des équipements sous-marins à l'intention de diverses industries maritimes (56 employés).

Les industries liées aux communications ont aussi connu quelques développements récents. C'est ainsi que Watts, entreprise internationale qui gère deux centres d'appels à l'Île-du-Prince-Édouard, prévoit inaugurer à Bridgewater un centre d'appels qui emploiera 180 personnes à la fin de l'an 2000 et 300 quelques années plus tard. Le seul autre centre de cette nature dans la région est celui de Telesis Communications Inc., entreprise créée par une firme d'assurance de Yarmouth; on y emploie 20 personnes, nombre qu'on prévoit doubler à la fin de l'année.

On s'est aussi efforcé, récemment, de redonner vigueur au secteur du textile à Yarmouth. La fermeture de la Dominion Textile, dans les années 1990, avait porté un dur coup à cette industrie et entraîné la perte de 300 emplois. On estime que l'implantation d'un atelier de tricot et de teinture et d'entreprises connexes pourrait créer jusqu'à 1 000 emplois; aucun échéancier n'a cependant été avancé quant à ce projet.

Il existe certes d'autres employeurs d'importance dans la région, mais ils sont de nature plus traditionnelle; nous y reviendrons dans les sections qui suivent.

### ■ Pêcheries : la survie d'un plus petit géant

Longtemps moteur économique de la région du Sud-Ouest, l'industrie de la pêche demeure fondamentale encore aujourd'hui en dépit de la réduction radicale de certains stocks importants. En 1997, 62 % de la récolte provinciale provenait de la région, une diminution de 4 % depuis 1994. Comparativement à ce qui se passe dans les autres régions, l'industrie y est relativement prospère, largement grâce au prix élevé des crustacés et coquillages (surtout du homard et du pétoncle) et à la récolte de nouvelles espèces, particulièrement le crabe et la crevette, au large du Cap-Breton.

Ailleurs au Canada atlantique, le poisson de fond s'est fait rare ou a été interdit de pêche, mais on le capture encore, bien qu'en moins grande quantité, au large du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Les pêcheurs de la région en ont récolté 66 816 tonnes métriques en 1994, production qui avait chuté de 17 % en 1997 (55 184 t). Une forte demande, particulièrement des États-Unis, a cependant entraîné une hausse des prix, de sorte que la valeur des prises n'a baissé que d'environ 10 %, passant de 71 millions à 64 millions de dollars. Mais ce chiffre ne pourra que diminuer, car on prévoit réduire les quotas de 43 % en l'an 2000. Les revenus provenant du homard, du péton-

cle et d'autres crustacés sont trois fois plus élevés que ceux que procurent le poisson de fond et le poisson pélagique. En 1997, la valeur des débarquements de crustacés et coquillages s'élevait à 220 millions de dollars.

Selon le plus récent répertoire des manufacturiers provinciaux, les usines de transformation du poisson et les marchands de poisson occupent 90 lieux différents dans la région et emploient au total quelque 5 000 personnes. Pour plusieurs, l'emploi dans ces usines est forcément saisonnier, mais il l'est beaucoup moins que dans d'autres régions du Canada atlantique. Cet avantage s'explique entre autres par le fait que l'usine de traitement de la compagnie High Liner à Lunenburg, de loin le plus important employeur de l'industrie (655 emplois), fonctionne à l'année longue et que, à l'instar d'autres usines de ce secteur, elle importe du poisson pour compenser la faiblesse de la récolte locale.

L'emploi annuel de longue durée dans la transformation du poisson a été étroitement lié à la santé de la pêche du poisson de fond et, tout particulièrement, à l'accès aux importations de ce poisson que l'on peut congeler et transformer plus tard en produits à valeur ajoutée. Les prises locales sont habituellement vendues aux États-Unis sans transformation. Plusieurs usines de traitement de la région reçoivent maintenant des arrivages de l'étranger, surtout de Norvège, de Russie et d'Islande. Ces importations ont largement compensé la pénurie des approvisionnements qui était devenue criante lorsque fut interdite la pêche à la morue à Terre-Neuve au début des années 1990. On prévoit que la diminution des quotas en Norvège réduira les arrivages en provenance de ce pays et accentuera la concurrence en vue de s'approvisionner dans d'autres pays. On laisse entendre aussi que la qualité des stocks provenant de l'étranger n'est plus ce qu'elle était.

**Tableau 12**  
**Importations de poisson en Nouvelle-Écosse, 1994-1998**  
**(× 1 000 000)**

	1994	1995	1996	1997	1998
Toutes les espèces	108,4	138,3	118,1	127,7	155,2
Morue	47,6	50,2	41,7	40,6	40,7
Aiglefin	16,4	17,4	15,9	14,8	10,8

Source : Données sur le commerce en direct, site d'Industrie Canada.

En règle générale, l'industrie de la transformation du poisson en Nouvelle-Écosse a pris l'habitude d'importer une part importante de sa matière première de divers pays. En 1998, la Norvège a été à cet égard la première source d'approvisionnement en poisson (48 000 000 \$), suivie de la Russie (33 000 000 \$), de l'Islande (23 000 000 \$) et des États-Unis (11 000 000 \$). Les données d'Industrie Canada ne permettent pas de connaître nommément les récipiendaires de ces envois, mais il est intéressant de constater qu'en 1997 les usines de transformation de la province ont déboursé deux fois plus pour la morue provenant de l'étranger (40 600 000 \$) que pour la morue capturée par les pêcheurs de la province (20 900 000 \$) et ont acheté autant d'aiglefin de l'étranger (14 800 000 \$) que de provenance locale (14 600 000 \$)<sup>35</sup>.

Les exportations de poisson de la Nouvelle-Écosse croissent lentement mais régulièrement depuis 1993. Leur valeur s'élevait alors à 739 millions de dollars, tandis qu'elles atteignaient 827 millions de dollars en 1997 (les données statistiques ne sont pas ventilées par comté). De 1995 à 1997, la valeur des exportations de poisson de fond est passée de 218 à 248 millions de dollars, celle des crustacés et des mollusques (y compris le homard, le crabe, les pétoncles, etc.) de 490 à environ 500 millions de dollars.

Des fluctuations majeures des conditions économiques internationales ont aussi influé sur certaines exportations. Au cours des dernières années, le secteur du hareng a connu une forte chute des prix en conséquence des difficultés économiques du Japon, où les œufs de hareng constituent un mets raffiné et étaient l'objet d'une forte demande. En 1999, le hareng pour consommation humaine valait 3,5 cents la livre; les acheteurs payaient davantage pour obtenir du hareng servant d'appâts pour le homard. La forte demande de homard sur le marché américain est largement tributaire de la valeur de l'industrie touristique américaine et de la faiblesse du dollar canadien. Notons que la région peut acheminer du homard fraîchement capturé ou de la chair de homard à l'année longue, quoique la demande soit faible en octobre et en novembre. Ce secteur de l'industrie est aussi soumis à des variations imprévues des approvisionnements et, particulièrement, de la demande.

Dans le domaine de l'aquaculture, les progrès ont été plus lents, comparativement aux provinces voisines du Nouveau-Brunswick et

---

35. Nouvelle-Écosse, ministère des Pêches et de l'Aquaculture, données provinciales du *Statistical Overview*, 1997, p. 12.

de l'Île-du-Prince-Édouard. Cette industrie a néanmoins bénéficié d'un bon rythme de croissance au cours des dernières années, la production passant de 5,7 millions de dollars en 1994 à 19,4 millions de dollars en 1998, soit une augmentation de 240 %<sup>36</sup>. Par contraste, la production canadienne a augmenté de 46 % durant la même période, soit de 297 à 434 millions de dollars. Les données fédérales de 1998 révèlent que, sur le plan de leur valeur, les principaux produits ainsi cultivés dans la province étaient, dans l'ordre : le saumon de l'Atlantique et la truite arc-en-ciel (16 600 000 \$), suivis des moules, des huîtres et des pétoncles (2 800 000 \$).

La province dispose de données plus détaillées sur l'aquaculture que n'en fournissent les statisticiens fédéraux, dont une ventilation par comté. Selon cette ventilation, la production totale des cinq comtés du Sud-Ouest valait plus de 6,4 millions de dollars en 1997, soit un peu plus de 42 % de la production provinciale<sup>37</sup>. Dans la région à l'étude, Shelburne et Lunenburg ont connu la plus importante activité.

Ce secteur a soulevé un intérêt considérable, et les injections de fonds y proviennent de sources diverses. Le programme provincial de garantie d'emprunt pour fonds de roulement en aquaculture (Aquaculture Working Capital Loan Guarantee Program), qui avait garanti 10 emprunts d'une valeur de 1,25 million de dollars en 1996-1997, en a assuré 16 valant 4,3 millions de dollars en 1997-1998<sup>38</sup>. Récemment, un groupe d'investisseurs néo-écossais et une société islandaise (Fiskey) ont annoncé qu'ils vont réaliser ensemble un investissement de 14,5 millions de dollars destiné à l'implantation d'installations de culture du flétan à Clark's Harbour et à Lower Woods Harbour; on prévoit y créer 70 emplois sur un horizon de cinq ans. De plus, les dirigeants de deux fermes d'installation d'élevage de saumon situés à Shelburne Harbour ont annoncé un investissement de 1,5 million de dollars dans une nouvelle entreprise établie à Woods Harbour, qui emploiera six personnes. Ils ont aussi évoqué la possibilité d'établir une usine de transformation à valeur ajoutée, qui emploierait 150 personnes.

36. Canada, ministère des Pêches et des Océans, graphiques réalisés par les services statistiques.

37. Statistique Canada, *Statistical Review*, 1997, p. 56. Digby : 654 000 \$; Lunenburg : 2 357 000 \$; Queens : n.d.; Shelburne : 2 600 000 \$; Yarmouth : 811 000 \$.

38. Nouvelle-Écosse, ministère des Pêches et de l'Aquaculture, *Nova Scotia Counts : A Performance Statement*, 1996-1998, p. 3.

Bien que les nouveaux projets de grande envergure retiennent l'attention, les aquaculteurs rappellent que c'est là un secteur difficile, surtout lorsqu'on s'y engage avec des capitaux limités. Il n'est pas facile d'emprunter à faible taux, l'assurance-récolte coûte très cher et le versement de ses indemnités est parfois sujet à des délais. En outre, depuis quelques années, la chute des prix a ébranlé cette industrie.

Divers facteurs externes assombrissent l'avenir de l'industrie des pêches et de la transformation du poisson dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Ces facteurs touchent à l'accès à la ressource et même à la survie de l'industrie. On s'inquiète aussi des conséquences à long terme du jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Marshall. La décision du tribunal a profondément ébranlé le secteur et soulevé des craintes chez les pêcheurs dont les permis seraient dévalorisés, ainsi que chez les acheteurs et les propriétaires de viviers à homards; tous redoutent de voir leurs investissements, qui jusqu'alors reposaient sur une période de pêche limitée à l'hiver et au printemps, dévalorisés par la mise en marché, à des prix inférieurs, de homard capturé hors saison par des pêcheurs autochtones.

Diverses mesures ont été adoptées afin de faciliter l'insertion des pêcheurs autochtones dans l'industrie en saison traditionnelle : rachat et transfert de permis, vente d'embarcations et programmes de formation. Il reste à savoir si la communauté autochtone retirera bien des avantages à long terme de son entrée dans une industrie déjà lourdement hypothéquée par le déclin de la ressource.

L'avenir des stocks de poissons et de homards est source de préoccupations. Pour le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, les quotas de morue, qui ont graduellement diminué au cours des dernières années, seront réduits de façon draconienne de 43 % en l'an 2000, par suite des inquiétudes officielles quant à l'état des stocks. Le sujet a été soulevé au Parlement à la suite d'un rapport du vérificateur général qui estimait qu'on ne pouvait se fier à la surveillance scientifique des stocks pour mettre l'industrie en garde contre une chute désastreuse des stocks semblable à celle qui a frappé la pêche à la morue il y a une dizaine d'années.



## ■ Construction navale : mettre en chantier de nouveaux marchés

On pourrait penser que le déclin des stocks de poissons et la réduction du nombre de pêcheurs entraîneraient inévitablement un effondrement de la construction de bateaux. Rien n'indique pourtant qu'il en soit ainsi dans la région. Les pêcheurs restants achètent de nouveaux bateaux, faits de matériaux plus solides et mieux adaptés à des prises et à des équipages réduits, ou encore ils font rénover leurs vieilles embarcations. Il semble plutôt que la construction et la rénovation navales sont plus actives que jamais et entendent même accroître leur marché.

La construction navale a connu une période difficile au début des années 1990, ce qui a amené certains chantiers à explorer le marché de la navigation de plaisance – par exemple, en transformant les bateaux de pêche côtière du type Cape-Island en yachts de croisière. Quelques propriétaires de chantier ont ressuscité leur association professionnelle, jusqu'alors moribonde, et s'emploient à mettre au point des programmes de formation pour les travailleurs dont ils ont besoin et à établir des normes de qualité. L'activité a redémarré à un point tel que plusieurs d'entre eux avouent être surchargés de travail et doivent refuser des contrats et diriger les clients vers des entreprises concurrentes. Globalement, l'industrie compte une cinquantaine d'entreprises; la plupart se consacrent à la construction de bateaux, d'autres sont fournisseurs ou assurent en sous-traitance des services en matière de fibre de verre, de hublots, de systèmes électroniques, d'usinage et d'entretien de moteurs.

On construit divers types de bateaux de plaisance qui rapportent un profit intéressant. Le chantier A.F. Theriault, de Meteghan (120 employés), ajoute à sa production régulière de bateaux de pêche et d'embarcations utilitaires un modèle de bateaux appelés « *Cape Horn cruisers* ». Dessinés par des architectes ontariens, ces bateaux présentent l'allure générale d'un chalutier. À Petite Rivière (près de Bridgewater), le chantier Covey Island construit des voiliers et des bateaux motorisés en bois laminé, dont le prix varie de 500 000 \$ à un million de dollars. D'autres constructeurs conservent la coque d'un bateau de pêche qu'ils transforment ensuite par des travaux d'ébénisterie et l'ajout d'une coquerie de fantaisie.

Les premières expériences d'exportation ont montré que gérants et employés ont beaucoup à apprendre pour satisfaire aux exigences de leurs nouveaux clients en ce qui concerne le ciblage du marketing, la détermination des prix, la gestion du travail ainsi que des

techniques de production différentes de celles utilisées pour les bateaux utilitaires. En outre, l'industrie fait face à une pénurie de plus en plus aiguë de travailleurs compétents dans des domaines autres que la simple menuiserie, par exemple celui de l'installation de moteurs. Cela dit, tout en développant ces habiletés et en se préparant à ces nouveaux marchés, les constructeurs sont heureux de pouvoir compter sur la forte demande de bateaux de pêche.

Par ailleurs, certaines entreprises se spécialisent dans l'usinage, l'électronique navale et l'entretien de plus grands navires de pêche (à coque d'acier) et de navires commerciaux. Propriété de la société Irving, la Dartmouth Marine Slips exploite deux entreprises dans la région. La Steel and Engine Products (STENPRO) emploie 120 personnes à Liverpool, dont environ la moitié travaille à la réparation de navires et l'autre à la fabrication de réservoirs et de trémies. Cette entreprise a pour but de développer le marché offshore. Loué de la province il y a quelques années, le chantier Shelburne Boat Repair a largement amélioré son réseau de transport par rail et compte de 30 à 40 employés permanents. À Lunenburg, l'historique Lunenburg Industrial Foundry Engineering emploie 50 personnes; l'entreprise est située sur les mêmes quais que Scotia Trawler Equipment (43 employés), propriété de la High Liner Foods.

La célébrité de Lunenburg – et peut-être une partie de son avenir économique – tient à sa réputation d'avoir su conserver les divers corps de métiers grâce auxquels on a construit et remis en état des navires tels que le *Bluenose II*. Un groupe de 75 investisseurs locaux a récemment fourni les trois millions de dollars nécessaires à la conversion en brick du *Picton Castle*, un vieux vapeur à coque d'acier. Transformé en grand voilier, le navire a entrepris une circumnavigation de 18 mois dont les 20 passagers assument tous les frais. On espère que, avec la venue des grands voiliers à Lunenburg en l'an 2000, les industries navales de la région pourront établir des relations avec les propriétaires et avec les capitaines, afin d'obtenir plus tard des contrats de rénovation et de remise en état. Même les chantiers traditionnels font preuve d'imagination : à l'automne de 1999, le chantier Snyder's Shipyard, de Dayspring (où fut construit le *Bluenose II*), achevait la construction d'une réplique grandeur nature du remorqueur Theodore Tugboat, personnage d'une émission de télévision pour enfants, pour le compte d'un client de l'industrie du spectacle.

## ■ Agriculture : en quête de nouveaux produits

L'agriculture joue un rôle relativement effacé dans l'économie de la région : le Sud-Ouest compte moins de 13 % des terres arables de la province. Ce chiffre n'indique cependant pas la place relative de l'agriculture. Tout d'abord, la plupart des terres considérées comme agricoles dans le comté de Lunenburg sont utilisées pour la culture d'arbres de Noël. Dans le comté de Digby et, à un moindre degré, dans celui de Yarmouth, on se livre à une autre activité peu commune, l'élevage d'animaux à fourrure. Cette pratique requiert peu d'espace, et les animaux sont surtout nourris de déchets de poisson.

Quant à l'agriculture proprement dite, la production laitière ne représente que 3,6 % de la production néo-écossaise. On compte dans le Sud-Ouest 21 producteurs, et leur revenu annuel moyen se situe entre 175 000 et 200 000 \$, soit environ 33 % de moins que la moyenne provinciale. L'industrie est concentrée dans les comtés de Lunenburg (14 producteurs) et de Yarmouth (6); il existe une ferme laitière dans le comté de Queens<sup>39</sup>. On compte une petite laiterie à Yarmouth (Cook's Dairy Farm, 35 employés) et un producteur de yogourt plus important à Lunenburg (Peninsula Farm, 52 employés). Ces deux entreprises expédient leurs excédents de lait à la coopérative Farmers, basée à Halifax. On relève aussi la présence de deux petits producteurs de fromages fins, l'un près de Lunenburg (Buttercup Farm, 2 employés) et l'autre près de Yarmouth (Ferme de l'Acadie).

L'élevage porcin est pratiqué dans les comtés de Digby et de Lunenburg; quatre producteurs se côtoient dans la région de Concession, près de Saulnierville, et les comtés de Yarmouth et de Queens comptent un producteur chacun. La production annuelle totale est d'environ 40 000 bêtes, soit une valeur de 6 millions de dollars, et représente 18 % de la production provinciale<sup>40</sup>. L'élevage du bœuf est en déclin dans la région et celui du mouton est très faible.

L'industrie des boissons et de l'alimentation compte quelques petits producteurs de spécialités régionales, dont trois de « *râpure* » dans la municipalité de Clare et deux de choucroute dans la région de Lunenburg. On dénombre aussi un petit vignoble non loin de Mahone Bay; on y exploite à la fois une bleuetière et ce vignoble dont on tire 15 marques de vin (et qui constitue une attraction touristique en soi).

39. Nova Scotia Dairy Commission.

40. Données de Pork Nova Scotia (office de commercialisation).

On s'est beaucoup intéressé, dans ce secteur, à l'industrie des petits fruits. La récolte du bleuet sauvage y est modérée; récemment, on a encouragé la plantation d'une variété de bleuet « cultivé » dit arborescent, dont le fruit est plus gros et commande un meilleur prix. On amorce aussi la culture de la canneberge, notamment dans le comté de Shelburne, où se trouvent la plupart des terres marécageuses de la province. Le coût des évaluations environnementales et de la mise en culture demeure cependant un obstacle.

Environ 85 % de l'élevage du vison a lieu dans le sud-ouest de la province et génère des revenus de près de 16 millions de dollars, quoique les prix fluctuent largement d'une année à l'autre. Le nombre d'éleveurs est variable, certains des moins importants quittant le marché ou y revenant, mais il a généralement décliné au cours des dernières années. On en comptait 113 en 1988, 55 en 1993 et 57 en 1994. Conséquence de la montée des prix survenue en 1995, ce nombre est passé à 67 en 1997. Le nombre de producteurs de peaux de renard quant à lui a régulièrement diminué – de 200 en 1987 à 42 en 1997<sup>41</sup>.

En dépit de la chute du nombre de producteurs, la production de vison en 1998 (437 000 peaux) avait plus que doublé en six ans et l'industrie prévoit la doubler de nouveau d'ici à 2004. Cette production est écoulée sur les marchés de la fourrure de Toronto et de Seattle; l'Asie et la Russie en sont devenues les principales destinations. Après l'année record de 1995, ces marchés ont subi une baisse des prix, mais les ennuis économiques des dernières années semblent s'estomper dans ces régions, ce qui donne espoir aux producteurs. Comme toute industrie exigeant une main-d'œuvre abondante, celle de la fourrure s'efforce de réduire ses coûts en recourant à des systèmes automatisés pour nourrir, abreuver et surveiller les animaux et en mettant au point des installations communes pour la production de moulées et l'écorchage des animaux.

## ■ Foresterie et produits du bois

L'industrie forestière est fort active dans les comtés de Queens, de Digby et de Lunenburg. Des trois géants industriels de la région, le plus important est la Bowater Mersey Paper Company Ltd., dont la papeterie de Milton (Liverpool) emploie 750 personnes (cols blancs, forestiers et travailleurs en usine), auxquelles s'ajoutent les 110

41. Nouvelle-Écosse, *Nova Scotia Agricultural Statistics*, 1998, tableau 39.

employés de la scierie de Bridgewater. Vient ensuite ABT Building Products Canada Ltd., qui emploie 320 personnes à son usine de bois franc d'East River, près des limites du comté de Halifax. Quant à la compagnie J.D. Irving Ltd., elle exploite une scierie et une usine à déchiqueter le bois à Weymouth (200 employés) et achète de grandes quantités de copeaux dans le sud-ouest de la province. Une grande partie de ces copeaux est expédiée par camion à Digby et par traversier à l'usine de pâte à papier de Saint John (N.-B.), mais la compagnie en vend aussi à Bowater et au moulin de Kimberley-Clark de Trenton, dans le nord-est de la Nouvelle-Écosse.

Autre importante compagnie, Harry Freeman and Son Ltd. Greenfield, comté de Queens (125 employés) produit des maisons de bois rond préfabriquées, ainsi que des planchers. Au nombre des autres entreprises de ce secteur, on compte Lewis Mouldings and Wood Specialties (Weymouth, 90 employés) et Nauss Bros. Ltd. (Bridgewater, 90 employés), manufacturier d'armature de poutres destinées à l'industrie de la construction.

On dénombre dans la région environ 30 scieries et ateliers de transformation du bois qui emploient au total 290 personnes. Environ la moitié de ces entreprises sont situées à l'intérieur des terres; celles qui sont implantées en bordure des côtes sont généralement de petite taille (1 à 5 employés) et spécialisées dans la fabrication de caisses pour l'empaquetage du poisson.

Fortement axée sur les exportations, l'industrie du bois est sujette aux fluctuations de l'offre et de la demande. Pendant les dernières années, la demande a été soutenue, mais les problèmes économiques en Asie ont provoqué un fléchissement de la demande de papier journal. L'usine Bowater Mersey a obtenu un contrat d'approvisionnement du *Washington Post*, ce qui absorbe la moitié de sa production et stabilise la demande, mais elle n'en a pas moins dû procéder à des interruptions épisodiques plus fréquentes que jadis.

De plus, des changements technologiques sont survenus dans l'industrie. Au cours des années 1990, l'usine Bowater s'est convertie à la fabrication de pâte à papier par procédé thermique, ce qui permet d'utiliser, à production égale, moins de bois que ne l'exigeait le procédé chimique. Il s'en est suivi une chute radicale de la demande de bois provenant des secteurs éloignés (comté de Digby et nord du comté de Yarmouth).

Phénomène intéressant, ce changement technologique a provoqué la création, à Meteghan, d'une nouvelle scierie spécialisée dans

la production de bois de petite taille. Un groupement de 120 propriétaires de terres à bois, entrepreneurs et camionneurs ont investi plus de 300 000 \$ dans la coopérative d'investissement Nova West, laquelle s'est associée aux dirigeants de deux scieries du comté de Digby et d'une société du Nouveau-Brunswick spécialisée dans la mise en marché du bois pour créer Eagle Timber, une scierie qui produit des panneaux et des montants de huit pieds séchés au four. Les mêmes propriétaires de terres à bois songent maintenant à s'engager dans une entente de même nature afin d'exploiter les réserves locales de feuillus.

Même si elle est officiellement classée comme activité agricole, l'industrie des arbres de Noël du comté de Lunenburg doit être considérée comme un segment particulier de la foresterie. Arbres et couronnes sont une exportation saisonnière majeure et assurent un important revenu d'appoint aux fermiers et aux propriétaires de terres à bois. À l'époque de la récolte, la pénurie de travailleurs pèse lourd sur ce segment de l'économie rurale.

### ■ **Tourisme : miser davantage sur l'authenticité**

Pour le touriste, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse s'avère une région attrayante. Ses paysages n'ont certes pas la majesté du Cap-Breton ou des caps Chignecto ou George, mais d'intéressantes perspectives se dégagent tout au long des routes principales, des routes côtières qui ceignent la péninsule et des sentiers qui conduisent d'une grève à l'autre par-delà les promontoires; quant aux amateurs de navigation de plaisance, ils trouveront là de multiples occasions de pratiquer leur sport favori. L'élément humain est tout aussi intéressant – pour les variations d'atmosphère, de parler et de langue que l'on découvrira dans les villes, les villages et lors de rencontres inopinées. Parcourir la région, particulièrement le *South Shore*, permet de découvrir des architectures remarquables. Pour toutes ces raisons, la région a attiré une impressionnante colonie d'artistes et d'artisans.

Ce portrait de l'économie touristique ne serait pas complet sans noter la fascination qu'exerce la région sur tous ceux, retraités ou autres, qui y trouvent une atmosphère en harmonie avec leur philosophie personnelle. Européens et Américains sont à l'affût des occasions d'achat de propriété. Les pancartes qui affichent « propriété privée » ne sont pas sans froisser quelque peu les résidents de longue date, mais nombre d'entre elles disparaissent lorsque les nouveaux propriétaires s'adaptent au milieu culturel.

Le succès de la région tient aussi aux multiples activités qu'elle propose. On y trouve de nombreux restaurants de grande qualité, des musées, des galeries et des studios, de vieilles églises, des navires historiques et des phares accessibles au public; des festivals régionaux et des productions théâtrales sont aussi à l'affiche.

L'accès à la nature constitue désormais un volet important de l'industrie touristique. Dans le *Digby Neck*, plus de 10 bateaux emmènent les voyageurs admirer les baleines, fréquentes dans la baie de Fundy. Ailleurs, on propose des excursions en mer ainsi que la possibilité de pratiquer la plongée sous-marine, le kayak, les randonnées pédestres avec guide et de mener des excursions cyclistes. On y fait aussi la promotion de l'ornithologie; même en hiver, on peut observer plus de 160 espèces d'oiseaux dans la région. La plupart de ces activités peuvent être pratiquées à l'année longue, car la neige est fort peu persistante; on a même dû renoncer, au parc national Kejimikujik, à entretenir des pistes de ski de randonnée.

Consciente de la facilité d'accès à de tels décors naturels, la région s'est intéressée à une toute nouvelle industrie qui, à la limite, tient aussi du tourisme : la production cinématographique. Aussi bien des films (p. ex., *The Scarlet Letter*) que des séries télévisées ont déjà été tournés dans la région. On est en train de transformer une station de communications maritimes située non loin de Shelburne en un studio d'enregistrement, et le collège communautaire propose depuis peu un programme en techniques de son. La plupart des emplois seront sans doute accordés aux membres d'équipes de tournage venues de l'extérieur, sinon de Hollywood, du moins de Halifax ou d'ailleurs au Canada. Mais restaurateurs et aubergistes savent depuis longtemps que les artisans du cinéma ne sont guère différents des autres – ils leur faut se nourrir et se loger.

Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse compte un peu plus de 200 lieux d'hébergement pour touristes. Ces entreprises sont de toutes catégories, depuis les hôtels de taille moyenne (p. ex., le Rodd's Grand Hotel de Yarmouth, 138 chambres) jusqu'aux gîtes touristiques (habituellement 3 chambres). En haute saison, la région propose quelque 2 350 chambres; hors saison, ce nombre chute d'environ 930. Les 1 420 chambres restantes ne sont pas toutes occupées, mais les propriétaires évaluent les revenus par rapport aux dépenses et, dans la plupart des cas, estiment que cela vaut la peine d'offrir leurs services à l'année longue. Ils sont de plus en plus nombreux en effet à tenter d'accroître leurs revenus en misant sur la clientèle des fins de semaine que constituent les citoyens de Halifax et d'autres centres

urbains. Environ la moitié des gîtes touristiques restent ainsi ouverts durant toute l'année. Distant de 235 kilomètres de Halifax, le comté de Digby enregistre la plus grande différence entre les disponibilités hôtelières de l'hiver et celles de l'été.

Dans les comtés de Queens et de Lunenburg, la construction et l'expansion d'entreprises d'hébergement se poursuivent sans arrêt; dans la région de Clare, la perspective de la tenue du Congrès mondial acadien, en 2004, a provoqué un boum de la construction hôtelière. On espère que cet événement fera connaître la région et augmenter la fréquentation touristique. Les auberges et, surtout, les gîtes touristiques s'y multiplient.

L'industrie touristique a déployé de grands efforts pour tirer profit des rapports de la population régionale avec l'étranger. Région de vieille colonisation européenne, le Sud-Ouest entretient de nombreux liens avec la Grande-Bretagne et le continent européen. La colonie loyaliste installée aux alentours de Shelburne a produit un style architectural familier aux gens de la Nouvelle-Angleterre et développé un esprit d'indépendance qui plaît aux Américains en général. La population acadienne d'Argyle et de Clare, qui a parfaitement réussi à faire revivre son histoire culturelle, religieuse et économique, entend tout mettre en œuvre pour accueillir les participants au congrès de 2004.

Les Allemands venus en touristes et ceux qui ont fait l'acquisition de maisons dans la région ont fini par créer, de même, une importante diaspora à proximité de Lunenburg, agglomération fondée par des Allemands au 18<sup>e</sup> siècle. Cet exemple a inspiré des gens du comté de Shelburne, où exista brièvement une colonie islandaise vers la fin des années 1800; les Huskilson, seule famille issue de cette colonie, sont aujourd'hui bien connus en Nouvelle-Écosse. On s'efforce aussi d'établir de tels contacts à Lockeport, où existent déjà de forts liens commerciaux avec les pêcheurs commerciaux d'Islande. Finalement, on a aussi fait quelques tentatives pour attirer l'attention sur la survie d'une petite communauté de Loyalistes de race noire dans la région de Shelburne, qui avaient accompagné leurs employeurs yankees à titre de serviteurs. Outre ces connexions ethniques et généalogiques, l'industrie touristique cherche aussi à combler diverses attentes en matière technologique, économique et culturelle.



## ■ Transports

La région étant lourdement dépendante des exportations (le tourisme est considéré comme une exportation, même si le « produit » entre dans la région plutôt qu'il n'en sort), les liens avec d'autres régions et d'autres pays sont d'une importance vitale. Dans la région du Sud-Ouest, les liaisons les mieux développées se font par la route et par la mer. Le service aérien, qui relie Yarmouth à Halifax et à Boston, n'a été restauré que récemment, après quelques années durant lesquelles on décourageait le service « sur demande ».

Durant l'hiver, lorsque les traversiers ne sont pas tous en service, plusieurs exportateurs – particulièrement de poisson – doivent acheminer leurs produits de 750 à 800 kilomètres de route seulement pour atteindre la frontière Maine—Nouveau-Brunswick. La modernisation du réseau routier qui relie Halifax aux États-Unis est une mesure populaire – les tarifs des postes de péage le sont moins.

Le service de traversier permanent entre Digby et Saint John (N.-B.) demeure une bonne solution de rechange, mais le *Princess of Acadia*, que la société Bay Ferries a acquis de l'ancien propriétaire (Marine Atlantique), possède une capacité limitée. Le navire étant abondamment utilisé par les camions de l'industrie forestière, les entreprises qui doivent livrer leurs produits rapidement – par exemple, les expéditeurs de poisson – hésitent à l'utiliser, de crainte d'avoir à subir de longues attentes avant d'y trouver place. Bay Ferries prévoit remplacer le *Princess* en 2001.

Deux traversiers relient Yarmouth aux États-Unis, mais ils ne prennent la mer que de mai à octobre. Bay Ferries a remplacé le *Bluenose* (ancien traversier de Marine Atlantique) par le « cat », un traversier de type catamaran, extrêmement rapide, qui effectue en trois heures la liaison Yarmouth—Bar Harbor (Maine). Ce service est cependant exclusivement réservé aux passagers et aux véhicules non commerciaux : les automobiles et quelques autobus en nombre limité. Accueilli plutôt froidement en 1997, ce service est devenu très populaire. L'autre traversier depuis Yarmouth est le *Scotia Prince*, géré par Prince of Fundy Tours. Il s'agit d'un traversier classique qui embarque automobiles et camions; il boucle quotidiennement, à raison de 11 heures dans chaque direction, le circuit Portland-Yarmouth-Portland.

Dans la perspective du tourisme, les routes 101 et 103 permettent de se rendre rapidement à Halifax ou au Cap-Breton, mais elles n'attirent guère de visiteurs car leur parcours est essentiellement

désertique. Mieux vaut, pour le visiteur, emprunter les routes secondaires et surtout tertiaires. La conversion des voies ferroviaires en sentiers pédestres, en pistes cyclables et, peut-être, en pistes de VTT (cette dernière hypothèse fait l'objet de débats au niveau local) risque de ne jamais voir le jour, car les voies de l'ancienne ligne du CN de même que celle de la ligne DAR qui reliait Yarmouth à Halifax en passant par Digby sont considérées comme les tracés possibles d'embranchements de gazoduc.

## ■ Résumé

L'économie du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse repose d'abord sur l'entreprise privée, car le secteur public n'y est guère présent, exception faite des hôpitaux et des établissements d'enseignement. Relativement prospère, l'industrie des pêches et de la transformation du poisson constitue toujours le moteur de l'économie, mais elle devra composer avec la diminution des ressources halieutiques nationales et internationales; elle y arrivera vraisemblablement en procédant à l'expansion d'une aquaculture encore à ses débuts. Quant à la foresterie, elle demeure stable et offre des perspectives de développement pour les cultures spécialisées et la fabrication de produits à valeur ajoutée.

La diversification des secteurs secondaire et tertiaire demeure un objectif dans l'ensemble de la région. C'est dans le comté de Lunenburg qu'on y parvient le mieux, car les employeurs peuvent puiser dans le bassin de services professionnels appropriés que comprennent Halifax et ses environs, et attirer des travailleurs en leur faisant valoir que, s'ils déménagent pour accepter un nouvel emploi, ils auront tout de même assez facilement accès à la capitale et à ses commodités. La réimplantation d'une industrie textile à Yarmouth diversifierait la base industrielle de cette communauté, et la réussite des programmes universitaires en sonorisation à Shelburne apporterait à cette région essentiellement dépendante des pêcheries un revenu touristique et des emplois de type professionnel.

L'industrie touristique est inégalement répartie dans la région. La côte sud, qui s'étend à deux heures à peine de Halifax, a remporté des succès évidents, et les régions de Digby et de Yarmouth connaissent une bonne affluence durant l'été. Par contre, le comté de Shelburne et les municipalités de Clare et de Argyle demeurent relativement sous-développés et, en certains endroits, le tourisme ne deviendra probablement jamais une source régulière d'activité.

La coopération entre concurrents, sous la forme de groupes de concertation, se pratique dans certains secteurs. C'est ainsi que les constructeurs navals de la région se sont regroupés afin de dénicher des marchés d'exportation pour les bateaux récréatifs. Des organismes régionaux de développement économique particulièrement dynamiques s'activent aussi au recrutement et au développement d'entreprises.

Une voie qui offre beaucoup de potentiel pour la région consiste à développer et à raffiner les méthodes de fabrication et les habiletés acquises par les entreprises locales pour satisfaire aux besoins locaux, afin de prendre de l'expansion sur les marchés d'exportation, comme l'ont fait les constructeurs navals et les compagnies qui ont étendu leur expertise et leurs activités aux plastiques et aux matériaux de pointe. De nombreuses compagnies et de nombreux individus possèdent, de toute évidence, des liens étroits avec le monde extérieur, ainsi que les compétences requises pour profiter des occasions qu'offrent ses marchés.





## Le secteur public

Dans les années 1960 et 1970, la Nouvelle-Écosse est devenue, tout comme les autres provinces Maritimes, de plus en plus dépendante du gouvernement. Les programmes fédéraux de soutien au développement économique, l'expansion du programme d'assurance-chômage et les transferts fédéraux aux provinces dans le cadre des programmes de santé et d'éducation ont tous contribué à accroître le rôle du gouvernement dans l'économie provinciale.

La décennie 1990, en revanche, a été celle des réductions budgétaires et du retrait de l'État amorcés sous les Conservateurs et accélérés sous les Libéraux, élus en 1993 avec le mandat d'équilibrer les comptes budgétaires et de contrôler la dette nationale. Les années écoulées depuis lors ont été marquées par la réduction de la fonction publique fédérale, d'importantes compressions des budgets militaires, les programmes de désengagement dans les infrastructures (participation fédérale dans les ports, les aéroports, les traversiers, les ports de mer et les écloseries de poissons), la réduction des paiements de transfert aux provinces pour fins de santé, d'aide sociale et d'éducation postsecondaire, et l'adoption d'une réforme majeure du programme d'assurance-chômage (désormais appelé programme d'assurance-emploi).

Entre 1993 et 1997, les emplois dans les ministères et organismes fédéraux en Nouvelle-Écosse ont chuté de presque 19 %<sup>42</sup>. Si la plupart étaient des emplois des services généraux du gouvernement, les militaires ont aussi largement écopé. Au niveau provincial, la réduction globale des emplois a été de l'ordre de 9,2 %, surtout dans les domaines de la santé et des services sociaux.

Dans les cinq comtés du Sud-Ouest, les bases militaires ont été les principales victimes de la réduction des emplois au fédéral. Mais il y a plus. Les décisions relatives à l'orientation des politiques et des programmes adoptées par Ottawa au cours de cette période ont eu

---

42. Statistique Canada, *Nova Scotia Statistical Review*, août 1998, « Public Sector Employment and Wages and Salaries », 1997, cat. 72-209.

un impact important sur les infrastructures et les services gouvernementaux dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Ainsi :

- Dans le *Livre blanc sur la défense* qu'il rendait public en 1994, le ministère de la Défense nationale annonçait un plan quinquennal visant à réduire les forces régulières au pays de 93 000 à 60 000 membres, tandis que le personnel civil passerait de 35 000 à 20 000 employés en 1999. Dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, les bases de Cornwallis et de Shelburne et les stations de Mill Cove et de Barrington ont toutes été fermées au cours de la dernière décennie.
- En 1994, Transports Canada annonçait un changement de sa politique nationale, selon lequel le gouvernement abandonnait son rôle de propriétaire et d'exploitant des aéroports pour celui de locateur et d'autorité de réglementation<sup>43</sup>. Trois ans plus tard, l'aéroport de Yarmouth était privatisé.
- Rendue publique en décembre 1995, la politique nationale de la mer soulignait l'intention du gouvernement de rationaliser le système canadien des transports; elle comprenait aussi le programme de cession des installations portuaires. Le port de Shelburne a été cédé au ministère des Pêches et des Océans, celui de Weymouth a été vendu, et les ports de Yarmouth et de Digby sont désormais administrés par des groupes locaux.
- Marine Atlantique, société d'État qui exploitait les services de traversier au Canada atlantique, ne s'occupe plus que du service vers Terre-Neuve; tous les autres ont été privatisés, dont ceux de Digby et de Yarmouth.
- Dans sa révision des programmes de 1994-1995, Pêches et Océans Canada adoptait un programme visant à poursuivre la création d'administrations portuaires chargées d'assurer la gestion des ports de pêche commerciale, à se retirer lui-même de tous les ports de plaisance et à éliminer les ports de pêche inactifs<sup>44</sup>. Des 160 ports de pêche du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 15 n'appartiennent plus à la Direction des ports pour petits bateaux de Pêches et Océans Canada, 76 ont maintenant une administration portuaire, et l'on prévoit que 35 des 69 restants seront pris en charge localement d'ici quelques années – c'est-

---

43. Politique nationale des aéroports.

44. Ports pour petits bateaux, Orientations du programme, 1999.

à-dire seront privatisés et disparaîtront donc de l'inventaire de la Direction<sup>45</sup>.

- La Division de la pêche récréative de Pêches et Océans Canada s'est départie de plusieurs installations piscicoles dans la région atlantique. Celle de Yarmouth a été fermée en 1992.

Des centaines d'emplois sont aussi remis en question à la 14<sup>e</sup> escadre de Greenwood. À l'été de 1999, les autorités militaires ont annoncé la fermeture progressive, sur trois ans, de l'escadron 434 (escadron d'appui au combat). Elles envisagent aussi de réduire la flotte de 16 appareils Aurora affectés à la base et de confier les services d'approvisionnement à la sous-traitance. L'escadre de Greenwood compte actuellement 1 950 militaires et 240 employés civils. Bien que située dans le comté d'Annapolis, c'est-à-dire hors de la région du Sud-Ouest, la base contribue nettement à l'économie de toute la région.

On ne compte qu'un seul ajout à la présence fédérale durant toutes ces années : le Centre international Lester B. Pearson, qui a été établi à l'ancienne base militaire à Clementsport, près de Cornwallis, et qui emploie environ 85 personnes.

Cette nouvelle orientation du gouvernement, qui entraîne des fermetures et la cession d'infrastructures, est évidemment source de préoccupations, car elle provoque des pertes d'emploi, particulièrement chez les militaires. Mais la perte de services gouvernementaux est peut-être encore plus grave.

Soucieuse du sort des petites communautés à la suite d'un tel retrait de l'État (bénéficieraient-elles encore des services gouvernementaux, et comment?) la South West Shore Development Authority a systématiquement recueilli des données sur les réductions fédérales et provinciales survenues au cours de cette décennie. Elle estime, par exemple, que le nombre d'emplois au sein de la fonction publique fédérale dans les comtés de Yarmouth et de Shelburne est passé de 600 à moins de 100, et que les salaires ont chuté de 30 millions de dollars à près de 10 millions de dollars<sup>46</sup>.

L'agence s'appuie sur de telles données pour soutenir sa position dans les discussions sur le rôle futur du gouvernement quant au développement de régions comme le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse.

45. Canada, ministère des Pêches et des Océans, Direction des ports pour petits bateaux, Moncton, N.-B.

46. South West Shore Development Authority, *Summary: Government Employment Statistics of the South West Shore*, 1990, 1995 et 1998.

Dans plusieurs communautés, Postes Canada et, dans certains cas, la GRC constituent la seule présence du fédéral.

Au niveau provincial, les services de santé et d'éducation sont les principaux employeurs gouvernementaux, bien qu'on y ait aussi réduit le personnel au cours de la dernière décennie. Dans le Sud-Ouest, le système de santé est géré par le Western Regional Health Board, dont le siège social de Cornwallis compte sept employés<sup>47</sup>. Les services comprennent, entre autres, l'hôpital régional de Yarmouth (819 employés), les hôpitaux communautaires de Digby (131 employés), de Liverpool (129 employés) et de Shelburne (111 employés), ainsi que la Health Services Association of the South Shore, de qui relèvent les hôpitaux de Bridgewater et de Lunenburg (651 employés au total).

Dans le domaine de l'éducation, les principaux employeurs sont le Southwest Regional School Board qui, outre son siège social à Yarmouth (270 employés) et un bureau régional à Bridgewater, compte 67 écoles dont le personnel total s'élève à près de 2 000 personnes (personnel enseignant et non enseignant); le Conseil scolaire acadien provincial, dont le siège social est situé à Meteghan (150 employés) et de qui relèvent 10 écoles réparties dans la région (250 employés); et l'Université Sainte-Anne (130 employés). On dénombre aussi deux campus du Collège de l'Acadie (Tusket et La Butte) et trois campus du Nova Scotia Community College (Bridgewater, Shelburne et Burrige).

Parmi les autres employeurs gouvernementaux importants, notons le Pines Resort Hotel, de Digby (150 employés), et le Shelburne Youth Centre, jadis le Shelburne School for Boys (100 employés).

Les prestations versées aux particuliers par le gouvernement fédéral entrent dans les catégories suivantes : assurance-emploi, pensions de vieillesse, allocations familiales, pensions d'anciens combattants et pensions aux fonctionnaires. Depuis 1993, le pourcentage des prestations d'assurance-chômage (par rapport à l'ensemble des prestations) a régulièrement diminué, alors que celui des prestations de sécurité de la vieillesse a augmenté.

Les réformes en profondeur apportées au régime d'assurance-chômage ont réduit le nombre de bénéficiaires et la valeur des prestations. Le tableau 13 montre les changements intervenus à cet égard entre 1991-1992 et 1998-1999.

---

47. Western Regional Health Board, équivalents temps plein en novembre 1999.



**Tableau 13**  
**Réclamations et prestations d'assurance-emploi,**  
**sud de la Nouvelle-Écosse et province,**  
**de 1991-1992 à 1998-1999**

	Nombre de demandes (initiales et renouvelées de prestations)		Montant des prestations versées (× 1 000 000 \$)	
	Sud de la N.-É.	Province de la Nouvelle-Écosse	Sud de la N.-É.	Province de la Nouvelle-Écosse
1991-1992	38 321	146 816	167,4	689,4
1992-1993	37 016	142 066	174,8	719,6
1993-1994	36 355	135 523	170,9	704,2
1994-1995	3 705	127 401	179,7	729,4
1995-1996	33 009	124 865	153,4	620,3
1996-1997	30 838	115 557	141,0	564,1
1997-1998	30 764	113 061	132,7	505,9
1998-1999	29 202	110 643	133,5	510,4

Source : Développement des ressources humaines Canada (DRHC), dossiers administratifs, Halifax.

Note : Les régions définies par DRHC ne coïncident pas avec celles de Statistique Canada. DRHC définissait dans la partie sud de la province quatre régions qui ont été combinées en 1996 pour former la zone du « sud de la Nouvelle-Écosse », qui comprend les comtés d'Annapolis et de Kings, ainsi que Digby, Yarmouth, Shelburne, Queens et Lunenburg.

Dans le sud et dans l'ensemble de la province, le nombre de demandes de prestations a chuté de 25 % au cours de cette décennie et le montant total des prestations versées est passé d'un sommet de 179,7 millions de dollars en 1994-1995 à 133,5 millions de dollars en 1998-1999, soit une perte de 46 millions de dollars. C'est là, en effet, une somme qui a été soustraite de l'économie locale.

La réforme de l'assurance-emploi n'est pas, notons-le, la seule cause de ces changements. Le nombre de prestataires et les sommes ainsi consenties dépendent aussi de l'état de l'économie. Il n'en reste pas moins, cela dit, que les prestataires sont moins nombreux qu'ils ne l'étaient il y a 10 ans et que les revenus provenant des prestations d'assurance-emploi représentent un pourcentage de moins en moins élevé de l'ensemble des revenus dans la région du Sud-Ouest.

Les transferts du fédéral aux provinces sont effectués dans le cadre de divers programmes dont les plus importants, quant à la région de l'Atlantique, sont le régime de péréquation et le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. En 1997-1998, les montants ainsi accordés à la Nouvelle-Écosse s'élevaient à deux

milliards de dollars, dont 65 % l'étaient à titre de paiements péréquation et 24 % à titre de paiements du Transfert en matière de santé et de programmes sociaux<sup>48</sup>. Ces sommes représentaient 45,4 % des revenus totaux de la province (4,5 milliards)<sup>49</sup>.

Durant les années 1990, les transferts fédéraux ont considérablement diminué, particulièrement en matière de santé et d'éducation. En Nouvelle-Écosse, les réductions les plus importantes ont été subies au chapitre du transfert pour la santé et les programmes sociaux. Au cours de trois exercices financiers (de 1997 à 1999), la province estime avoir reçu 415 millions de dollars de moins que prévu.

En prévision des réductions à venir, la province a adopté une série de mesures de compression des coûts au cours des premières années de la décennie. Le gouvernement a obligé les fonctionnaires à prendre des journées de congé non payé, il a institué une réduction salariale de 3 % et imposé un gel des salaires qui a duré trois ans. Il a soumis les dépenses des ministères à un plafond. Le sud-ouest de la province a été particulièrement touché par la régionalisation des systèmes de santé et d'éducation, mesure imposée, en partie, par le besoin de contrôler les dépenses.

Dès 1989, la Commission royale sur les soins de santé avait proposé la régionalisation du système de santé. Elle recommanda la création de régions sanitaires dans lesquelles les conseils locaux d'administration des hôpitaux seraient remplacés par des conseils régionaux de santé, de plus grande portée. On institua quatre conseils régionaux en 1994<sup>50</sup> et, en 1996, le ministère de la Santé entreprit de leur confier diverses responsabilités, dont l'administration, les services hospitaliers et les services psychiatriques. Ces mesures furent appliquées en pleine période de restructuration hospitalière, alors que l'on procédait à des fusions, à des suppressions de lits et à des réductions budgétaires.

Le Western Regional Health Board couvre sept comtés (les cinq comtés qui, selon Statistique Canada, sont situés dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, ainsi que ceux de Kings et d'Annapolis). Il gère 10 centres de soins, dont les hôpitaux régionaux de Yarmouth et de Bridgewater et ce qu'on appelle désormais les hôpitaux com-

48. Comptes publics de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice clos le 31 mars 1998, vol. 1 : États financiers, Halifax, 1998.

49. Selon les données fournies par le ministère provincial des Finances.

50. Quatre établissements ont été exclus de cette structure : le Cape Breton Health Care Complex, le Nova Scotia Hospital de Dartmouth et, à Halifax, le IWK-Grace Hospital et le Queen Elizabeth II.

munautaires de Digby, de Shelburne, de Liverpool et de Lunenburg (ce dernier étant considéré comme faisant partie de l'hôpital régional de Bridgewater).

En centralisant l'administration et le service des achats, la régionalisation a permis des épargnes annuelles de deux millions de dollars<sup>51</sup>. On procède aussi à la centralisation des services financiers, grâce à quoi on a pu adopter certaines mesures novatrices : c'est ainsi que le conseil régional dispose maintenant d'une unité mobile de mammographie qui, depuis mai 1997, a réalisé des examens auprès de plus de 11 000 femmes, dont 36 présentaient une tumeur.

Par contre, beaucoup d'emplois ont été perdus, particulièrement chez les infirmières, et on a dû éliminer des lits. À l'hôpital de Digby, où l'on pratiquait autrefois toutes les spécialités médicales, la chirurgie est devenue rarissime; à celui de Shelburne, elle est disparue. La ville de Lockeport ne dispose plus d'un service ambulancier local.

En 1998, la province a confié à un comité d'étude l'examen de la régionalisation des soins de santé. Rendu public à l'été de 1999, son rapport concluait : « À bien des égards, la régionalisation a connu des effets positifs. Il a été possible de réduire le nombre de gestionnaires, d'établir des normes communes et de réaliser des économies grâce à des mesures telles que les achats en gros. On craint, cependant, que les communautés ne soient quelque peu écartées du processus décisionnel et que l'imputabilité ne soit réduite<sup>52</sup>. »

Au cours de la dernière décennie, on a aussi régionalisé le système d'éducation. À la suite d'une table ronde sur l'éducation tenue en 1993, le gouvernement a procédé à une série de consultations publiques, suivies de la publication d'un livre blanc en 1995, de nouvelles consultations et, finalement, de l'adoption d'une nouvelle loi sur l'éducation en janvier 1996. En vertu de cette loi, le nombre de conseils scolaires est passé de 22 à sept, soit six anglophones et un francophone. Tout comme dans le cas des services de santé, cette régionalisation a permis de réduire les dépenses d'administration et le coût des achats<sup>53</sup>, et d'établir des normes communes en matière d'enseignement et d'emploi. Mais elle a aussi entraîné une perte, réelle ou ressentie, de contrôle local.

---

51. Selon les responsables du conseil régional.

52. *Minister's Task Force on Regionalized Health Care in Nova Scotia*, rapport final et recommandations, juillet 1999.

53. Le pourcentage du budget provincial consacré à la santé est passé, au cours de la décennie, de 28,4 à 31,2 %, tandis que celui de l'éducation a chuté de 23,7 à 17,2 %.

En dépit des réductions des paiements de transfert, la province a réussi durant trois années, vers le milieu de la décennie, à équilibrer ses budgets. Lorsque les Conservateurs ont accédé au pouvoir en 1999, les vérificateurs du gouvernement ont réécrit les rapports financiers de manière à y inclure les coûts de fonctionnement d'autres organismes gouvernementaux, telle la Sydney Steel Corporation, de sorte que les documents provinciaux indiquent maintenant un déficit pour chaque année de la décennie. Au moment d'écrire ces lignes, la province prévoyait un déficit de 497 millions de dollars pour 1999-2000 et une dette avoisinant 10 milliards de dollars. Du budget total de cinq milliards de dollars prévu pour cette année, on prévoit que 800 millions de dollars seront consacrés au service de la dette.

Pour conclure, il existe plusieurs façons de mesurer la dépendance de l'économie de la Nouvelle-Écosse, et celle du sud-ouest de la province en particulier, à l'égard du gouvernement. L'une d'entre elles consiste à calculer le pourcentage d'employés du gouvernement par rapport à la main-d'œuvre active totale. Comme nous l'avons noté précédemment, les emplois du secteur public sont passés de 32 % de la main-d'œuvre totale en 1993 à 27 % en 1997. Les régions comme le Sud-Ouest sont moins éprouvées par un tel déclin, car les emplois au sein du gouvernement ont tendance à être regroupés dans les grands centres; mais ils représentaient tout de même 20 % des emplois totaux et rapportaient 25 % des revenus d'emploi dans la région en 1996.

On peut aussi évaluer la dépendance relative des individus et des entreprises à l'égard des transferts fédéraux. Nous avons déjà montré que, pour les citoyens du Sud-Ouest, les revenus provenant de l'assurance-emploi ont proportionnellement diminué par rapport aux revenus totaux. Calculés en pourcentage du PIB provincial, les transferts fédéraux aux entreprises ont aussi considérablement diminué. Dans l'ensemble, les dépenses fédérales en Nouvelle-Écosse ont chuté, par rapport au PIB, d'un sommet de presque 35 % au début des années 1980 à 17 % en 1997<sup>54</sup>.

Depuis 25 ans, les dépenses gouvernementales ont fortement contribué à stimuler l'économie; le tarissement des sources fédérales a eu des conséquences importantes sur les régions, particulièrement sur l'avenir de régions telles que le Sud-Ouest. L'emploi dans le secteur public déclinant, une question s'impose : le secteur privé pourrait-il prendre la relève, créer des emplois et stimuler la croissance? Pour

---

54. Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux*, 1998, tabl. 1 et 13, cat. 13-213.

le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, la question la plus importante est probablement celle du retrait de l'État, ou de l'impression de son retrait, des services et des infrastructures : au niveau fédéral, la cession des ports de mer, des ports de pêche, des aéroports, des traversiers, ainsi que la fermeture des bases militaires; au niveau provincial, la régionalisation des systèmes de santé et d'éducation. Dans le Sud-Ouest, nombreux sont les citoyens qui perçoivent le gouvernement comme étranger. La question revient de plus en plus fréquemment : « Le gouvernement a-t-il encore un rôle à jouer dans le développement économique de la région? Et si oui, quel sera-t-il? »





## Conclusion

L'économie du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse se compare sous bien des aspects à celle des Maritimes prise globalement. Le taux d'activité de la population y est de quelques points inférieur à celui de la province ou de l'ensemble des Maritimes, mais le taux de chômage y est relativement semblable. Les revenus du travail y sont de 10 à 15 % inférieurs à la moyenne des Maritimes, ce qui est compréhensible pour une région aussi rurale – il s'agit de la région économique la moins urbanisée des Maritimes. Le Sud-Ouest compte une forte proportion (23 %) d'emplois autonomes, qui sont fortement concentrés dans les pêches; il s'agit de loin du plus haut taux de travail indépendant parmi les 11 régions économiques des provinces Maritimes. Bien que la région compte davantage que l'ensemble des Maritimes sur les diverses formes de transferts de revenus, la dépendance économique envers l'assurance-emploi, c'est-à-dire la part des revenus provenant des prestations de chômage, y est comparable. L'incidence du chômage (proportion de travailleurs qui recourent à l'assurance-emploi) y est toutefois plus élevée, parce que d'importants segments de l'économie, notamment l'industrie des pêches et la transformation du poisson, sont de nature saisonnière.

Les cinq comtés du Sud-Ouest ont beaucoup en commun : population vieillissante, émigration des jeunes, taux de chômage et d'analphabétisme supérieurs à la moyenne provinciale et niveau de scolarité inférieur. Mais ils présentent aussi de grandes différences. Lunenburg et Queens ont connu un développement économique plus soutenu, grâce à la présence historique de trois employeurs majeurs et à leur proximité de Halifax et, dans une moindre mesure, de Yarmouth (centre important de services et de commerce de détail). La croissance a été plus lente dans les comtés de Digby et de Shelburne, sans doute à cause de leur isolement relatif et de leur dépendance traditionnelle envers la seule industrie de la pêche.

De grands progrès ont cependant été réalisés au cours des dernières années. Les pêches et la foresterie sont demeurées stables et viables, largement en raison du développement d'une production à valeur ajoutée. De nouvelles technologies sont introduites, de concert avec

des partenaires internationaux – par exemple, dans l'élevage du flétan. On se tourne vers des ressources jusqu'alors inexploitées, telles la tourbe et les canneberges. Les technologies de l'information et des communications seront de plus en plus intégrées aux stratégies de développement. À cet égard, la Information Economy Initiative, mesure fédérale-provinciale au coût de 62 millions de dollars, annoncée en 1998, devrait s'avérer bénéfique. Dans les grands centres, l'aménagement de secteurs riverains et de plusieurs sites historiques a contribué à stimuler le tourisme. Et l'on a récemment tourné de nombreux films dans la région qui va de Lunenburg à Shelburne, ce qui a rehaussé son prestige et entraîné d'intéressantes retombées économiques.

Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est néanmoins l'une des régions des Maritimes qui ont le plus souffert de la récession du début des années 1990. Nos analyses confirment en effet un fléchissement de la plupart des indicateurs socioéconomiques. Les difficultés découlent en partie de la structure de l'activité économique régionale, qui demeure trop largement axée sur l'extraction et la première transformation des ressources naturelles. De plus, les ressources traditionnelles de la région en sont rendues à un stade de surexploitation et les activités qui y sont liées demeurent fortement saisonnières.

Il serait trompeur de vouloir attribuer à ces seuls facteurs les difficultés d'adaptation de cette économie régionale. Il est clair que les entreprises de la région, exportatrices ou non et quel que soit leur taille ou leur domaine d'activité, de même que les intervenants locaux ont dû composer avec de nouveaux paramètres. Ces nouveaux éléments s'inscrivent d'une part dans ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation de l'économie et son corollaire, l'exacerbation de la concurrence. Ils amènent des changements d'une grande ampleur dans les domaines des technologies et des communications, lesquels contraignent les entreprises à adapter leur gestion et à réorganiser leur production. Ils s'inscrivent d'autre part dans la réforme des politiques fédérales (dilution de l'État-providence, érosion de l'aide au développement régional) et subséquemment provinciales, à commencer par la rationalisation des dépenses publiques.

En clair, les nouvelles mesures fédérales se sont traduites par une baisse graduelle et substantielle des transferts aux provinces, aux particuliers et aux entreprises. Alors qu'ils représentaient plus de 46 % de leurs recettes au début des années 1980, les transferts fédéraux aux administrations provinciales des Maritimes ont diminué à 40 %



environ au tournant des années 1990, pour se maintenir à la baisse par la suite.

Les transferts sous forme de prestations d'assurance-emploi ont également beaucoup diminué à la suite de la réforme adoptée en 1994. Dans la région, les revenus de l'assurance-emploi ont chuté radicalement, de 175 à 133 millions de dollars (-24 %) de 1992-1993 à 1997-1998, soit un manque à gagner de 42 millions en l'espace de cinq ans.

Par ailleurs, pour atténuer les déficits croissants, les deux paliers de gouvernement ont été contraints de réviser la prestation de leurs services à la population tout en rationalisant leurs effectifs et leurs infrastructures. Bien qu'il soit difficile de préciser les pertes d'emploi et le manque à gagner pour la région du Sud-Ouest, les diverses informations contenues dans cette étude démontrent une nette érosion du secteur public. On sait par exemple que la concentration de la fonction publique fédérale dans les grands centres a doublement affligé les régions, car non seulement elles ont perdu des emplois vitaux pour leur économie, mais aussi les postes éliminés (ou redirigés vers les centres) étaient souvent les mieux rémunérés. Ainsi, le revenu annuel moyen d'un employé de l'administration publique fédérale s'établissait à 46 840 \$ dans la région métropolitaine de recensement de Halifax en 1998, comparativement à 31 270 \$ ailleurs en Nouvelle-Écosse. Cette différence découle de la concentration des postes de cadres et des postes techniques supérieurs dans la métropole, alors que les régions se retrouvent avec une part disproportionnée de postes de commis ou subalternes.

Outre les pertes d'emploi et de revenus, ces changements ont eu des effets indirects non moins négatifs. Au cours des dernières années, les acteurs régionaux ont dû dépenser beaucoup d'énergie simplement pour essayer de protéger les acquis. Pour la population en général, l'effet aura été psychologique; il s'est incrusté un sentiment d'aliénation, voire un vif ressentiment de la part des résidents envers les deux paliers de gouvernement, en particulier le gouvernement fédéral. Nous avons été frappés, lors de nos visites et de nos discussions avec les intervenants régionaux, de voir à quel point le retrait du fédéral a été durement ressenti dans la région. Sur le plan des infrastructures de transports, par exemple, un thème particulièrement cher aux résidents et entreprises du Sud-Ouest, les changements récents ne sont aucunement de nature à favoriser le développement économique. Dans ces conditions, plusieurs se demandent si le

gouvernement fédéral a encore un rôle à jouer dans le développement économique de la région, et si oui, lequel. Reste à savoir également dans quelle mesure le secteur privé de la région pourra prendre la relève du secteur public dans certains secteurs-clés de l'économie.

Par ailleurs, la main-d'œuvre de la région présente des lacunes sur le plan de l'éducation. Comme nous l'avons souligné, la population active y est globalement sous-scolarisée par rapport à la moyenne provinciale et même à l'ensemble des Maritimes. Le seul établissement universitaire, l'Université Sainte-Anne, de Pointe-de-l'Église (Church Point), fait face à des problèmes financiers chroniques résultant du manque de soutien de la part des gouvernements. Son mandat visant surtout à offrir une éducation supérieure aux Acadiens n'accorde pratiquement aucune place à la recherche et développement. Or, la présence d'une université est cruciale pour l'avancement de toute région, non seulement parce qu'elle permet de répondre aux besoins changeants du marché du travail, mais également parce qu'elle assure la contribution et le leadership des universitaires au sein de la communauté. L'absence d'une université pour une région signifie l'exode des jeunes qui doivent aller chercher ailleurs leur formation professionnelle et souvent ne reviennent pas s'établir dans leur communauté d'origine.

Des efforts notables ont tout de même été accomplis par le réseau des collèges communautaires, notamment pour répondre aux besoins des employeurs locaux. Le Collège de l'Acadie, qui possède des antennes à Tusket, dans le comté de Yarmouth, et à La Butte, dans le comté de Digby, semble vouloir se spécialiser dans la télé-éducation interactive; les étudiants francophones, où qu'ils soient dans la province, peuvent y suivre des cours. Des cours spécialisés dans les industries marines sont offerts au campus de Bridgewater et des centres de formation ont été mis sur pied en vue de la venue de nouvelles industries, entre autres des centres d'appels. Le campus de Shelburne offre des cours en aquaculture et collabore avec le Shelburne Sound Stage dans le domaine des technologies du son. Enfin, le campus de Burridge, près de Yarmouth, offre des cours dans la gestion et l'entretien des systèmes de technologies de l'information.

Au chapitre du développement économique, les initiatives prises au cours des années 1990 ont largement porté sur la mise en place des agences de développement régional (Regional Development Authority). Bien qu'il existe toujours une certaine confusion à l'égard des programmes et agences publics voués au développement économique, la réorganisation semble bien reçue de la part des clients et

partenaires; on reconnaît le rôle de leadership des agences régionales, notamment leur engagement envers l'avancement et la défense de projets jugés prioritaires dans le milieu<sup>55</sup>. La question qui se pose est cependant l'autosuffisance et la survie à long terme de ces agences, tout comme celle des corporations locales de développement des entreprises (CLDE) qui, d'une manière ou d'une autre, devront compter sur l'appui financier des deux ordres de gouvernement. Il faudra néanmoins que ces agences visent un certain degré d'autosuffisance à long terme.

Selon plusieurs, l'accent mis sur le développement communautaire aura été bénéfique pour la région. En plus de contribuer à l'émergence de nouveaux projets locaux, la nouvelle orientation aura favorisé le développement des ressources humaines de la région, tout en préconisant un développement durable. Les résidants du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse réalisent plus que jamais que le futur de leur région et de leur communauté repose d'abord et avant tout entre leurs mains.

D'ailleurs, l'entrepreneuriat a toujours été et demeure très dynamique dans la région; l'étonnante vitalité du secteur des pêches et de l'industrie de la transformation du poisson en est la preuve éloquente. L'industrie halieutique semble bien s'ajuster à la diminution des stocks en misant sur l'import-export et la diversification des produits à valeur ajoutée. On s'efforce également de développer l'aquaculture, dont le potentiel est jusqu'ici nettement sous-exploité. L'industrie forestière offre également de bonnes possibilités de croissance, notamment dans les produits ouvrés ou manufacturés.

La diversification des secteurs manufacturier et des services s'avère en effet une priorité, d'autant plus que la région doit désormais compter sur une présence plus discrète du secteur public. En ce domaine, le comté de Lunenburg semble avoir pris une longueur d'avance. Cette sous-région a su profiter de sa plus forte densité de population et surtout de sa proximité de Halifax pour attirer la main-d'œuvre professionnelle nécessaire à l'édification d'une économie moderne et diversifiée. Des efforts d'adaptation sont menés sur une base sectorielle dans les comtés de Yarmouth (résurgence de l'industrie textile) et de Shelburne (l'initiative du Shelburne Sound Stage). Dans ce dernier cas, les avantages sont doubles : élargir le bassin de professionnels dans la région tout en stimulant les revenus du tourisme.

---

55. ATi Consulting, *Nova Scotia RDA Program Evaluation*, Halifax, mai 1999.

L'apport de l'industrie touristique dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est plutôt inégal. Le tourisme revêt une plus grande importance sur la côte sud (*South Shore*), qui constitue un prolongement de la zone métropolitaine de Halifax. Les secteurs immédiats de Digby et de Yarmouth bénéficient toujours de l'afflux de visiteurs en haute saison grâce aux services de traversier, même si la grande majorité de ces visiteurs ne fait que passer. Le développement de l'industrie touristique est moins évident dans le comté de Shelburne, ainsi que dans les régions de Clare et d'Argyle. Cela ne veut pas dire pour autant que ces régions n'ont rien à offrir, au contraire. C'est plutôt leur isolement relatif et le manque de points d'ancrage qui contribuent à maintenir l'industrie touristique locale à l'état embryonnaire.

Un trait de plus en plus visible dans la région est sans doute le désir de coopération de la part des entrepreneurs en vue de renforcer leur compétitivité et d'accéder à de nouveaux marchés. La mise en commun des intérêts est devenue pratique courante dans plusieurs secteurs, en particulier chez les constructeurs de bateaux récréatifs qui visent les marchés d'exportation, de même que dans l'industrie de la fourrure et, bien sûr, dans l'industrie touristique. L'expansion du secteur d'exportation grâce au développement de nouveaux produits et services s'avère un défi de taille, mais elle offre en même temps des possibilités considérables pour la région. En définitive, bien des intervenants et des entreprises du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse ont effectivement les outils et une vision suffisamment large du monde extérieur pour tirer profit de la nouvelle économie.

## ■ Annexe : Personnes consultées

**M<sup>me</sup> Lillian Benham**, membre  
Coastal Communities Network

**M. Ernie Bolivar**, maire  
Ville de Bridgewater

**M. Chris Bryant**, directeur général  
Ministère du Développement économique communautaire  
de la Nouvelle-Écosse

**M. Arthur Bull**, président  
Coastal Communities Network  
Digby Neck

**M. Paul J. Clarke**, directeur général  
ECI Medical Technologies

**M. Arcade Comeau**, directeur  
West Nova Investment Co-op

**M. P.G. Comeau**, maire  
Ville de Shelburne

**M. Alan Creaser**, propriétaire  
Brigantine Inn, Grand Banker

**M. Charles A. Crosby**, maire  
Ville de Yarmouth

**M. Craig D'Entremont**, président  
Martine Marie Fisheries Ltd. et  
Camille D'Eon Boatbuilders

**M. Sherman D'Eon**, gérant  
Cape Breeze Seafoods

**M. Gary Dedrick**, président  
Shelburne County Fixed Gear Quota Group

**M. Brock H. Dickinson**, directeur général  
Agence de développement Vallée-Ouest

**M. Doug Fawthrop**, aubergiste  
White Point Beach Resort

**M. Roger Hammond**, président  
NW Aqua Fish Technology et  
Big Falls Fish Growers

**M<sup>me</sup> Krista Harding**, directrice générale  
South Shore Opportunities Inc.

**M. Bruce Hennebury**, directeur  
Division de la politique fiscale  
Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse

**M<sup>me</sup> Sarah A. Huskilson**, maire  
Ville de Lockeport

**M<sup>me</sup> Ann Jones**, directrice générale  
Southwest Regional School Board

**M. Phil Kenny**, gérant  
Bridgewater and Area Chamber of Commerce

**M. Jack S. Logan**, directeur général  
Lunenburg Queens Regional Development Agency

**M. Frank Macintosh**, maire  
Ville de Digby

**M. Harland Martell**, directeur général  
Wedgeport Boats

**M. Denny Morrow**, directeur général  
Nova Scotia Fish Packers Association

**M. Robert Mutsaers**, président  
Mersey Point Fish Products Ltd.

**M. Stephen Newberg**, directeur  
Simulations Canada

**M. Kirk Nickerson**, propriétaire et gérant  
K & N Seafoods

**M<sup>me</sup> Janet O'Connell**, représentante  
Shelburne Black Employment Resource Centre

**M. Rodney O'Neil**, président  
DiAnna Aqua et  
Double O Fish Hatchery

**D<sup>r</sup> James R.C. Perkin**, président du conseil d'administration  
Western Regional Health Board

**M<sup>me</sup> Lynne M. Perry**, directrice générale  
South Shore Tourism Association

**M. Chester G. Poole**, agent de développement  
Yarmouth Regional Business Corporation Ltd.

**M. Charles H. Pye**, directeur  
Division de la politique et de l'analyse économiques  
Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse

**M. Mike Raynard**, propriétaire  
Aqua Jem Farms

**M. Tom Rogers**, propriétaire  
Meadoworks Multimedia

**M. W.M. (Monte) Snider**, directeur général  
Growth Opportunities Ltd.  
Digby-Clare Business Development Centre

**M. Jim Stanley**, directeur  
Développement des communautés (TI)  
Ministère de la Science et de la Technologie de la Nouvelle-Écosse

**M. John Steele**, président  
Covey Island Boatworks

**M. Dick Stewart**, gérant  
Atlantic Herring Co-op

**M<sup>me</sup> Lorraine Swim**, maire adjointe  
Ville de Lockeport

**M. Peter Swim**, vice-président  
Island Marine Products Ltd.

**M. Arthur Theriault**, vice-président  
A.F. Theriault & Son Limited

**M. Terry Thibodeau**, agent de développement économique  
South West Shore Development Authority

**M. Ron Wallet**, président  
Ven-Rez Products Ltd.

**M. Mark G. Walsh**, directeur général  
Shelburne County Business Development Centre Ltd.

**M. Tony Walters**, associé  
Claussen Walters & Associates Ltd.

**M. David Warner**, agent de développement économique  
South West Shore Development Authority

**M. Chris Whynaucht**, directeur du développement des entreprises  
Telesis Communications Inc.

